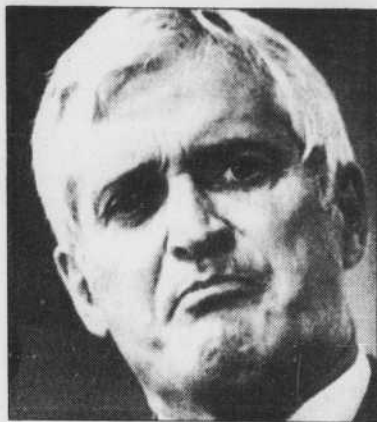


La conjoncture modifie le discours des deux chefs Turner fait volte-face et parle maintenant de la possibilité d'accroître encore le déficit



M. John Turner

PAULE des RIVIÈRES

OTTAWA—Contrairement à ce qu'il avait préconisé jusqu'à hier, voici que le premier ministre, M. John Turner, évoque à son tour la possibilité d'accroître le déficit encore un peu « si les raisons sont bonnes ».

M. Turner complète ainsi un changement de cap graduel mais non moins remarquable, lui qui a promis durant la campagne au leadership de réduire le déficit de \$30 milliards de moitié d'ici sept ans et qui en faisait un impératif de tout premier ordre.

Les changements au programme libéral n'ont pas empêché le premier ministre d'accuser son adversaire

conservateur, M. Brian Mulroney, d'opérer « un revirement complet » en s'engageant, par ses promesses électorales coûteuses, à « augmenter considérablement le déficit ».

Le premier ministre estime que M. Mulroney confond élection et encaissement et pour sa part il refuse de concurrencer le leader conservateur dans cette « surenchère pour acheter les votes des Canadiens ».

M. Turner relançait ainsi la controverse en cours depuis le déclenchement de la campagne électorale inaugurée lundi, et qui confirme l'importance de l'économie dans la course. Les chefs sont engagés dans une guerre de crédibilité auprès de l'électorat, à un moment où les taux

d'intérêt montent et le dollar chute.

Le premier ministre, qui rencontrait la presse hier midi à l'issue d'une rencontre avec ses ministres, a fait référence au caractère « volatile » de l'économie canadienne à plusieurs reprises hier, pour promettre du côté libéral une attitude « raisonnable » et pour mieux déplorer « les objectifs électoraux » de son adversaire.

Cette semaine, le chef conservateur a été forcé d'admettre l'existence d'un document préparé pour son critique des Finances, M. John Crosbie, et qui évaluait à environ \$20 milliards le coût, étalé sur cinq ans, des promesses électorales du Parti conservateur. M. Mulroney a dit que

ce chiffre était trop élevé, sans nier qu'il fallait injecter des fonds pour relancer l'économie.

Le premier ministre, lui, ne voit pas pourquoi il douterait du chiffre et « envisager de telles dépenses avec des taux d'échange et d'intérêt des plus volatiles est de nature à saper la confiance des Canadiens en leur gouvernement », a-t-il dit hier.

M. Mulroney a promis de révéler le coût de ses promesses électorales à la fin de la campagne. Comme les libéraux insistent davantage que par le passé sur la nécessité de créer des emplois — en établissant des programmes pour ce faire — que sur l'ampleur du déficit.

M. Mulroney, qui était à Toronto

hier, a réagi aux dernières fluctuations du taux d'escompte de la Banque du Canada en prédisant 5,000 constructions nouvelles de moins et la perte de 12,000 emplois.

Pour sa part, le premier ministre a réitéré sa pleine confiance au gouverneur général de la Banque du Canada, M. Gerald Bouey ainsi qu'au ministre des Finances, M. Marc Lalonde. Il assure que ce dernier restera à son poste jusqu'aux prochaines élections, manifestement pour rassurer la communauté des affaires, décision.

Le premier ministre s'est employé à se distinguer de son adversaire même s'il a admis qu'il y aura natu-

Voir page 8: Turner

Les banques n'ont pas suivi

Le taux d'escompte grimpe à 13.26 %

JEAN-PIERRE LANGLOIS

Nouvel épisode hier dans le feuilleton de la montée des taux d'intérêt canadiens. La Banque du Canada a porté son taux d'escompte à 13.26 % une hausse inhabituelle d'un demi-pourcent. Jeudi dernier à 14 h 15, la banque centrale avait fixé son taux à 12.76 %, entraînant une heure plus tard le relèvement généralisé du taux préférentiel des banques à charte canadiennes. Hier, les banques n'ont pas bougé, jugeant peut-être que les trois dernières hausses de leur taux préférentiel en moins de deux semaines étaient déjà beaucoup.

Pourtant, à 13.5 %, le taux préférentiel s'écarte de très peu du taux d'escompte de la Banque du Canada à 13.26 %. Les prochains jours seront peut-être l'occasion d'une nouvelle

hausse du taux de base des banques, surtout si le tableau s'assombrit du côté du dollar canadien. Les banques à charte sont hésitantes à hausser leurs taux d'intérêt, même si la banque centrale leur en donne l'invitation, puisque la demande de prêts au Canada demeure relativement faible. En outre, l'économie canadienne donne des signes de ralentissement et le taux de chômage est beaucoup plus élevé qu'aux États-Unis.

Le dollar canadien semble avoir profité de ce soutien de la part du taux d'escompte. On sait que des taux d'intérêt élevés sont bénéfiques à la devise canadienne, puisque les détenteurs de capitaux sont attirés par des rendements élevés. Par ailleurs, le dollar américain accusait une autre progression sur les marchés de change dans le monde (voir article p. 9). Parmi les grandes de-

Voir page 8: Taux d'escompte

L'avenir de Lalonde demeure incertain

DENIS LESSARD

OTTAWA (PC) — L'avenir politique du ministre des Finances Marc Lalonde demeure incertain, a admis hier le premier ministre John Turner, précisant toutefois que l'ex-bras droit de M. Trudeau s'était engagé à demeurer à son poste jusqu'à la prochaine élection.

Hier, en conférence de presse, M. Turner, tout en soutenant que M. Lalonde n'avait pas pris de décision sur son avenir en politique, a toutefois rendu un curieux hommage au responsable des Finances, qui « a bien servi le Canada ».

« Monsieur Lalonde est très important pour notre gouvernement, par contre c'est une question qu'il aura lui-même à juger. Il a bien servi le Canada, il doit évaluer ses propres options », a laissé tomber M. Turner.

M. Lalonde est l'homme « le plus compétent » pour assurer la stabilité de notre économie, a dit M. Turner, rappelant que le ministre « encore jeune, encore dynamique, avait des options illimitées devant lui ».



M. Marc Lalonde

Du même souffle, M. Turner a indiqué qu'il était actuellement à la recherche active de nouveaux candidats, après avoir été mobilisé par les affaires du gouvernement depuis son investiture. Il a confirmé s'être entretenu avec l'ex-ministre québécois

Voir page 8: Lalonde



Geraldine Ferraro, représentante de l'État de New York, après un discours à San Francisco monte dans une voiture à San Francisco, quelques heures avant l'annonce de la décision de M. Mondale qui l'a choisie comme candidate à la vice-présidence. (Téléphoto AP)

La représentante Geraldine Ferraro Walter Mondale choisit une femme comme co-listière

WASHINGTON (AFP) — Walter Mondale, réputé pour sa prudence, a fait preuve d'audace en annonçant hier sa décision de confier à une femme — Geraldine Ferraro, représentante de l'État de New York — la seconde place du « ticket » démocrate pour l'élection présidentielle de novembre.

Ce sera la première fois dans l'histoire des deux grands partis politiques américains qu'une femme est candidate à la vice-présidence.

M. Mondale, qui devrait obtenir sans difficultés l'investiture du parti démocrate à la convention de

San Francisco la semaine prochaine, a annoncé sa décision à Saint Paul, capitale de son État natal du Minnesota, où il avait annoncé sa candidature au leadership du parti démocrate le 21 février 1983.

Le choix de Mme Ferraro, 48 ans, représentante de l'État de New York, avait d'abord été annoncé dans la nuit de mercredi à jeudi par un proche conseiller de M. Mondale.

La décision de M. Mondale a été accueillie favorablement par les responsables du parti démocrate

ainsi que les organisations féministes, qui avaient fait pression pour qu'il choisisse une femme. « Fondamentalement c'est un pas dans la bonne direction », a déclaré le pasteur Jesse Jackson, tandis que le président de la Chambre des représentants, Thomas O'Neill, partisan de longue date de Mme Ferraro estimait qu'il s'agissait d'une « percée pour les femmes américaines ».

Le sénateur Gary Hart, grand rival de M. Mondale, a pour sa part salué ce choix en estimant qu'il « représente une avancée signifi-

Voir page 8: Geraldine Ferraro

LE DEVOIR ÉCONOMIQUE

Péto-Canada au gaz naturel

En utilisant du gaz naturel plutôt que du mazout lourd comme combustible à sa raffinerie de Pointe-Aux-Trembles pour fabriquer de l'essence, Pétro-Canada compte épargner \$3 millions par année et mieux protéger l'environnement. Cette décision fait évidemment l'affaire de Gaz Métropolitain qui vendra ainsi pour \$75 millions de gaz naturel à la société d'État au cours des trois prochaines années. Page 9.

Les Jeux de Los Angeles rentables

A quelques jours de l'ouverture des Jeux de Los Angeles, le Comité organisateur paraît assuré d'un succès financier d'autant plus remarquable que le spectacle souffrira du boycott du bloc soviétique. Pour la première fois dans l'histoire des Jeux, leur organisation a été confiée à une entreprise privée sans but lucratif. Estimé actuellement à \$15 millions, le surplus pourrait dépasser les \$100 millions. Page 9.

Perlstein quitte la SNA

Un an avant la fin de son mandat, le premier président de la Société nationale de l'amiante, M. Daniel Perlstein, a décidé de quitter son poste sans trop préciser pourquoi. Il affirme toutefois qu'il n'y a aucune dissension au sein de l'organisme que dirigera désormais M. Jacques Paquin. Page 11.

CHYPRE, DIX ANS APRÈS L'INTERVENTION D'ANKARA

I — La Turquie rétablit un statu quo précaire

Dimanche prochain marque le dixième anniversaire du coup d'État contre le gouvernement de Mgr Makarios et l'intervention des forces armées turques à Chypre. Le journaliste montréalais Fred A. Reed, qui a séjourné à Chypre à deux reprises, fait l'historique des événements qui ont conduit à l'offensive turque dans « l'île d'Aphrodite », où la tension continue d'être vive entre la population d'origine grecque et la minorité d'origine turque.

FRED A. REED
collaboration spéciale

Le sifflement d'une sirène d'usine rompt, ce matin-là, la torpeur de Nicosie. Des chars d'assaut se dirigent vers le Palais présidentiel ; les blindés forment un demi-cercle devant le siège du gouvernement et ouvrent le feu. Le président chypriote, Mgr Makarios, est renversé.

Pendant trois heures, des forces loyales tiennent l'édifice. Se débarassant de sa soutane, le président réussit à s'enfuir par la porte arrière de son bureau.

Aux mains des comploteurs, la radio annonce la mort du président et son remplacement par le journaliste

Nikos Sampson.

Chez la minorité turque (18 % de la population chypriote), c'est la panique : si M. Sampson jouit d'une réputation d'homme fort c'est en raison de sa dureté envers les Chypriotes turques.

La réaction chypriote turque ne tarde pas à venir. Raouf Denktash, chef de la minorité, fait appel à la Turquie et à la Grande-Bretagne pour destituer les putschistes. Londres refuse, mais la Turquie, prétextant son droit de rétablir le statu quo intervient le 20 juillet.

Un puissant corps expéditionnaire turc débarque près de la localité chypriote de Kyrenia, à 60 kilomètres à peine des côtes turques. L'aviation turque pilonne l'aéroport internatio-

nal de Nicosie.

Les soldats de l'armée grecque cantonnée sur l'île reçoivent l'ordre de ne pas tirer. L'« Opération Attila » rencontre une faible résistance.

C'est alors, à Athènes, que la junte grecque s'écroule. La chute « des colonels » entraîne dans son sillage celle de M. Sampson. (Mgr Makarios redeviendra éventuellement président.)

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Mgr Makarios lance un appel : « Je suis venu ici afin de solliciter l'appui de la communauté internationale dans notre lutte pour la sauvegarde de notre indépendance, de notre unité et de notre intégrité territoriale ».

Le Conseil aussitôt adopte une résolution ordonnant le cessez-le-feu, la cessation immédiate de toute intervention militaire, et la reprise des négociations entre les trois pays-garants (Grande-Bretagne, Grèce, Turquie) en vue du rétablissement de la paix et du gouvernement constitu-

tionnel.

Le gouvernement turc du premier ministre socialiste, Bulent Ecevit, décrivant son intervention comme étant une « opération de paix », endosse la résolution. Mais il devient vite évident que la Turquie ne cherche pas le retour au « statu quo ». Elle exige plutôt une solution fédérale avec administration distincte sur une zone qui engloberait 38 % de Chypre.

L'offensive turque se poursuit. Des milliers de Chypriotes grecs dans les zones occupées (près de 40 % du pays) sont tués ou blessés ; 1 619 sont portés disparus. On ignore encore leur sort. Environ 200 000 citoyens, chassés de leurs foyers et refoulés dans le sud, deviennent réfugiés dans leur propre pays. Les terres agricoles les plus fertiles, presque les deux-tiers de l'équipement industriel et 75 % des installations touristiques de Chypre se trouvent désormais sous contrôle de l'armée turque.

Voir page 8: Chypre



1964 : un Chypriote turc couvrant le corps de son jeune frère, victime d'un affrontement entre Chypriotes grecs et turcs. (Photothèque LE DEVOIR)

Ted Finn dirigera lundi les opérations de la nouvelle Agence canadienne de sécurité

OTTAWA (PC) — C'est lundi que la nouvelle Agence canadienne de sécurité, qui vient prendre la place du service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada, entamera ses opérations.

Environ 90% des effectifs du service de renseignement de la GRC ont décidé de se joindre à la nouvelle agence et abandonneront lundi insignes, armes et autres attributs des policiers pour se transformer en agents civils de renseignement.

Le même jour, M. Ted Finn, un avocat, sera assermenté et deviendra le premier directeur de l'agence. M. Finn était, depuis 1981, responsable du groupe de transition chargé de planifier le transfert des services de renseignement et de préparer une ébauche de législation.

Le nouvel organisme aura connu une gestation controversée.

Le gouvernement envisageait déjà en 1955 de remplacer le service de sécurité par-militaire de la GRC, créé lors de la rébellion des Métis de 1885, par un organisme civil distinct. Mais il aura fallu deux commissions royales, deux ébauches de projets de loi et des mois de débats procéduriers au Parlement pour que la nouvelle agence civile devienne réalité.

Le gouvernement avait annoncé sa décision de former une agence ci-



M. Ted Finn prendra lundi la tête de la nouvelle Agence canadienne de sécurité. (Photolaser CP9)

vile de sécurité au moment où il rendait public le rapport de la commission McDonald sur les agissements de la GRC, en 1981, mais il devait s'écouler encore deux ans avant qu'un projet de loi ne soit soumis au Parlement.

Les députés de l'opposition, les gouvernements provinciaux et toute

une série de groupes voués à la défense des droits de la personne se sont élevés contre la plupart des clauses de la nouvelle législation, soutenant que l'organisme proposé serait doté de pouvoirs trop étendus et constituerait une menace aux libertés civiles.

Le nouveau service disposera de

nombreux pouvoirs. Il sera légalement autorisé à mettre sous surveillance des groupes ou des individus soupçonnés d'espionnage, de sabotage, de terrorisme, d'activités menées de connivence avec des puissances étrangères et de subversion interne.

Pour la première fois, le mandat et les pouvoirs des agents de ce service feront l'objet d'un texte de loi explicite et un comité de contrôle extérieur à l'agence sera mis sur pied afin de surveiller ses opérations.

Après avoir obtenu les mandats nécessaires des tribunaux, les agents civils de sécurité pourront ouvrir le courrier, enregistrer les conversations téléphoniques et auront accès aux dossiers médicaux, légaux et gouvernementaux, à l'exception des documents du cabinet et des renseignements recueillis sur les formulaires de recensement par Statistique Canada.

La loi stipule que les citoyens dissidents respectueux de la légalité ne devraient pas être sujets à de telles enquêtes, mais même le solliciteur général Robert Kaplan reconnaît qu'il sera difficile de discerner à quel moment la dissidence pacifique se change en une menace potentielle à la sécurité nationale.

Lisbonne n'a pas encore accepté Bryce Mackasey

PAULE DES RIVIÈRES

OTTAWA — Le gouvernement fédéral a présenté ses excuses au gouvernement portugais pour n'avoir pas sollicité son approbation avant de nommer M. Bryce Mackasey ambassadeur au Portugal.

« Les procédures qui sont de mise n'ont pas été suivies et je regrette que cela se soit produit », a dit le premier ministre, M. John Turner, hier, en disant espérer que « le dossier est clos ».

Mais l'ambassadeur du Portugal au Canada, M. Luis Navega, qui avait envoyé une lettre de protestation au Secrétariat des Affaires extérieures, dit au contraire que « le dossier n'est pas clos parce que le gouvernement portugais n'a pas encore accepté la nomination de M. Mackasey, député de Lincoln aux Communes et ex-ministre du régime de M. Pierre Trudeau ».

M. Mackasey était au nombre de 18 fidèles libéraux qui ont été nommés lundi à divers postes. Les nominations avaient été choisies par l'ex-premier ministre, M. Trudeau, et leur annonce avait été retardée simplement pour permettre au nouveau chef, M. Turner, de garder une majorité en Chambre jusqu'au déclenchement des élections.

La situation irrite au plus haut point M. Turner, d'autant plus que le leader conservateur, M. Brian Mulroney, s'est moqué de la nouvelle éthique que M. Turner parle d'insuffler au gouvernement. Le nouveau premier ministre s'évertue à répéter qu'il n'est pas l'artisan de ces nominations partisans et il a laissé entendre hier qu'il n'avait pas eu le choix.

Que fera-t-il si le Portugal rejette la candidature de M. Mackasey? « Espérons qu'il s'agit là d'une situation hypothétique », a répondu M. Turner hier en conférence de presse.

La nomination de M. Eugene Whelan, un autre ami de M. Trudeau, comme ambassadeur à Rome auprès de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a aussi causé un émoi, à l'intérieur du gouvernement celui-là. Le Secrétariat d'État aux Affaires extérieures s'est demandé pourquoi le Canada créait un poste d'ambassadeur à Rome alors qu'il n'a pas d'argent pour ouvrir une ambassade de plus en Amérique centrale, en Syrie ou en Allemagne de l'Est, où le manque d'information est criant.

M. Turner n'a pas tari d'éloges à l'endroit de l'ex-ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, et a répété qu'il était « éminemment qualifié » pour remplir ses fonctions.

M. Turner a ajouté que ce poste « reflétait une nouvelle priorité du Canada. Nous sommes conscients de nos devoirs et devons essayer d'aider les pays les plus pauvres », estime-t-il.

M. Turner s'est étendu moins longuement sur le choix de M. Mackasey. « C'est notre choix », s'est-il contenté de dire.

M. Turner a dit espérer que les nominations, la deuxième série en quelques semaines, marquent la fin d'une époque.

Quant à M. Mackasey, il ne s'inquiète pas de ce « problème de communication » qui ne le vise pas personnellement. Et, bien qu'il ne sache pas la date de son départ, il s'attend à s'envoler pour Lisbonne sous peu.

« On m'a offert plusieurs postes, incluant un siège au Sénat. Mais j'en ai assez de rester ici. J'ai passé une très mauvaise année l'année dernière », a-t-il ajouté. M. Mackasey a été l'objet d'une longue enquête du comité parlementaire, pour voir s'il avait abusé de ses privilèges de député et des accusations de trafic d'influence ont également été portées contre lui, puis abandonnées.

Mulroney reproche au gouvernement de ne pas contrôler la hausse des taux d'intérêts

TORONTO (PC) — Accusé à maintes reprises par les libéraux de faire des promesses électorales coûteuses, le chef conservateur, M. Brian Mulroney, a tenté de renverser les rôles hier, soulignant que la dette nationale avait décuplé depuis 1967.

Commentant la tendance à la hausse des taux d'intérêt, M. Mulroney a déclaré qu'avec l'augmentation d'un pour cent en deux semaines des taux d'intérêt, c'est un autre milliard de dollars en paiements d'intérêt sur la dette qui vient d'être ajouté au déficit « sans sourcil ».

M. Mulroney y est allé de prédictions pessimistes sur les effets de la récente hausse des taux d'intérêt, affirmant qu'ils entraîneraient l'annulation immédiate de la construction de 5,000 maisons et la perte de 12,000 emplois.

Les libéraux affirment que les promesses électorales de M. Mulroney alourdiraient la dette fédérale, évaluée à quelque \$30 milliards par année.

Comme jamais auparavant, le chef conservateur a insisté sur son intention de réduire le déficit d'une manière raisonnable. M. Mulroney s'est cependant refusé une fois de plus à préciser le coût de ses promesses, expliquant, comme il l'a déjà fait plusieurs fois, que cela sera



Le chef du parti conservateur, M. Brian Mulroney, a serré dans ses bras la fillette qui venait hier de remettre un bouquet de fleurs à son épouse Mila, à l'occasion du Festival de l'Estonie, à Toronto. (Photolaser CP)

fait lorsque l'entière plateforme électorale de son parti aura été dévoilée.

Il a cependant démenti le chiffre de \$20 milliards par an rendu public-

par un journaliste, chiffre qui aurait été calculé par un assistant du critique conservateur financier John Crosbie.

M. Mulroney se trouvait à Toronto,

pour sa première visite à l'extérieur d'Ottawa depuis le déclenchement de la campagne électorale fédérale.

Plus tôt au cours de la journée, le leader tory avait condamné, devant plusieurs milliers d'Estoniens, la « brutale dictature » soviétique.

Un responsable soviétique d'Estonie a dénoncé l'ouverture, dimanche, d'une exposition culturelle estonienne à Toronto, la qualifiant de provocation et de prétexte à une propagande anti-soviétique débridée.

M. Mulroney a relevé la protestation soviétique, prédisant qu'il y en aura une autre aujourd'hui et que je considère cela comme une marque de mon engagement envers la liberté partout à travers le monde.

Dans sa critique des Soviétiques, le chef conservateur a commis une bourde en rappelant que l'ex-leader soviétique Nikita Khrouchtchev avait martelé la table avec son soulier, en guise de protestation contre une déclaration aux Nations-Unies de l'ancien premier ministre conservateur John Diefenbaker, qui l'avait mis au défi de redonner leur liberté « à ces grands peuples sous la férule soviétique ».

Le leader soviétique a bel et bien frappé la table avec son soulier, mais c'était en réaction à un discours prononcé par l'ancien premier ministre britannique, M. Harold MacMillan.

Les francophones hors Québec demandent aux chefs de se prononcer sur les questions culturelles

OTTAWA (PC) — Les chefs des partis fédéraux devraient se prononcer non seulement sur les questions économiques au cours de la campagne en vue des élections du 4 septembre prochain, mais devront se pencher également sur les questions linguistiques et culturelles.

C'est ce que soutient le président de la Fédération des francophones hors Québec, M. Léo LeTourneau, dans un communiqué publié hier.

« La FFHQ désire poursuivre, au

cours de cette campagne, le débat sur la question linguistique et culturelle. Il s'agit d'en expliquer la pertinence et l'importance à l'ensemble de la population de façon à développer une identité canadienne respectueuse des valeurs culturelles qui la forme », affirme M. LeTourneau.

La FFHQ rendra publiques ses principales préoccupations au long de la campagne « de façon à ce que les chefs et les candidats des différents partis puissent exprimer clai-

rement leur position respective quant aux dossiers prioritaires pour les francophones hors Québec ».

En particulier, la fédération demandera aux dirigeants politiques de s'engager sur des questions fondamentales telles que l'application de la Charte des droits, l'emploi, les droits scolaires, les communications, la santé et le bien-être, le développement régional et l'extension du bilinguisme dans les services provinciaux et fédéraux partout au Canada. M. LeTourneau affirme s'attendre

à ce que les candidats des divers partis dépassent le discours partisan pour aborder ces problèmes de fond qui affectent tous les Canadiens.

« Des solutions aux problèmes économiques qui n'intégreraient pas la dualité linguistique et qui ne répondraient pas aux besoins des communautés francophones hors Québec, ne pourraient prétendre servir la cause de l'unité canadienne et garantir des solutions d'avenir pour le Canada », a conclu M. LeTourneau.

Québec devient pour l'été capitale de la francophonie

MARIE-AGNÈS THELLIER

QUÉBEC — Cet été, Québec n'est pas seulement la capitale de la voile et des festivités : elle aussi la capitale de la francophonie puisque s'y tiennent cinq congrès réunissant deux à trois milliers de délégués venus de pays francophones.

De plus, aujourd'hui, Québec, et plus précisément son université Laval, est le siège social d'une nouvelle organisation internationale, le Conseil international des études françaises (Cidef), fondé en 1972, suite à une initiative de professeurs de français de l'université Laval.

En plus de la réunion annuelle du Cidef qui se tient cette semaine, Québec accueille le premier congrès international de la toponymie française de l'Amérique du Nord, auquel 200 personnes venues d'une dizaine de pays étaient attendues hier.

Toujours dans la Vieille Capitale, la Septième rencontre francophone de Québec, organisée par le Secrétariat permanent des peuples francophones, a débuté mercredi pour se terminer mardi prochain : des activités diverses sont offertes aux amateurs culturels venus de toutes les communautés francophones d'Amérique du Nord (notamment Acadie, Louisiane et Ontario).

Se tiendra ensuite l'assemblée générale annuelle de l'Association internationale des maires francopho-

nes, du 22 au 26 juillet. Cette association est présidée par le maire de Paris et ancien premier ministre français, M. Jacques Chirac, tandis que le maire de Québec, M. Jean Pelletier, en est le premier vice-président.

Enfin, fin juillet et début août, un millier de professeurs de français membres de l'Association internationale se donneront eux-aussi rendez-vous près de la Grande-Allée.

Par ailleurs, Québec avait aussi été l'hôte récemment du Congrès des endocrinologues et actuellement du Congrès des Gédéons.

Lors de la réunion annuelle du Cidef, les 80 personnes venues de différents pays ont donc décidé de rendre leur organisme autonome de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (Aupelf). Le Cidef compte dix comités régionaux à travers le monde. Selon toutes vraisemblances, le recteur Robert Mallet, de l'Université de Paris, en deviendrait aujourd'hui président honoraire tandis que la présidence irait au docteur Mahasseni, d'Arabie saoudite, et le secrétariat général à M. Michel Têtu, professeur à l'Université Laval.

Jusqu'ici président du Cidef, M. Têtu se dit optimiste quant à l'avenir de la langue française dans le monde à cause de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, mais pessimiste à cause de la chute de l'enseignement du français au secondaire dans plusieurs pays.

Québec publie une brochure de 178 pages sur les nations autochtones

guérin
l'éditeur
qui
édite

Maintenant
disponible
4e Secondaire
Mon nouveau
programme
d'études en

MARIE-AGNÈS THELLIER

QUÉBEC — Une première brochure sur les nations autochtones du Québec vient d'être publiée par le gouvernement du Québec à l'occasion des fêtes 1534-

En vente
dans toutes
les
librai-
ries

ORIENTATION

Le programme d'histoire du Québec et du Canada centre son étude sur la compréhension de l'évolution de la société québécoise dans le contexte canadien, nord-américain et occidental.

CONTENU

- 1 L'empire français d'Amérique
- 2 La société canadienne sous le Régime français
- 3 La Conquête et les débuts du Régime britannique
- 4 Les débuts du parlementarisme
- 5 Le Québec et la Confédération
- 6 Le développement industriel
- 7 Le Québec contemporain

Le présent cahier d'apprentissage est en tous points conforme au nouveau programme d'études "Histoire du Québec et du Canada", 4e secondaire, formation générale et professionnelle.

En vente dans les librairies:

4560 rue Saint-Denis Montréal, Québec Tél. (514) 849-1112	Station Métro-Longueuil Longueuil, Québec Tél. (514) 677-6525	168 est, rue Sainte-Catherine Montréal, Québec Tél. (514) 861-5647	4440 rue Saint-Denis Montréal, Québec Tél. (514) 843-6241
---	---	--	---

1984.

La brochure de 172 pages veut « souligner de façon particulière la présence et l'appartenance au pays » des 60,000 autochtones québécois, selon le responsable du Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit (SAGMAI), M. Eric Gourdeau.

Chose maintenant rarissime dans les publications gouvernementales, la brochure est illustrée d'une centaine de photographies en couleurs, dont certaines « pleine page ». Elle a été tirée à environ 6,000

exemplaires en français et autant en anglais.

Il n'a pas été possible de connaître le coût exact de cette publication, qui est vendue \$6.95 chez l'Éditeur officiel du Québec. En effet, certains contrats, notamment avec des photographes, servent à d'autres fins que la brochure, par exemple la création d'une banque de données et l'illustration de la revue trimestrielle Rencontres, publiée depuis l'automne 1979 par le SAGMAI. Il est cependant certain que le SAGMAI a dû fortement sub-

ventionner la parution de cette brochure.

Non seulement dans cette brochure parlent-moeurs, coutumes et culture dans les neuf nations amérindiennes et chez les Inuit, mais on fait le point sur le développement économique, sur l'organisation sociale et sur les structures politiques dans chacune des dix communautés.

La communauté amérindienne la plus importante en nombre est la communauté Cris: 7,500 Cris habitent dans les huit villages cris de la

région de la Baie James. Viennent ensuite les Mohawks et les Montagnais: le Québec compte 7,400 Mohawks, dont les deux-tiers à Kahnawake dans la région de Montréal, et 7,300 Montagnais, demeurant dans leurs huit villages de la Côte-Nord et dans un neuvième, au Lac Saint-Jean (Oujatchouan-Pointe bleue).

Toujours par ordre d'importance numérique viennent les Algonquins, les Micmacs et les Attikameks: 4,000 Algonquins habitent dans neuf villages de la région de

l'Abitibi-Témiscamingue; 2,900 Attikameks sont regroupés dans trois villages plus ou moins isolés tandis que 2,150 Micmacs vivent en Gaspésie (Restigouche et Maria surtout).

Enfin, il subsiste au Québec 1,250 Hurons res-

capés des 18,000 Hurons vivant dans la Nouvelle-France du XVIIème siècle; environ 700 Abénakis des bandes d'Onondak et de Wollinak-Béancour et 400 Naskapis vivant dans la région de Schefferville.

Par ailleurs, les 5650 Inuit du Québec sont ré-

partis dans 14 villages situés en bordure de la Baie d'Hudson, du détroit d'Hudson et de la Baie d'Ungava.

Le SAGMAI est un organisme dépendant directement du ministère du Conseil exécutif, c'est-à-dire du Premier ministre.

COMITÉ CONSULTATIF POUR LE DESIGN URBAIN du secteur McGill College AUDIENCES PUBLIQUES

Jeudi, le 19 juillet 1984 de 12:00 h à 19:00 h

Galerie 2

Hôtel Reine Elizabeth
900, boulevard Dorchester Ouest
Montréal, Québec

Les membres du public sont invités à donner leur avis au Comité consultatif pour ce qui est du "design" urbain approprié pour le secteur de l'Avenue McGill College. Pour de plus amples informations, contactez le secrétaire du Comité, David Powell à (514) 395-3720.

ABONNEMENT AU DEVOIR

Pour recevoir LE DEVOIR à votre porte tous les jours du lundi au samedi, vous n'avez qu'à remplir et nous retourner le coupon-réponse.

Cochez le tarif choisi:

☐ 32\$ (13 semaines) ☐ 62\$ (26 semaines) ☐ 120\$ (52 semaines)

(Ces tarifs ne sont valables que pour la livraison par camelot ou poste surface au Canada)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____ Tél. _____

Retournez avec votre chèque ou mandat-poste à:

LE DEVOIR — Abonnements
211 rue du St-Sacrement
Montréal, Québec
H2Y 1X1

Je m'abonne
au DEVOIR

EN BREF

■ Une décision revue et corrigée

QUÉBEC (PC) — Le Conseil de presse vient de renverser une décision qu'il avait prise en novembre dernier. Le Conseil de presse avait alors blâmé la station radiophonique CJLM de Joliette pour «n'avoir pas fourni une information équilibrée» sur le conflit de travail qui régnait dans ce poste de radio. CJLM avait en effet refusé de diffuser le point de vue du syndicat de ses employés en grève. Les dirigeants de la station ont porté leur cause en appel devant le Conseil de presse. Dans une nouvelle décision, le Conseil estime que «malgré l'existence de situations objectives de conflits d'intérêts» dans le dossier de CJLM, le contenu et la qualité de l'information «n'ont pas été affectés dans les circonstances». La décision du Conseil ne contient aucun motif et ne fournit aucune explication pour laquelle la décision originale a été renversée.

■ Des chargés syndiqués

Le Tribunal du travail a récemment confirmé le droit à la syndicalisation des chargés de cours de l'Université du Québec à Trois-Rivières. L'UQTR avait interjeté appel devant le juge Bernard Prud'homme de la décision rendue par un commissaire enquêteur reconnaissant aux chargés de cours le droit de se constituer en syndicat. La direction de l'université a soutenu en présence du juge Prud'homme que les chargés de cours n'avaient pas le droit de former un syndicat parce qu'ils ne sont pas des salariés au sens du Code du travail du Québec. Le Tribunal du travail a rejeté l'argument de l'université, estimant que les chargés de cours sont effectivement des salariés et qu'ils ne peuvent être considérés comme des entrepreneurs indépendants. Les 450 chargés de cours de l'UQTR sont affiliés au Syndicat canadien de la fonction publique.

■ Triste bilan de sécurité

OTTAWA (PC) — Un rapport publié hier par le ministère fédéral du Travail indique que 859 personnes sont mortes au travail et que 15 millions de journées ont été perdues en raison de blessures ou de maladies contractées sur les lieux de travail. Cette perte de productivité a entraîné des dépenses de \$10 milliards, situation que le ministre du Travail, M. André Ouellet, qualifie de «disgrâce nationale» dans un communiqué accompagnant le rapport. Entre 1977 et 1979, un travailleur sur sept s'est infligé des blessures au travail, comparativement à un sur 17 aux États-Unis et à un sur 10 en France. Les statistiques préliminaires pour l'année 1982 démontrent qu'un travailleur sur huit a été blessé à son emploi, ce qui a totalisé 1,1 million de blessures.

■ Un jumeau pour les îles

QUÉBEC (PC) — Les îles-de-la-Madeleine seront jumelées à leurs voisines françaises Saint-Pierre et Miquelon, le 22 juillet prochain. Un protocole d'entente sera signé entre les personnalités régionales, afin de promouvoir les échanges culturels, touristiques, économiques et sociaux. Le préfet de la MRC des îles-de-la-Madeleine, M. Lucien Landry, le maire de la commune de Miquelon-Langlade, M. Lucien Coste, et la ministre québécoise de la Condition féminine et députée des îles-de-la-Madeleine, Mme Denise Leblanc-Bantey, participeront aux activités entourant le jumelage. Le jumelage de ces deux peuples de la mer se fera en deux temps: du 19 au 22 juillet, aux îles québécoises et du 17 au 19 août à Saint-Pierre et Miquelon. Le 19 juillet, une douzaine de notables français débarqueront aux îles-de-la-Madeleine, afin de commémorer l'arrivée en Nouvelle-France de Jacques Cartier. Pour souligner l'événement, le voilier monocoque Saint-Pierre et Miquelon accostera à Cap-aux-Meules le 20 juillet.

■ Des marins polonais restent ici

TORONTO (PC) — Deux jeunes transfuges d'un voilier polonais ont rencontré hier les fonctionnaires de l'Immigration. Les deux marins qui ont demandé l'asile politique, deux célibataires de 22 ans, sont entrés en communication avec les autorités de l'immigration. Ils étaient à bord d'un voilier polonais de 10 mètres venu au Canada dans le cadre du rassemblement des Grands voiliers à Québec commémorant le 450^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier. Le bateau qui faisait partie de l'exposition des Grands voiliers au port de Toronto, avait accueilli des visiteurs pendant quelques jours. Il était arrivé lundi en compagnie d'un autre voilier polonais, soit deux jours après la majorité des autres voiliers.

■ Deux missions en un lancement

WASHINGTON (AFP) — La NASA a annoncé hier sa décision de procéder le 24 août prochain au lancement, annulé à deux reprises, de la navette spatiale Discovery et de combiner en une seule les deux missions qu'aurait dû effectuer le troisième «cargé de l'espace» américain. La décision a été annoncée par M. Jesse Moore, responsable du programme de la navette. La suppression d'un des vols de Discovery devrait permettre à l'agence spatiale américaine de respecter son calendrier de lancement, qui prévoit un vol mensuel à partir du mois d'octobre. Le vol inaugural de Discovery aurait dû avoir lieu le 25 juin, mais il avait été reporté à cause de la défaillance d'un ordinateur de bord, découverte moins d'une demi-heure avant la mise à feu. Le lendemain, à 4 secondes du tir, le lancement avait dû être une nouvelle fois annulé à la suite d'un ennui de moteur. La NASA Prévoyait d'effectuer une seconde rotation de sa troisième navette (après Columbia et Challenger) vers la fin août.

■ Ceintures obligatoires

NEW YORK (AP) — Le gouverneur Mario Cuomo de l'État de New York a paraphé hier la première loi rendant obligatoire aux États-Unis la ceinture de sécurité dans les automobiles tant pour les conducteurs que pour les passagers de la banquette avant. Les contrevenants seront passibles d'une amende de \$50 à partir du 1^{er} janvier 1985. La loi prévoit aussi que les enfants de moins de dix ans doivent porter la ceinture de sécurité ou être assis dans des fauteuils de sécurité pour enfants. Le port de la ceinture de sécurité est obligatoire dans plus de 30 pays, dont la Grande-Bretagne, l'Australie, le Japon, la Suède, et dans huit provinces du Canada.

■ Allocation à la hausse

QUÉBEC (Le Devoir) — L'allocation de dépenses personnelles pour les adultes vivant en centre d'accueil, en centre hospitalier ou dans une famille d'accueil augmente de près de 15%, passant de \$90 à \$103 par mois à compter du 1^{er} août. De plus, l'allocation sera portée à \$115 le 1^{er} janvier prochain. Cette mesure concerne 50 000 personnes. Le gouvernement du Québec a pris cette décision par souci d'équité avec les personnes demeurant à domicile: récemment le supplément de revenu garanti, versé par Ottawa, augmentait pour ces dernières.

La loi 101 a mal été interprétée

Lamarre revisera la politique municipale de distribution de documents unilingues français

ANGÈLE DAGENAIS

Contrairement à ce qu'il avançait devant le Conseil de Ville de Montréal mardi soir, le président du Comité exécutif, M. Yvon Lamarre, a déclaré hier au DEVOIR qu'il allait revoir avec les avocats de la Ville toute la question de la distribution «unilingue française» des documents d'information émanant de l'administration municipale et destinés au grand public.

M. Lamarre a précisé que la Ville avait toujours cru depuis l'adoption de la loi 101, sur la foi des avis de son service du contentieux, qu'elle ne devait informer ses citoyens qu'en français, n'étant pas une ville au statut bilingue (50% ou plus de citoyens anglophones). Mais depuis que la Communauté urbaine de Montréal a fait parvenir en juin par courrier à 825 000 foyers un document bilingue (Résumé de la proposition préliminaire d'aménagement de la CUM), le doute a surgi à l'Hôtel de Ville.

Siégeant à titre de vice-président du Comité exécutif de la CUM, M. Yvon Lamarre a déclaré qu'il ne «pourrait supporter longtemps un régime de deux poids deux mesures» selon le chapeau qu'il porte à la Ville de Montréal ou à la Communauté urbaine de Montréal. Avant 1977 la Ville distribuait ses documents dans les deux langues, a-t-il souligné.

Depuis l'adoption de la Charte de la langue française, elle s'est restreinte au français. Ce changement n'est pas étranger, a indiqué très clairement M. Lamarre, au fait que le Parti civique «se soit fait laver aux dernières élections dans certains quartiers à majorité anglophone. Distribuer de l'information en français uniquement dans des quartiers à 60% ou 65% d'anglophones et d'allophones, ça ne nous aide pas», a ajouté M. Lamarre.

«Nous avons toujours cru que sur



M. Yvon Lamarre

le plan touristique, nous pouvions distribuer des dépliants bilingues mais pas dans un envoi général à tous les citoyens.

Un membre du cabinet du président de la Communauté urbaine de Montréal, M. Pierre Leduc, affirme pour sa part que la CUM est tenue par sa loi constitutive de distribuer aux 825 000 foyers de l'île de Montréal différents documents dont notamment les rapports annuels. «La CUM a toujours distribué ses documents dans les deux langues. Il s'agit d'une décision administrative que l'Office de la langue française n'a jamais contestée», ajoute-t-il.

Un porte-parole de l'Office de la langue française, M. Jean-Yvon Houle, ne comprend pas pourquoi la Ville a interprété d'une façon qu'il juge «erronée» depuis 1978 le Règlement sur la langue du commerce et

des affaires (art. 15, par. 3) qui l'autorise à distribuer brochures, dépliants, documents publicitaires, etc., en français, en anglais ou dans n'importe quelle autre langue «dans une même publication».

Les administrations publiques, d'expliquer l'Office, ne sont pas autorisées à distribuer des dépliants bilingues à l'intérieur de leur cadre physique d'opération (comptoir d'information de la ville par exemple) ou lorsqu'elles s'adressent à des personnes morales (compagnies) mais peuvent envoyer de la documentation bilingue dans des envois massifs, tel le courrier, lorsqu'elles ne connaissent pas dans quelle langue s'expriment ceux qui la reçoivent. De même, la ville peut communiquer en anglais ou dans une autre langue lorsqu'elle s'adresse à une personne physique. Un compte de taxe envoyé à un particulier peut être bilingue mais un compte de taxe envoyé à une compagnie doit être unilingue français, ajoute M. Houle.

Le statut de ville bilingue ne concerne que l'affichage et non pas la distribution de documents, précise M. Houle. Une ville au statut bilingue pourrait avoir par exemple des camions sur lesquels on lit en français et en anglais «Service des incendies» alors que Montréal ne doit afficher que l'inscription française.

M. Houle se dit étonné que la Ville de Montréal ait réclamé lors de la Commission parlementaire sur la loi 101 l'équivalent d'un statut bilingue alors qu'elle n'a jamais profité de fond de la réglementation existante.

La question de la documentation unilingue française a été soulevée cette semaine au Conseil de Ville par le conseiller du district 54 (Victoria), M. Sam Berliner du Groupe d'Action Municipale (GAM), qui, comme tous les résidents de la Ville de Montréal, a reçu par le courrier tout récemment un document de quelques feuil-

lets intitulé «Faits saillants de l'année 1983», dans lequel l'administration municipale traite de ses réalisations dans les dossiers du logement, de la culture, de sa performance financière, etc.

M. Berliner s'est porté à la défense des résidents anglophones de Montréal en trouvant «scandaleux et outrageant» de recevoir une documentation unilingue française alors que la Communauté urbaine de Montréal distribue des documents bilingues.

Il a demandé au président du Comité exécutif de déposer devant le Conseil l'avis juridique du service du contentieux qui interdit à la ville de s'adresser au citoyens anglais dans leur langue. M. Lamarre s'est refusé à produire l'avis demandé sous prétexte qu'il s'agit d'un document interne et que tout dépôt devant le Conseil en fait un document public.

M. Berliner a confirmé au DEVOIR hier que le maire de Montréal lui a également fait part de son embarras dans ce dossier et qu'il se proposait d'en discuter avec ses avocats du service du contentieux.

Au Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), on semble partager l'avis du contentieux de la Ville quant à l'interprétation de la loi et de ses règlements et c'est la raison pour laquelle, a expliqué le président du parti, M. Jean Doré, le RCM a demandé à la Commission parlementaire de la loi 101 des assouplissements à la loi.

«Mais si l'Office de la langue française est d'avis que la Ville peut s'intégrer dans le Règlement sur la langue du commerce et des affaires, je ne vois pas pourquoi on s'enfermerait davantage dans les fleurs du tapis», a précisé M. Doré.

Ce dernier s'étonne toutefois que personne n'ait signalé à la Ville lors de la Commission parlementaire qu'elle interprétait de façon erronée loi et règlements.

Plus de 1,000 permis de taxi sont rachetés

(A.D.) Le président du Comité de rachat de 2 000 permis de taxi de l'agglomération montréalaise, M. Maurice Gobeil, est très satisfait d'avoir atteint la moitié de son objectif après seulement un mois de mise en place du plan de rachat. Des offres de vente de 1 000 à 1 100 permis ont en effet été enregistrées depuis la mi-juin.

M. Gobeil ne cache pas le fait qu'il y a des mécontents à l'intérieur de l'industrie du taxi à Montréal mais qu'ils ne sont pas en nombre suffisant pour boycotter ou faire avorter le projet. La cotisation spéciale de financement qui touche l'ensemble des propriétaires de taxi (\$700), y compris ceux qui vendent leur permis et dont le premier versement était dû le 30 juin dernier, n'a toutefois été payée que par la moitié des 5 260 détenteurs de permis de la Ligue A-11 (Montréal).

L'échéance du premier versement a été prolongée jusqu'au 20 juillet. Le ministère des Transports et la Ligue de taxi ont reconnu que deux semaines pour effectuer ce versement de \$375 était peut-être un peu court.

Le propriétaire de permis (M. Dedona) qui a obtenu une injonction dans le but de ne pas effectuer son premier versement le 30 juin a vu son délai prolongé jusqu'au 30 juillet par le juge, d'expliquer M. Gobeil. À cette date il devra payer comme tout le monde.

L'injonction obtenue par M. Dedona s'applique à lui seul, a précisé M. Gobeil qui invite tous les membres de la Ligue à respecter la loi. Le deuxième versement sera exigible le 30 septembre et les retardataires devront acquitter des intérêts à compter du 1^{er} octobre 1984, a-t-il ajouté.

Au rythme où vont les choses, le plan de rachat pourrait se terminer bien avant le 31 décembre, précise M. Gobeil. En effet, dès que le chiffre de 2 000 permis rachetés sera atteint, le fiduciaire fera le plan et commencera à payer la somme de \$12 000 par permis à chaque propriétaire qui se départit d'un ou de plusieurs permis, en plus de rembourser la cotisation spéciale de 1984 (\$700) défrayée indifféremment par tous les propriétaires.

Ottawa n'a pas encore décidé de dépanner la Corporation

QUÉBEC (PC) — Le gouvernement fédéral n'a pas encore décidé s'il versera les \$2 millions supplémentaires pour combler le déficit anticipé de Québec 84.

Le gouvernement québécois avait annoncé mercredi qu'il était prêt à verser jusqu'à \$2 millions de plus à la condition qu'Ottawa en fasse autant et que la Communauté urbaine de Québec verse elle aussi \$1 million.

Le maire de Québec, M. Jean Pelletier, avait alors indiqué que

le conseil exécutif de la Communauté urbaine avait donné son accord à cette contribution supplémentaire.

Les autorités de Québec 84 ont rencontré hier le ministre fédéral des Approvisionnements et services, M. Charles Lapointe, mais aucune décision n'a encore été prise.

Le directeur général de la Corporation Québec 1534-1984, M. Georges Dragon, a déclaré que si des contacts avaient été faits

dans ce dossier, rien n'avait encore été arrêté.

M. Dragon a réitéré qu'il était fort possible que la Corporation n'ait pas besoin de la totalité de ces \$5 millions.

«Il s'agit surtout d'une police d'assurance», a expliqué le directeur général, qui est confiant de voir revenir l'affluence sur le site des festivités du 450^e anniversaire de l'arrivée de Cartier en Nouvelle-France.

Une occasion unique d'acquérir à prix incroyable des montres prestigieuses entre toutes et des bijoux éblouissants dans la plus pure tradition Lapidarius.

LE PREMIER SOLDE
Lapidarius joaillier

Un événement unique qui ne se répétera peut-être jamais

Suite à notre décision d'éliminer de notre collection les montres Baume et Mercier, Piaget et Cartier, pour ne conserver que la marque Vacheron Constantin, nous soldons tous nos modèles de ces trois marques à

45% D'ESCOMPTE

Et dans le but d'ouvrir nos portes au plus grand nombre possible d'amateurs de beaux bijoux, nous leur consentons un

ESCOMPTE DE 35 À 50%

Lapidarius vous propose une des meilleures affaires de votre vie.

2135, rue Crescent, Tél.: 288-1355

La loi d'accès à l'information sera testée à Rosemont

ANGÈLE DAGENAIS

Devant les refus répétés de la Société des terrains Angus (SOTAN) de rendre publique la version finale du plan d'aménagement de ce vaste site de l'est de la ville sur lequel doivent être construits 2000 logements, le Comité de logement Rosemont a décidé de se prévaloir de la Loi d'accès à l'information, dont les articles sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet dernier, pour obtenir ce qu'on lui refuse autrement.

C'est ce qu'annonçait hier un porte-parole du groupe, M. André Lavallée, en précisant que le Comité de logement Rosemont avait consulté au préalable la Commission d'accès à l'information pour s'assurer de la pertinence de sa démarche. La SOTAN est l'un des 3600 organismes soumis à la loi et devra donc dans les 20 jours de la requête informer par écrit les requérants de son acceptation ou de son refus à produire le document. «Ce sera un beau test de la loi», a précisé M. Lavallée.

Le président de la SOTAN, M. Allan Koury, a déclaré hier qu'il ne pouvait rendre public le document en question avant que les mandataires du projet, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, ne l'aient approuvé. C'est la seule raison, prétend-il qui retient la Société de rendre public le Plan final d'aménagement.

Avec la période des vacances, les hauts fonctionnaires, ministres et administrateurs municipaux sont en vacances et M. Koury ne pense pas pouvoir satisfaire la curiosité des citoyens des quartiers voisins des terrains Angus ou du grand public en général avant la mi-août ou la fin du mois d'août. Il faut dire qu'il avait prévu à l'origine rendre public ce document au mois de mai.

folio

des livres... des vacances...

folio

Fukazawa Narayama

Orin a 69 ans et le moment est venu pour elle d'aller à Narayama, afin d'y attendre la rencontre avec Dieu ou, si l'on préfère, la mort. Ce sacrifice permettra, par l'élimination d'une bouche inutile, que se développe une nouvelle vie. \$3.95

William Styron Le choix de Sophie I

A Brooklyn, en 1947, la rencontre d'un jeune écrivain venu du Sud, avec une jeune catholique polonaise, rescapée des camps de la mort. "L'un des rares romans de la littérature américaine d'après la guerre." 2 vol. \$5.75 ch.

Moi, Christiane E. 13 ans, droguée, prostituée...

Une jeune fille sensible et intelligente, qui, moins de deux ans après avoir fumé son premier "joint", se prostitue à la sortie de l'école pour gagner de quoi payer sa dose quotidienne d'héroïne. \$5.75

Vous serez comblés. C'est un livre captivant, c'est-à-dire qui vous tient captif jusqu'à la dernière page. (Robert Kaniers, Le Figaro) "Une étourdissante virtuosité" (François Nourissier, Le Point) \$5.75

ARTS ET SPECTACLES

Le Festival d'été de Québec: toujours à la hauteur

HÉLÈNE de BILLY

QUÉBEC — Ça commence toujours par un spectacle d'ouverture sur la scène des Jardins de l'hôtel de ville, avec un ou plusieurs artistes connus, des artistes « emblèmes » qui représentent les hôtes de cette manifestation qui en est aujourd'hui à la septième journée de sa 17e édition.

Ca commence ainsi. Avec *Le fleuve* de Sylvain Lévesque ou *Frédéric* de Claude Léveillé.

D'habitude, on enregistre des foules records à ces lancements officiels. Cette année, le public a un peu retiré sa mise et la presse de la capitale n'a pas encore réussi à faire ses manchettes avec des chiffres à cinq zéros.

On ne peut blâmer la programmation du Festival d'été de Québec pour cette baisse d'intérêt (qui, il faut le dire, s'est manifestée surtout dans les premières heures de l'événement). Comme à chaque année, les responsables ont concocté un judicieux cocktail, pas de ces mélanges trop sucrés qui vous donnent la nausée à la troisième gorge, mais une préparation subti-

lement dosée avec juste ce qu'il faut de piquant pour faire jaillir l'étincelle fugitive du sublime.

La fin de semaine dernière, Astor Piazzolla a provoqué ce frisson désordonné de l'enchantement. Pour son premier concert à Québec, le maître du tango a été interrompu par l'orage. Mais derrière les rideaux transparents de la pluie, les musiciens sont restés un moment. Et le public (ou ce qu'il restait d'irréductibles) se serait laissé foudroyer plutôt que de manquer une note de la divine partition. Pendant quelques instants, l'amour de la musique était là sur ce parterre détrempé, sur ces visages transis par le froid.

Ces spectateurs inspirés seront revenus le lendemain. Un peu plus tôt au cours de la soirée de ce samedi pluvieux, ils auront peut-être poussé une pointe du côté du Parc des Gouverneurs où Christiane Stéfanski, du pays de Jacques Brel, chante le blues et le « rock des femmes contre la crise » avec une voix pleine et ronde comme un fruit mûr.

Au moment de la publication de ces lignes, Stéfanski aura plié bagages laissant la place à Renaud

(dont nous reparlerons dans l'édition de samedi) qu'on dit loubard et qu'on sait très parigot avec ses mots d'argot lancés à la face des bourgeois qu'il embêterait depuis plus de 15 ans, lui qui n'en paraît pas plus que 20.

Ses spectacles sont forts attendus comme ceux de Sapho, la prêtresse au regard sombre qui a étudié la psycho et vécu à New York, qu'on a comparée à Nina Hagen et appelée « la Castafiore du rock français ». À suivre aujourd'hui et demain.

À côté de ces artistes « étoiles filantes » qui se font connaître entre trois concerts et un rappel, il y a ceux qui ont emmené pour la durée entière du Festival d'été... D'abord, les amateurs et animateurs du pays de Nulle Part, cette aire de jeu (située Parc Momontrency) où les enfants sont amenés à construire des cerf-volants et des spectacles, à faire du blabla (expression verbale) et de la comédie dell'arte. Un monde qu'on a voulu aux dimensions et aux couleurs de ceux qui le fréquentent... déjà en grand nombre.

Egalement présents sur toute la ligne des festivités, les invités de

l'Agence de coopération culturelle et technique (à commencer par le chanteur-poète gabonais Pierre Akendengué) qui sont venus une fois de plus représenter la francophonie noire de l'Afrique et des Antilles. En costume traditionnel ou en shorts et shoelocks, ces artistes font toujours un passage remarqué au Festival. Sorte d'écho prolongé à la Superfranco fête de 1974 dont tout le monde — même ceux qui ne l'ont pas connue — se rappelle avec nostalgie, leur présence donne du relief à l'événement qui ne saurait être qualifié de ceci ou cela tellement il est tout ça à la fois.

Une remarque que l'on peut aussi accoler au style de Asselin, Bille ou Bonton, une formation parisienne qui, sur la scène du Vocabulaire jusqu'au 15 juillet, donne dans le jazz à texte et dans le mot pour rire.

Font-ils penser à Claude Nougaro ou à Achille Talon? Je ne saurais dire exactement. Chose certaine, ils ont l'air de personnages de bandes dessinées. À voir et à entendre pour le calembour, la musique féline et l'opérette « dans une queue de cinéma ».

Mais dans le même registre du délire verbal et musical, les Parisiens ont de la concurrence du côté de De Nieuwe Snaar, trois ménestrels flamands déguisés en rockers des années 50 qui font sauter la banque du rire avec une performance réglée à l'heure de l'absurde. Je les ai attrapés au milieu de leur avant-dernière pièce, mardi soir. À ce moment-là, la foule hurlait de rire réservant ainsi un accueil triomphal au trio qui doit se reproduire ce soir et demain au Parc des Gouverneurs.

Cette foule, justement, constitue le fil conducteur, le lien indispensable de cette manifestation touchée-à-tout qu'est le Festival d'été. Vers 21 heures, quand le bleu du ciel tourne au mauve du côté du couchant, elle est plus que jamais fidèle, attentive et silencieuse. Il faut voir ces dizaines de personnes écoutant presque religieusement les instruments et mélodies étranges qu'en d'autres temps et d'autres lieux des organisateurs n'auraient pas trouvés assez « vendables ». Pourtant, ces gens sont ravis de la performance des musiciens du conservatoire de Shanghai. Ils savent sans doute qu'on ne les prend pas pour des idiots...

Où serait l'orgue sans Jacques Boucher?

CAROL BERGERON

Les Concerts spirituels de l'Oratoire Saint-Joseph présentent l'organiste Jacques Boucher à l'orgue Beckerath de la Basilique. Au programme: Johann Sebastian Bach (1685-1750), *Prélude en do mineur BWV 549*, *Chorals BWV 654, 678, 700 et 645*, *Fugue en do mineur, BWV 549*; César Franck (1822-1890), *Pièce héroïque* et *Pastorale*; Augustin Barié (1884-1915), *Trois pièces* op. 7, *Marche*, *Lamento* et *Taccata*. Mercredi, 11 juillet 1984, à 20 heures.

Il est indéniable que le récital d'orgue traverse une période de vaches maigres: par temps clair ou par temps gris, qu'il fasse chaud ou qu'il fasse froid, le public boudie cette forme de concert. Mercredi soir dernier, il n'y avait guère que 200 personnes dans l'immense vaisseau de l'Oratoire Saint-Joseph pour entendre l'excellent organiste Jacques Boucher. Et pourtant, malgré la pluie qui tombait à torrents sur le Mont-Royal, le spectacle était grandiose de cette Basilique, ou comme aurait dit Claude Debussy, de cette « Cathédrale engloutie » dans d'épais nuages gris. Au demeurant, il faut avouer qu'un tel décor apocalyptique



Jacques Boucher

convient fort bien au petit côté « frankensteinien » du prince des instruments.

Un très beau programme, fort intelligemment conçu, qui exploitait le Beckerath de la Basilique dans la richesse de ses timbres aussi bien que dans l'impressionnante puissance de ses grands jeux. D'abord, une première partie consacrée à Johann Sebastian Bach, six œuvres agencées en façade de cathédrale gothique: le *Prélude BWV 549* et la *Fugue* qui l'accompagne, séparés par quatre *Chorals*, les trois portails surmontés d'une rose et flanqués par deux tours. Ensuite, une seconde partie composée de deux pages connues de César

Franck, la *Pièce héroïque* et la *Pastorale*, suivies de trois magnifiques pièces d'Augustin Barié, un compositeur aveugle, élève de Louis Vierne et prématurément mort à l'âge de 31 ans. Inutile de préciser que les dictionnaires de musique (Larousse, Fasquelle ou Bordas) ignorent totalement ce musicien et il faut la sagacité d'un Jacques Boucher ou d'une Marie-Thérèse Jehan (disque Solstice SOL 17) pour nous le révéler.

On ne pouvait donc pas s'attendre à moins d'un des organistes les plus méritants du Québec. Surtout connu et apprécié pour ses qualités exceptionnelles d'animateur du monde de l'orgue: réalisateur à

Radio-Canada, il a produit plus de 500 récitals d'orgue de 1973 à 1983; à cela, il faut aussi ajouter la production de nombreux disques d'orgue. Si l'on s'inquiète aujourd'hui de la santé de l'orgue au Québec, on peut se demander ce qu'elle serait devenue sans l'inaltérable labeur de cet homme.

Délaissant ses responsabilités récentes de di-

recteur du Service des émissions musicales de la radio française de Radio-Canada, Jacques Boucher revenait à ses premières amours, l'espace d'un concert, pour nous signaler qu'il était aussi capable de jouer de l'orgue et fort bien, comme on a pu s'en rendre compte. Sa maîtrise instrumentale aussi bien que des styles m'a semblé remarquable.

L'UEQ au congrès des profs de français

L'Union des écrivains québécois (UEQ) tiendra une conférence internationale sous le thème *Culture et technologie: fusion ou collision?* dans le cadre du 6e Congrès mondial des professeurs de français. L'événement se déroulera à Québec du 15 au 20 juillet.

Dans le programme de cet événement, M. Jean-Pierre Guay, président de l'UEQ, explique le sens du thème choisi en ces termes: « Les dernières décennies nous ont fait accéder à l'univers du *Discours de la méthode*. On a marché sur la Lune. Dans nos esprits, la Terre s'est mise à tourner à la vitesse du son, puis à celle de la lumière. Politiquement, l'axe Nord-Sud est devenu l'enjeu de la confrontation est-ouest. L'Histoire ne sera plus jamais tout à fait la même, que traverseront désormais les autoroutes électroniques.

« Dans ce contexte, les écrivains du Québec ne seraient pas vraiment fidèles à eux-mêmes, c'est-à-dire à leurs origines européennes et à leur avenir américain, s'ils n'avaient la préoccupation de confronter leur imaginaire à la réalité. » M. Guay précise ensuite que c'est dans ce contexte que les écrivains s'unissent aux professeurs de français du monde entier pour analyser avec eux l'influence du virage technologique sur la langue et la culture.

Pour sa part, M. Émile Bessette, président de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) fait valoir dans son message que l'enseignement « partage » avec l'écrivain le contexte social et culturel dans lequel se réalise l'enseignement d'une langue, ce qui devrait donner lieu à un échange fructueux entre les deux groupes au cours des assises de Québec.

LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR
286-1200

★ LA CRITIQUE EST UNANIME! ★

« Avec Zelig, Woody Allen nous offre sa comédie la plus originale et la plus étonnante. Un véritable tour de force! »

Richard Guay
Le Devoir

POUR TOUS

« "Zelig": du grand Woody Allen. »

Franco Nuovo
Journal de Montréal

« Un véritable joyau. »

Luc Perreault
La Presse

« **** Un chef-d'oeuvre »

Manon Peclot
Dimanche-Matin



WOODY ALLEN

MIA FARROW

Zelig

En Version Française

Une production
JACK ROLLINS et CHARLES H. JOFFE

WOODY ALLEN MIA FARROW

Monteur
SUSAN E. MORSE

Créateur de Costumes
SANTO LOQUASTO

Chef Décorateur
MEL BOURNE

Directeur de la Photographie
GORDON WILLIS

Producteur Exécutif
CHARLES H. JOFFE

Produit par
ROBERT GREENHUT

Écrit et Réalisé par
WOODY ALLEN

© 1983 Orion Pictures et Warner Bros. All Rights Reserved.

CRÉMAZIE
ST-DENIS - CRÉMAZIE 388-4210

LUN. À VEN.: 7.30-9.15

SAM.-DIM.: 12.30-2.15-4.00-5.45-7.30-9.15

LE FILM QUI FAIT SCANDALE LORS DU FESTIVAL DE CANNES

L'un des films d'amour les plus violents du cinéma français.

Quoi qu'il fasse, qu'il s'assoit devant son piano, prenne la plume, saisisse un appareil photo ou prête son oeil au viseur d'une caméra, le résultat est le même. Gainsbourg fait scandale...

Barbara Sukowa — Inspirée et violente, fantastiquement surprenante et attachante. Elle est sublime!

Francis Huster — Il est idéal. C'est un romantique exacerbé et remarquable.

« TIMAR débarque d'un cargo, avec pour tout bagage, une lettre de recommandation de son oncle, magistrat à Angoulême, et ses illusions. L'Afrique, pense-t-il, fera sa fortune. Bien vite, le déchant: le poste promis n'est pas libre. L'Hôtel Central où il échoue est à la limite du sordide... »

EQUATEUR

FRANCIS HUSTER BARBARA SUKOWA 18 ANS



un film de Serge Gainsbourg d'après le roman de Georges Simenon « Le coup de lune »

SAM. & DIM. 12.30, 2.20, 4.10, 6.00, 7.50, 9.40.

SEM. 6.00, 7.50, 9.40.

ÉLYSÉE 1

35 MILTON 842-6053

LE FILM QUI BAT TOUT LES RECORDS À NEW YORK!

« Très beau film à voir. IRENE PAPAS est éblouissante. » — BON DIMANCHE / Laurent Gagliardi

« ... Tant de couleurs et sûrement autant de conviction. » — « Satire fantastique. » — DIMANCHE-MATIN / Manon Peclot

« On ne s'ennuie pas, on va d'une surprise à l'autre. Tout est là. » — LE DEVOIR / Francine Laurendeau

DIMA FILM présente

erendra

L'incroyable et triste histoire de la candide Errendira et de sa Grand-Mère diabolique



IRENE PAPAS - CLAUDIA OHANA - MICHAEL LONSDALE

RUFUS - Réalisation: RUY GUERRA

Scénario: GABRIEL GARCIA MARQUEZ Prix Nobel 1982

SAM. & DIM. 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00.

SEM. 7.00 & 9.00.

ÉLYSÉE 2

35 MILTON 842-6053

"Une autre de ses splendeurs visuelles!" — N.Y. Times

FEDERICO FELLINI E LA NAVE VA

AND THE SHIP SAILS ON (VERSION ORIGINALE, SOUS-TITRES ANGLAIS) POUR TOUS



Original story and script: FEDERICO FELLINI and TONINO GUERRA Directed by FEDERICO FELLINI. Camera: GIUSEPPE ROTUNDO. Production design: DANTE FERRELLI. Music by GIANFRANCO PLENIZIO — Distribution ACTION FILM

12.05, 2.25, 4.45, 7.05, 9.25

PLACE VILLE-MARIE

CINEMA-2 866-0689

RUE CASES NÈGRES

UN FILM À VOIR ABSOLUMENT POUR TOUS

VENISE 83

LION D'ARGENT POUR L'INTERPRÉTATION FÉMININE

un film de EUZHAN PALCY

RUE CASES NÈGRES

1.10, 3.10, 5.10, 7.10, 9.10

Le PARISIEN 5

480 ST-CATHERINE O. 866-3856 MCGILL

LE PLUS GRAND FILM DU FESTIVAL

— RICHARD GAY, LE DEVOIR

CARMEN

un film de CARLOS SAURA avec ANTONIO GADÉS & LAURA DEL SOL



EN FRANÇAIS

1.25, 3.25, 5.25, 7.25, 9.25

Le PARISIEN 2

480 ST-CATHERINE O. 866-3856 MCGILL

FAIS CE QUE DOIS

Fondé par Henri Bourassa
le 10 janvier 1910

Directeur:
Jean-Louis Roy

Rédactrice en chef:
Lise Bissonnette

Rédacteur en chef adjoint:
Jean Francoeur

Directeur de l'information:
Jean-Guy Duguay
Directeur adjoint:
Denis Lord

Directeur des
services administratifs:
Michel Paradis

LE POT AUX ROSES

QUÉBEC a mis du temps à sortir de sa torpeur. Lorsque Mme Monique Bégin, ministre canadienne de la Santé nationale, a lancé sa campagne dans le but d'enrayer des pratiques jugées corrompues pour le système canadien de santé, le gouvernement québécois ne s'est pas tout de suite senti concerné. Ses hôpitaux, faisaient valoir, n'exigent pas de « frais modérateurs » et ses médecins s'en tiennent aux honoraires négociés. « Ce n'est pas notre problème », disait M. Pierre-Marc Johnson, alors ministre des Affaires sociales.

À Ottawa, même impression : le Québec était au-dessus de tout soupçon et son respect des normes canadiennes en faisait un paragon de vertu.

Certes, on ne pouvait attendre d'un gouvernement péquiste qu'il se range ouvertement du côté fédéral dans sa lutte contre les provinces « délinquantes ». Le Québec fera front commun avec les autres provinces, mais non sans une certaine nonchalance, comme mal à l'aise de cette alliance suspecte engagée dans un combat douteux. Quand donc Mme Bégin annonce que le Parlement canadien légifèrera pour conjurer le spectre de la « double médecine », elle croit pouvoir compter sur l'appui au moins tacite du Québec.

C'était avant la divulgation du texte de loi que préparait son ministère. La situation devait complètement se retourner, l'automne dernier, avec le dépôt du *bill* C-3 (loi canadienne sur la santé). Il s'agissait de bien autre chose que de faire échec à l'érosion du système. On pouvait y lire une grossière tentative d'empiètement du ministère fédéral dans un domaine très clairement de compétence provinciale. À la faveur d'une refonte de deux lois plus anciennes (assurance-hospitalisation et soins médicaux), le gouvernement fédéral s'arrogeait des pouvoirs exorbitants, de planification, de rationalisation et de programmation, qui ne laissaient guère aux provinces que la responsabilité d'assurer « la prestation des services ». Le *bill* C-3 modifiait brutalement les règles du jeu. De façon péremptoire, il mettait fin à la pratique du « consensus » qui avait jusqu'ici prévalu en ces matières et, à toutes fins utiles, confiait au gouvernement fédéral des pouvoirs de décision unilatérale. Mme Bégin, elle-même, n'avait pu cacher son étonnement à la lecture de tel article que les hauts fonctionnaires de son ministère y avaient inscrit, à son insu, disait-elle.

Pour le Québec, le réveil était brutal. M. Johnson prit la tête d'un mouvement d'opposition extrêmement vigoureux qui rallia l'ensemble de la province. Il s'ensuivit un de ces boucans constitutionnels dont le fédéralisme canadien a le secret.

C'est dans ce contexte que Mme Bégin fit éclater sa bombe.

Témoignant, en février, devant le comité permanent des Communes qui poursuivait, article par article, l'étude de son projet de loi, elle affirmait, à la surprise générale, avoir découvert le pot aux roses : Québec était pris en flagrant délit. Au chapitre des frais aux usagers, expliquait-elle, il existe une « zone grise » que le ministère québécois exploite à son profit.

Depuis 1975, M. Claude Forget étant ministre des Affaires sociales sous le régime Bourassa, le Québec perçoit, en effet, des frais pour l'hébergement des malades chroniques « hospitalisés

pour la vie ». Ces « frais d'hôtellerie », le gîte et le couvert, ne contrevenaient pas aux normes canadiennes. Mais depuis lors, le gouvernement péquiste, par voie de réglementation, a englobé dans sa définition de « soins prolongés » toute personne hospitalisée pour plus de trois mois. De plus, en août 1983, le Québec étendait l'application de tels frais à d'autres patients, « cette fois de façon magistrale ». « Alors moi, j'ai été l'empêchement de danser en rond », confiait Mme Bégin au DEVOIR. Quant à « la fausse crise constitutionnelle que j'ai reçue en pleine figure », ajoutait-elle, elle était « complètement disproportionnée ». Le Québec était « la seule province qui cachait des choses ».

Artificielle ou non, la « mise en scène » constitutionnelle orchestrée par M. Johnson obligea le ministère fédéral à battre en retraite. D'assez mauvaise grâce, Mme Bégin dut amender son projet de loi. Un alinéa fort controversé, touchant les objectifs d'une politique canadienne de la santé, était supprimé. L'article 4 (exposant la « raison d'être » de la présente loi) offrait une nouvelle rédaction qui en arrondissait les angles. Luxe de précaution, le préambule de la loi, dans sa nouvelle version, comportait la déclaration solennelle et sans équivoque que voici : « Le gouvernement du Canada n'entend pas par la présente loi abroger les pouvoirs, droits, privilèges ou autorités dévolus au Canada ou aux provinces. »

Et surtout, au chapitre des frais modérateurs, apparaissait une « réserve » que les auteurs avaient voulue le plus claire possible : l'interdiction faite aux provinces « ne s'applique pas aux frais modérateurs imposés pour l'hébergement ou les repas fournis à une personne hospitalisée qui, de l'avis du médecin traitant, souffre d'une maladie chronique et séjourne de façon plus ou moins permanente à l'hôpital ou dans une autre institution ».

Le projet de loi, tel qu'amendé, a fait l'unanimité des Communes. On était en avril. Les provinces avaient 90 jours pour faire le grand ménage. Ce n'est donc pas sans surprise qu'on aura appris ces jours derniers, par un communiqué du ministère de Mme Bégin, que le Québec était toujours en faute et que, dollar contre dollar, Ottawa retiendrait chaque mois, à compter du 19 juillet, \$ 877,000 pour des sommes illégalement perçues auprès des patients.

Qu'est-ce à dire ? À Québec, la réaction reste prudente. Le ministère dépêche un émissaire pour s'enquérir. En l'absence du ministre des Affaires sociales, M. Johnson, ministre des Affaires canadiennes, y va de quelques commentaires à peine acidulés. Il s'étonne, évoque l'hypothèse d'une action partisane. Il ne comprend pas.

Nous non plus.

Les deux gouvernements devront mieux s'expliquer. Attitude revancharde inspirée par le dépit, ou simple accrochage entre fonctionnaires aux frontières de la « zone grise » ? Comment trancher ? Des frais modérateurs, il n'y en a pas au Québec, dit M. Johnson, ajoutant : « Demandez-le aux citoyens. » Comment voulez-vous qu'ils s'y retrouvent ! La réponse, c'est à lui, et à son homologue fédéral, qu'il appartient de la donner, après s'être concertés loyalement et de bonne foi.

— JEAN FRANCOEUR

LETTRES
AU
DEVOIR

■ Le jazz et l'OSM

LE JAZZ a perdu son identité au Forum avec l'OSM, ce samedi soir 7 juillet 1984. Le mot *jazz* signifie *foul*, mot anglais qui correspond à peu près à « sale, nauséabond, vicié, dévoyé... » et tout ce qui s'ensuit allant jusqu'à l'obsécité. Les véritables amateurs du jazz ont généralement une ou deux des qualités précitées.

Dans le cadre du Festival international de jazz de Montréal — la fierté qui s'est trouvée une ville —, Charles Dutoit a voulu pousser son mercantilisme jusqu'à vendre le pont de Québec au public montréalais.

La publicité était bien montée. On avait droit à une rencontre de la musique classique et de la musique de jazz. Une sorte de carrefour où Beethoven et Ellington auraient dialogué avec tantôt Ponty, Grappelli et Stravinsky au violon, tantôt Peterson, Monk, Chopin et Liszt au piano; une discussion à finir par une bonne *jam session* Ponty-Dutoit-Peterson.

L'OSM a tout ce qu'il faut (instrumentalement) pour que Mozart joue du Count Basie et vice-versa. Tout ce qu'il faut pour que Duke nous passe en *sol* ce que Ludwig a écrit en *la*. Au lieu de ça, nous avons mérité du *West Side Story* et du *Porgy and Bess* mièvrément interprétés à la façon de Mantovani. (Pour les moins de 40 ans : Mantovani fut le *Musak* des années '50.) Dans la meilleure partie du spectacle, j'avais l'impression d'entendre « Guy Lombardo and his Royal Canadians ».

Jean-Luc Ponty a ravivé la platitude systématique de l'OSM en nous offrant un doigt coupé aussi sagace que l'oreille de Vincent van Gogh. Malheureusement, son apparition fut trop courte.

Oscar « Légion d'honneur canadienne » Peterson a bien voulu

démontrer que la fierté de Montréal n'était pas seulement fondée sur un chef d'orchestre importé, mais qu'elle pouvait s'appuyer sur un pianiste international exporté...

Quoi qu'il en soit de tous ces *show men*, le jazz au Forum vient de se faire avaler par le classique mondain. Les mélomanes de bon aloi ont fait craquer le « temple » de leurs applaudissements surabondants et de leurs bravos timides en *si* bémol effoité.

L'OSM nous a prouvé qu'il a sûrement été plus difficile à Beethoven de donner le sens de l'attaque à 75 musiciens qu'à Ellington à 25. Elle a également prouvé qu'un Jean-Luc Ponty (dont le dynamisme a déjà fait blêmir Zappa et ses « Mothers ») pouvait devenir aussi amorphe qu'un jésuite en vacances.

Oscar nous a garroché son avalanche de notes bien connues, tantôt dans l'ordre, tantôt dans le désordre. L'OSM est venu le rejoindre après l'envoi de quelque 2,590,682 notes et demie, ce qui n'a fait qu'alourdir musicalement la masse physique déjà impressionnante de Peterson.

Charly Perker et Dizzy Gillespie ont créé le *be-bop* pour dérouler les Blancs. Ils songeaient sûrement à l'OSM.

Le caractère subjectif de ces commentaires choquera les fanatiques qui ont bravement applaudi tout le long du concert. Je prends à témoin des propos inoffensifs qui ont rôdé autour de moi où il était question d'un Oscar en guimauve et d'un Pinocchio dont le nez prenait des proportions démesurées. On était loin, très loin, de Hendrix — ce merveilleux Mozart nauséabond.

Pendant que le concert se prolongeait, je rêvais de ce pique-nique de mercredi dernier au lac Cloutier (Sainte-Béatrix) où Paul Poirier, un vicieux celui-là, nous a offert un concert inopiné. Accompagné d'une bande sonore, il jouait *live* du saxophone ténor. C'était Sonny Rollins qui, avec la complicité sans doute de Chason, faisait revenir des enfers Coltrane et Parker aussi turbulents que de leur vivant.

Revenu au Forum avec l'OSM,

je constate que la panthère noire devient un beau gros chat angora blanc que le public montréalais flatte pour conserver sa fierté.

— JEAN LANDRY

Montréal, 9 juillet.

■ La situation
politique

QUEL S'ERA l'enjeu des prochaines élections fédérales ? Aurons-nous à choisir entre blanc bonnet et bonnet blanc ? Bien sûr, on peut d'ores et déjà deviner les « enjeux » : chômage, emploi, croissance économique... Mais on peut se demander ce que les candidats en lice auront de tellement différent à proposer les uns des autres. Il s'est, en effet, effectué un centrage de la politique canadienne autour du monde des affaires. Toutes les autres questions sont laissées dans les marges.

C'est maintenant le règne de l'économie ! Tout cela camoufle, en fait, l'absence d'enjeu réel, d'enjeu de poids, qui ne concerne pas que la vie matérielle superficielle, mais une qualité de vie qui passe par d'autres facteurs que les stricts facteurs économiques. Mais l'économie exerce aujourd'hui une telle hégémonie que tout le reste apparaît abstrait, intellectuel, théorique, irréel. Tout le reste, c'est-à-dire une autre manière de vivre, une autre société, d'autres relations entre les gens, un nouveau sens à la vie.

Voilà, en effet, des questions bien philosophiques en regard des questions concrètes de pain et de beurre. Et pourtant, ceux-ci ne nourrissent que le corps alors que tout le reste périclite. Mais la politique n'est pas différente du reste. Elle participe de la superficialité de l'ensemble, qui correspond à une vie réduite à son plus commun dénominateur, c'est-à-dire la survie physique, matérielle, morale. Pour le reste, c'est presque du luxe. Plus on est riche, plus on veut le devenir. Et non pas plus on est riche, plus on a du temps pour s'occuper d'autre chose.

— PIERRE BERTRAND

Montréal, 8 juillet.

Le choc du passé

BILLET

ALBERT BRIE

LES JEUNES sont ignorants. Ils vont mourir sans avoir connu le tramway électrique, Jean Clément, le « Je crois en Dieu » et le cornet de crème glacée surmonté d'une boule grosse comme une balle molle, qui ne coûtait que cinq cents, servi à trois milles de mon village, côte d'Abraham, à Québec.

Le temps est venu de leur révéler ces choses. Ils sont enfin à l'écoute. Dans les années '60 et '70, je me souviens trop, quand j'étais de leur apprendre comment et de quoi nous vivions, ils n'en voulaient rien savoir. Nos enfants sortaient de table ou nous tournaient en ridicule, ma femme et moi; ils nous logeaient à l'enseignement des tribus primitives.

Mais les temps ont changé. Les petits-petits et les petits-grands de 1984 écarquillent maintenant les yeux quand je leur jure que jusqu'à l'âge de 16 ans, j'ai porté des culottes courtes, longues comme des *bermudas*, parce qu'elles descendaient en droite ligne de mon grand frère, de trois ans mon aîné. Ils me contemplent comme un héros martyr si j'ajoute qu'à 15 ans, la maîtresse d'école — une bonne sœur, par-dessus le marché — m'avait flanqué une râclée avec la « strappe », pour avoir ri à l'église pendant la récitation du chapelet.

Sur le coup, les jeunes croient que j'exagère. Heureusement, ma grande sœur, plus véridique, confirme mes dires. Cette dernière a aussi des hauts faits à rappeler. Tante Bertha, qui était notre bonne d'alors, l'avait privée de dessert,

trois mois durant, parce qu'elle avait répliqué un peu vivement à une remarque qui lui avait été faite.

Comment expliquer qu'en 1984, les jeunes demandent de s'entendre parler des moeurs du passé par leurs parents ou leurs grands-parents. C'est simple. Ils en ont assez de se voir bousculés, avant l'heure, dans les anticipations de l'an deux et trois mille. On les jette tête première dans les ordinateurs et les gadgets électroniques qui les dépassent, les réduisent à zéro d'efficacité. Ils se sentent débilités d'être assimilés à des robots maladroits et bientôt laissés pour compte.

Alors, le passé, le travail d'artisan ou « à la main », l'effort pour l'effort, le système D, la discipline de fer consentie et parfois souhaitée, ça les épaté. Ils se sentent humanisés. Les anciens ne sont plus « québécois », dépassés, impuissants comme eux. Ils les appréhendent comme des « bouls », des durs, des dieux, par rapport à eux qui tombent de fatigue, demandent grâce après dix minutes de *jogging*, de concentration d'esprit, alors que les vieux, sans entraînement, sous un soleil de plomb, peuvent faire — comme ce fut mon cas — trois fois le pèlerinage *pedibus cum jambis* à Sainte-Anne-de-Beaupré, une distance de 21 milles, à partir de l'église Saint-Roch, à Québec, ou encore réciter trois chapelets les bras croisés, en montant à genoux l'escalier d'un calvaire.

Il faut voir le visage admiratif autant qu'incrédule de mon petit-fils de cinq ans quand je lui raconte comme allant de soi que je grimpais aux arbres : frênes, épinettes, chênes colossaux, et qu'à 10 ans, je

sautais de branche en branche comme Tarzan ou Brick Bradford.

Le petit en redemande. Il préfère la narration de ces passe-temps qui nous étaient ordinaires aux enjambées de kangourou de l'homme bionique. Il reste sidéré quand je lui rappelle qu'à huit ans, avec ma petite sœur de six, nous avions couché sur une paille dans un grenier de maison centenaire, infesté de souris qui descendaient des combles et venaient nous flairer. Il frissonne plus qu'à regarder les *Star Trek* et autres fariboles sans queue ni tête.

Enfin, c'est le passé qui a commencé de fasciner les tout jeunes. Je les ai vus en pâmation devant les voiliers, au cours des quatre jours que nous avons passés à Québec. On leur aurait montré un vaisseau de l'espace qu'ils auraient dit : « Ya rien là ! ». La télévision est pleine de ces monte-en-l'air. L'écran, à force de leur en mettre plein la vue, n'arrive plus à mettre en orbite leur imagination. Rien ne les étonne, ne les stupéfie. Ils en baillent.

À Québec, je les ai vus se tenir loin des voiliers. Ils en avaient le vertige.

Ainsi devaient réagir les contemporains à la vue de ces nefs de découvreurs ou de corsaires, il y a quatre siècles. Les Bruc Lee et les Supermans sont des enfants d'école à côté de ses écumeurs de mer, des capitaines Cook et Amundsen.

Ce que réclament les plus jeunes, ce sont des défis à la mesure de l'homme. Il n'y a qu'à voir leur curiosité enfin délivrée de l'engourdissement pour la manipulation des boutons qui les réduiraient à des fonctions de primates débiles.

Qu'IBM se le tienne pour dit !

LETTRES
AU
DEVOIR

■ Le travail
domestique ne
peut être
dévalorisant

LA BELLE lettre de M. Beauregard, parue dans LE DEVOIR du 4 juillet, m'incite à exprimer à mon tour mon opinion concernant la dévalorisation du travail domestique. Cette opinion est celle d'une mère de famille qui travaille à l'extérieur.

J'admets d'emblée qu'il reste beaucoup à faire dans le domaine de l'émancipation de la femme pour faire reconnaître son égalité avec l'homme en termes de valeurs et de droits, ainsi que ses aptitudes à occuper dans la société une place dont elle a été exclue et à y tenir un rôle plus significatif. Ceci étant établi, je m'inscris en faux contre l'affirmation véhiculée par un certain discours qui tend à faire croire que le rôle traditionnel de la femme la confine à sa cuisine et que l'homme détient la meilleure part. Pauvres hommes ! Leur rôle n'est pourtant pas toujours plus glorieux, ni surtout plus satisfaisant, et il en est plus d'un, certainement, qui troquerait volontiers son rôle traditionnel de pourvoyeur de la famille contre celui de son épouse au foyer.

Il est tout aussi faux d'affirmer que le travail domestique est aliénant tandis que le travail à l'extérieur est libérateur. S'il est vrai que certaines tâches ménagères sont répétitives et dénuées d'intérêt, elles n'en sont pas moins éminemment utiles, indispensables à l'entretien de la vie, et peuvent être gratifiantes si on les assume comme telles. L'être humain fait partie intégrante de la nature. L'aménagement et l'entretien de son environnement immédiat sont des activités essentiellement humaines et les tâches qui y contribuent ne peuvent être dévalorisantes. Peut-on en dire autant des tâches, dûment monnayées celles-là, mais souvent monotones et abéssantes, et pas nécessairement très utiles, qu'accomplissent jour après jour une multitude de travailleurs, hommes et femmes, dans des conditions parfois vexantes et un environnement pénible ? À moins qu'il ait la chance d'avoir un emploi intéressant, valorisant, ce qui n'est pas donné à tout le monde, peut-on soutenir que le travail soit libérateur pour qui travaille par nécessité et non par choix ? Qu'y a-t-il de plus aliénant pour l'être humain que de travailler pour autrui sans pouvoir goûter au fruit d'un labeur qui n'a pas beaucoup de sens dès lors qu'il ne peut y investir les ressources qui lui sont propres ?

Du reste, les tâches ménagères ne se limitent pas à peler les carottes et à passer l'aspirateur. Elles sont variées, et certaines peuvent être amusantes et créatives. Par ailleurs, pour la femme qui reste au foyer, les possibilités d'épanouissement sont beaucoup plus nombreuses que pour sa sœur qui travaille à l'extérieur et à laquelle il reste peu de loisirs lorsqu'elle doit s'occuper de son ménage à la fin d'une journée harassante. Rien n'empêche la femme au foyer d'écouter de la musique ou une émission radio-

phonique tout en lavant la vaisselle; de regarder passer les nuages, de s'arrêter pour ouvrir un livre ou le journal, de bavarder avec la voisine, le facteur, l'épicière. Rien ne l'empêche de trouver du plaisir à ranger une vaisselle brillante de propreté, à plier du linge fraîchement lavé, à préparer un repas savoureux, à être disponible pour accueillir les enfants qui rentrent de l'école, le mari qui revient, las, du bureau ou de l'usine. Elle peut s'adonner à plein temps à cette entreprise véritablement enrichissante et valorisante qu'est l'éducation de ses enfants. Enfin, rien ne l'empêche non plus de s'intéresser à des activités hors de chez elle et de se préparer une vie intéressante pour le jour où ses enfants quitteront le foyer, luxe que ne peut généralement s'offrir sa sœur qui travaille à l'extérieur.

En un mot, la femme au foyer peut s'épanouir librement si elle sait assumer avec bonne humeur ses tâches ménagères et familiales et si elle sait profiter de ce que sa situation lui offre pour s'employer à cultiver ses enfants, son mari, ses voisins, son chat, ses plantes... et elle-même.

— CÉCILE BARDOUL

Saint-Lambert, 6 juillet.

■ Un espoir ?

Lettre adressée à Mme Judy Erola, ministre fédérale responsable de la Condition féminine.

J'AI LU, dans LE DEVOIR du 6 juillet, le compte-rendu de votre intervention relative à la loi sur les Indiens. Je vous en remercie à titre personnel et au nom de toutes celles qui, comme moi, sont victimes des dispositions discriminatoires de cette loi. Je crois que vous avez su clairement exprimer, avec intelligence et humanité, les raisons pour lesquelles l'article 12 (1) B de la loi sur les Indiens doit être amendé.

Il n'est pas besoin d'être excessivement brillant ni très grand humaniste pour saisir l'iniquité de cet article de loi et l'urgence de le corriger. S'il est fort malheureux que le sénateur Watt n'ait rien compris, il est encore plus malheureux que notre système parlementaire, que l'on dit pourtant démocratique, permette à une seule personne de bloquer l'adoption d'un projet de loi approuvé par la majorité des représentants du peuple. La raison de mieux faire invoquée par le sénateur Watt pour justifier son refus est absolument inacceptable. Il n'est de meilleur prétexte que de vouloir trop bien faire pour ne rien faire du tout. Le projet de loi proposé n'était peut-être pas parfait, mais au moins il constituait un pas dans la bonne direction et une preuve de bonne volonté.

N'est-il pas inconcevable que le gouvernement d'un pays comme le Canada, qui proclame bien haut respecter les droits et les libertés individuelles, tolère dans un texte de loi un article aussi répressif, sexiste et injuste. Répressif, cet article l'est du fait qu'il dénie à la femme autochtone, sous peine de perdre son identité culturelle, le droit d'épouser l'homme de son choix; sexiste, parce qu'il s'applique exclusivement à la femme, et injuste, parce qu'il exige qu'on élimine des registres officiels le nom d'une Indienne de sang qui marie un non-Indien. Il va sans dire que les enfants de l'une ou de l'autre héritent automatiquement du non-statut ou du statut de leur mère. On aurait juré de provoquer un génocide culturel qu'on n'aurait rien trouvé de mieux que

cet article 12 (1) B pour parvenir à ses fins.

Je suis profondément déçue, choquée et révoltée de constater qu'une telle loi puisse encore trouver des défenseurs. Il est inadmissible que de nos jours, dans un pays qui se dit démocratique, les préjugés et la discrimination l'emportent encore sur le bon sens et la justice. S'il a le souci de son image, le Canada, à mon humble avis, aurait intérêt à ne pas copier ses politiques sur celles de l'Afrique du Sud : car, quoiqu'on dise pour se donner bonne conscience, entre l'*apartheid* tant décrié pratiqué dans ce pays et le sort infligé aux femmes autochtones, il n'existe, de fait, aucune différence. Une loi « à part » pour un groupe « à part », voilà ce qui en est.

Je vous remercie encore une fois de la vigueur avec laquelle vous avez défendu notre dossier. Votre allocution m'a touchée et redonné espoir. Je suis persuadée que vos efforts n'auront pas été vains et qu'un jour, inévitablement, la justice triomphera.

En attendant ce jour, qui ne tardera pas trop j'espère, je demeure abnégationniste vôtres,

— MONIQUE NOLET-ILLE

Montréal, 8 juillet.

■ Des emplois
possibles

DEUX problèmes majeurs préoccupent la population et son gouvernement actuellement : le chômage, bien sûr, et les conditions de vie déplorables des 18-30 ans, particulièrement au niveau du logement qui fait cruellement défaut.

Beaucoup de politiciens au pouvoir ou refoulés dans l'opposition en sont réduits à ne plus même chercher de solutions à ces problèmes, se contentant d'attendre une hypothétique sortie de crise aux États-Unis. Et pourtant, en y regardant de près, on peut atténuer la gravité de ces deux problèmes sans qu'il en coûte un sou de plus aux finances publiques :

— Au moins 1,000 emplois pourraient être créés à l'éducation des adultes si ces charges d'enseignement étaient confiées à des enseignants en chômage et non monopolisées en surtempes par des gens ayant déjà un plein salaire. Une simple directive du ministre pourrait régulariser cette situation injuste. Solidarité avec les travailleurs en Pologne, certes, mais également avec ceux du Québec !

— Des conditions de vie plus décentes pourraient être offertes aux jeunes en construisant des logements adaptés à leurs besoins comme on en retrouve dans plusieurs pays d'Europe. Ce qui serait plus concret et surtout plus durable que d'augmenter le bien-être social des 18-30 ans. Oui, c'est bien beau, me direz-vous, mais les sous ? Le gouvernement s'apprête à engouffrer un autre \$ 65 millions dans le gâchis libéral olympique et à donner \$ 30 millions à une compagnie torontoise pour gâter une OSM au passé franchophone. Ces sommes ajoutées aux dépassements budgétaires prévisibles pourraient servir à loger convenablement des jeunes entassés actuellement dans des taudis. C'est un question de décence et de priorité.

Je suis certain qu'en cherchant bien, on pourrait multiplier les solutions de ce type permettant d'augmenter la cohésion de la société québécoise.

— JACQUES BLANCHETTE

Montréal, 6 juillet.

LE DEVOIR

LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal H2Y 1X1.

Il est composé et imprimé par l'imprimerie Dumont, division du Groupe Quebecor Inc., dont les ateliers sont situés à 9130 rue Bo-

vin, Ville LaSalle. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR.

LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située à 775 boulevard Lebeau, Ville Saint-Laurent, H4N 1S5. Tél. : 332-0680.

LIVRAISON À DOMICILE PAR PORTEUR: Édition quotidienne : 2,50\$ par semaine. Le samedi seulement : 75¢. Pour information : Montréal : 332-3891; à Québec : 687-2022

ABONNEMENT: Édition quotidienne 120\$ par année; 6 mois 62\$; 3 mois 32\$. À l'étranger: 130\$ par année; 6 mois 65\$, 3 mois 35\$. Édition du samedi 40\$ par année. Postez votre chèque ou mandat-poste à LE DEVOIR, 211 rue St-Sacrement, Montréal, Québec H2Y 1X1. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Pour information: (514) 844-3361. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

Il faut reconnaître le génocide arménien

RÉPLIQUE

KÉVORK-K. BAGHDJIAN

L'auteur est docteur en sociologie juridique et président de la Fédération des groupes ethniques du Québec. Il répond ici aux propos du professeur Jean-Pierre Derriennic

JE VIENS de lire votre article truffé de contorsions juridiques et bourré d'erreurs historiques, paru dans LE DEVOIR du 4 juin dernier, sous le titre pour le moins bizarre : « Faut-il reconnaître le génocide arménien ? ». La réponse à votre question est contenue dans votre question même. Telle que formulée, votre question signifie que vous admettez qu'il y a eu un génocide arménien et que vous vous interrogez pour savoir si'il faut le reconnaître. Si telle est votre préoccupation, vous ne devriez pas ignorer, en votre qualité de professeur au département de science politique de l'Université Laval, qui a toute une tradition à son actif, que le génocide est imprescriptible en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, convention du 9 décembre 1948 au bas de laquelle la Turquie, que vous essayez timidement de défendre, a apposé sa signature.

Par ailleurs, l'Organisation des Nations unies, dans sa résolution 2391 du 26 novembre 1968, a constaté que « dans aucune des déclarations solennelles, actes et con-

ventions visant la poursuite et la répression des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, il n'a été prévu de limitation dans le temps ». Et les États signataires sont convenus que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles, « quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis ».

Je ne voudrais pas m'attarder davantage sur ces points essentiels : vos étudiants pourraient certainement vous apprendre aussi que le Tribunal permanent des peuples composé de sommités internationales parmi lesquelles on compte des prix Nobel et des juristes dont la compétence et l'intégrité sont universellement reconnues, a siégé du 13 au 16 avril 1984, à la Sorbonne, et a décidé « que le bien-fondé de l'accusation de génocide du peuple arménien, formulée contre les autorités turques, est établi ».

Nonobstant ces preuves juridiques, vous affichez une faiblesse pour la Turquie et vous avez l'air de l'excuser des crimes dont elle est accusée, sous prétexte que d'autres pays aussi ont commis et commettent encore des génocides qu'ils n'ont jamais reconnus.

C'est là un raisonnement irrationnel et cynique à la fois. Le fait que les autres États ne reconnaissent pas les génocides qu'ils commettent ou qu'ils ont commis dispense-t-il la Turquie de se soumettre aux lois de la justice et de respecter les conventions internationales que, de surcroît, elle a signées ? Cela reviendrait à dire que

si certaines collectivités ou certains individus qui commettent des forfaits refusaient de reconnaître leurs crimes et de plaider coupable, tous les criminels — individus ou collectivités — pourraient en faire autant, que la communauté internationale ne devrait point les inquiéter et que les victimes ne devraient pas demander justice. Alors, parce qu'il y a des tueurs qui restent impunis, tous les assassins devraient-ils rester impunis ? Le fait qu'il se trouve des voleurs au large permettrait-il aux gens de voler impunément ?

Une autre erreur juridique à votre palmarès : vous jonglez avec les chiffres et vous sentez un peu perdu entre le nombre des victimes avancé par M. Yves Ternon et celui accepté par l'historien turc A. Emin. Qu'importe le nombre des victimes dans le cas d'un génocide. Ce qui compte en l'occurrence, c'est l'intention des massacreurs et non pas l'ampleur des massacres.

Et vous osez affirmer que le gouvernement turc étant « un pays atrocement pauvre, ravagé par la famine et les épidémies », il ne pouvait pas interner les Arméniens parce que « les camps d'internement sont un luxe de pays riches » (y avez-vous goûté ?). Alors, « certains dirigeants turcs sont réalistes », ils les déportent tout en sachant que la déportation équivaut à un massacre, mais « ils savent que c'est la seule solution praticable : ils en donnent l'ordre », écrivez-vous sans vergogne. Mais vous rendez-vous compte qu'avec le témoignage accablant que vous portez,

vous inculpez formellement le gouvernement turc d'avoir prémédité et réalisé les massacres arméniens ?

Quoi qu'il en soit, votre théorie est opérationnelle, peut-être, mais combien inhumaine et barbare. D'après vous, quand un gouvernement éprouve des difficultés économiques, il peut légalement tuer une catégorie au moins de ses sujets qu'il juge suspects ou dangereux, par la déportation, par la famine ou même par des massacres. Avez-vous encore la face de regarder du haut de votre chaire vos étudiants qui auront lu ces lignes puant la haine et le racisme, qui réveillent le triste souvenir des camps de concentration et des fours crématoires nazis ?

Puis, vous sentant pris à votre propre jeu, vous abandonnez la partie : « Je pense qu'il serait sage de laisser ce débat aux historiens et à l'intelligence et au jugement moral de chacun... », vous résignez-vous à écrire, tout couard, en escamotant le débat que vous avez institué vous-même. Vous avouez ainsi votre incompetence en la matière ; alors, qui vous a obligé de vous imiscer dans une affaire que vous ne connaissez pas suffisamment et qui, par voie de conséquence, vous a acculé à dire un tas d'inexactitudes historiques et de distorsions juridiques ?

Mais vous lâchez rapidement les pédales et vous ralentissez votre course aux anomalies et aux principes abracadabrants. Alors, inconsciemment avec vous-même, vous écrivez un peu plus bas : « Ce qu'on

attend de la République de Turquie, État successeur de l'Empire ottoman, c'est qu'elle assume le même type de responsabilité envers son passé que la République fédérale allemande. » C'est parfait. Le gouvernement de l'Allemagne fédérale a reconnu les crimes du gouvernement nazi qui l'avait précédé. Il a signé le traité de Luxembourg le 10 septembre 1952 avec Israël, il continue jusqu'à ce jour de verser des millions de DM à Israël à titre de réparations ; son chancelier s'est même rendu en Israël pour s'incliner devant le monument des martyrs juifs.

À la suite de votre article, il peut se faire que vous soyez invité à visiter la Turquie pour la mieux connaître, comme on l'a fait autrefois à Pierre Loti et consorts. Auriez-vous alors l'amabilité de conseiller d'en faire autant au gouvernement actuel de la Turquie dont vous défendez la thèse malhabilement ?

Le gouvernement actuel de Turquie, successeur du précédent gouvernement ottoman, comme vous le dites si bien, loin de reconnaître le génocide arménien à l'instar de l'Allemagne fédérale, comme vous le souhaitez, perpétue le génocide commencé par les gouvernements précédents.

Il occupe toujours les territoires arméniens qu'il a usurpés, il garde les biens arméniens que le gouvernement jeune-turc avait provisoirement confisqués à la veille des déportations, il empêche les Arméniens de rentrer chez eux et de jouir de leurs propriétés, il défend la restauration des cathédrales et des monastères que les Jeunes-

Turcs avaient détruits ou ravagés. Ce qui plus est, il a ordonné et financé la translation des cendres de Talaat, l'organisateur en chef des grands massacres arméniens de 1915, le Himmler turc, et il lui a érigé un somptueux mausolée en 1960, sur la colline de la Liberté éternelle, panthéon turc. Une continuité.

Quoi qu'il en soit, monsieur le professeur, vous conviendrez avec moi qu'il n'est pas possible de vider un débat si important avec un ou deux articles. Pour le bénéfice des lecteurs et afin de mieux informer le public québécois et canadien sur la réalité historique et juridique du problème arménien, il me fait plaisir de vous inviter à un débat contradictoire, soit sur une chaîne de télévision française au Québec, soit à une station de radiodiffusion, soit même, si vous le préférez, à l'Université Laval, où vos étudiants aussi pourraient profiter de vos lumières. Si vous le jugez utile, nous pourrions même constituer un jury composé de juristes et d'historiens non arméniens. LE DEVOIR peut vous communiquer mon adresse postale, si vous désiriez discuter avec moi des arrangements de ce débat. À vous de décider. En attendant, soyez circonspect et ne brouillez pas la carte électorale du Québec où vous résidez ; il n'y a pas d'électeurs arméniens dans le comté de M. Herbert Marx, député de D'Arcy-McGee, comme vous l'insinuez gratuitement à la fin de votre article pour mettre en doute sa sincérité dans l'intérêt qu'il porte à la question arménienne.

Les Québécois et le tabagisme : une complaisance nocive

MICHAEL LAUGHREA, PhD

L'auteur est directeur du laboratoire de gérontologie moléculaire à l'Institut Lady-Davis de recherches médicales de l'Hôpital général juif de Montréal et professeur au département de Médecine de l'Université McGill.

L'ÉTAT de santé des Québécois adultes de sexe masculin ne s'est aucunement amélioré au cours des 50 dernières années à cause, principalement, de l'inhalation croissante de fumée de tabac. L'espérance de vie des Québécois de 50 ans, hommes ou femmes, était de 23 à 24 ans en 1930. En 1980, l'espérance de vie des Québécois de 50 ans avait atteint 30 à 31 ans tandis que celle des Québécois du même âge demeurait stationnaire à 23-24 ans. Pourquoi ? Essentiellement parce que les progrès étonnants des sciences et techniques médicales ont été accompagnés par une détérioration parallèle des habitudes de vie de la population masculine. Environ le tiers de la différence actuelle de longévité entre hommes et femmes adultes est imputable au tabagisme. L'inhalation de fumée de tabac a le même effet sur la longévité québécoise que tous les cancers réunis. L'attitude conventionnelle au Canada consiste à se satisfaire d'un relatif laisser-faire sous prétexte que le tabagisme est choisi librement et ne provoque fréquemment la mort qu'après l'âge de 65 ans, c'est-à-dire à un âge où la mort peut être considérée comme socialement « rentable » ou émotionnellement tolérable.

Cette attitude est inacceptable pour deux raisons. D'abord, environ 100 non-fumeurs meurent chaque année, au Québec, plus de 10 ans prématurément (en moyenne, 20 ans plus tôt que prévu) uniquement à cause de leur inhalation involontaire de la fumée de tabac des autres. Ensuite, environ 1.000 fumeurs québécois meurent chaque année plus de



10 ans prématurément et avant l'âge de 65 ans (parfois avant la cinquantaine), directement victimes de l'inhalation de fumée de tabac. Ces décès dans la « force de l'âge » représentent une perte financière significative pour la société, composée à 65 % de non-fumeurs. On objectera que la boxe, la course automobile, la chasse, l'escalade, le parachutisme, le ski alpin, etc., sont aussi des pratiques dangereuses mais néanmoins acceptées. Elles sont, cependant, moins néfastes que l'inhalation de fumée et, de plus, elles sont strictement réglementées afin de protéger l'intégrité des non-participants. Par exemple, la chasse n'est pas permise à l'intérieur des limites urbaines, le parachutisme ne l'est pas au-dessus des foules, la boxe n'est tolérée qu'entre deux personnes consentantes, etc.

Dans ce qui suit, je vais décrire

brèvement l'expérience internationale en matière de protection des non-fumeurs. Je vais mettre en évidence deux choses : (1) la variété des mesures législatives qui ont été adoptées, et (2) le fait que beaucoup d'entre elles seraient appuyées par la majorité des fumeurs (40 % de l'électorat) et des non-fumeurs québécois si nos gouvernements les proposaient.

La publicité

La publicité en faveur du tabac est interdite en Italie, en Finlande, en Norvège, en Jordanie, au Mozambique, au Soudan, en Australie occidentale, au Sri-Lanka, en Islande, en Hongrie, en Bulgarie, à Singapour, en Polynésie française, en Afghanistan, en Yougoslavie, etc. De plus, la Finlande, la Norvège et la France interdisent de faire figurer le tabac dans la publicité en faveur de n'im-



porte quel article. Toute publicité en faveur du tabagisme est prohibée dans les publications destinées aux adolescents en Belgique, en France et en Suède. Toute publicité extérieurement en faveur du tabagisme (panneaux réclames, affiches, prospectus...) est interdite en France, en Belgique, en Suède, en Israël et en Malaisie. D'autres restrictions sont imposées en Allemagne, en Autriche, au Mexique, en France, en Suède et en Belgique. En Suède, par exemple, toute publicité en faveur du tabagisme est interdite dans les pages sportives des journaux et dans les magazines de sport. Là où la publicité est permise, elle ne peut consister qu'en une photo du paquet de cigarettes sur un arrière-plan de couleur uniforme. Aucune figure humaine, paysage, volier, voiture sport, etc., ne peut s'y trouver. Le texte doit fournir une description neutre et modérée du produit ainsi que l'une de 16 mises en garde concernant les dangers du tabac. Par contre, le non-fumage est publicisé comme étant la tendance à la mode par des spots publicitaires au cinéma, à la radio, à la télé, par des affiches, des auto-collants, des T-shirts, des débats sur la cigarette à l'école, le recrutement de vedettes populaires, etc. La publicité contre le tabagisme est permise partout. Les pharmacies ne vendent pas de cigarettes. En France, les producteurs, fabricants et commerçants de tabac ou de produits du tabac ne doivent pas donner leur patronage à des manifestations sportives (course automobile exceptée). En Norvège, des groupes de laryngectomisés visitent les écoles afin d'informer les enfants des conséquences sociales d'une ablation du larynx et du fait que les fumeurs sont cinq fois plus susceptibles de subir un laryngectomie que les non-fumeurs.

Le paquet de cigarettes

En Grande-Bretagne, la mise en garde contre les effets nocifs est imprimée sur les deux côtés de chaque paquet de cigarettes. En Suède, la quantité de monoxyde de carbone, de goudron et de nicotine contenue dans la fumée d'une cigarette est indiquée, en même temps que la moyenne pour toutes les marques sur le marché. La mise en garde pour la santé est placée bien en vue sur le devant du paquet et occupe près du quart de l'espace. Afin d'attirer la curiosité de l'acheteur et d'améliorer la qualité de son information, 16 mises en garde différentes doivent être imprimées à tour de rôle. Ces 16 messages-santé ont été changés à trois reprises depuis 1977 et le seront une quatrième fois en 1985. Les fumeurs suédois ont donc pu lire sur le devant de leur paquet de cigarettes 48 mises en gardes différentes. En voici une liste partielle, traduite aussi fidèlement que possible :

La fumée dans les lieux publics

Il est interdit de fumer dans les écoles en Belgique, au Portugal, en France, en Allemagne, en Suède, en URSS, en Pologne, en Bulgarie, en Iraq, en Jamaïque, et dans la plupart des lieux et réunions publiques au Minnesota, en Utah, en Finlande et au Kenya. En Bulgarie et en URSS, il est prohibé de fumer dans les avions sur les vols de trois heures ou moins. Il est défendu de fumer dans les hôpitaux en Grèce, au Portugal, en France, en Allemagne, en Italie, au Venezuela, en Finlande, en Pologne, en Chine, en Iraq... (Quelques salons pour fumeurs peuvent cependant être disponibles.) Il est interdit de fumer dans les taxis et les bu-

reaux de poste en Finlande et en Suède. La radio-télévision norvégienne ne permet pas à son personnel de fumer pendant les émissions télévisées. À San Francisco et en Bulgarie (un grand producteur de tabac), il est défendu de fumer dans les locaux de travail à moins que les non-fumeurs n'y soient consentants. Il est interdit de fumer dans les cafés et dans les épiceries en France, en Californie, à New York, à Toronto et à Ottawa. Il est interdit de fumer dans les autobus (interurbains ou non) en Italie, au Japon, en Allemagne, en Birmanie, en Finlande et au Sri-Lanka. En Italie et en Finlande, il est également interdit de fumer dans les aéroports, les salles d'attente des gares d'autobus ou de chemin de fer, etc.

atteindre une concentration plus grande qu'en respirant, dans une grande ville, l'air d'une rue à dense circulation automobile. » « Fumer augmente les risques de bronchite chronique, de cancer des poumons, de crise cardiaque, d'ulcères gastriques et d'emphysème. » « L'emphysème est une maladie des poumons qui peut causer des difficultés respiratoires. Ce sont surtout les fumeurs qui souffrent d'emphysème. » « Fumer peut causer des douleurs dans les jambes. La fumée diminue l'apport en oxygène des muscles. Cela empire si on continue à fumer. » « Êtes-vous enceinte ? Fumer pendant la grossesse peut blesser votre enfant. » « Allaitiez-vous ? Fumer pendant la période d'allaitement peut être dangereux pour votre enfant. » « Voulez-vous être en bonne condition physique ? Votre condition va s'améliorer rapidement si vous arrêtez de fumer. » « La toux matinale du fumeur est une indication d'atteinte des bronches. Elle disparaît si on s'arrête de fumer. » « Votre fumée de tabac peut aggraver les problèmes circulatoires des cardiaques. » « L'association cigarette-pilule anti-conceptionnelle augmente les risques de crise cardiaque chez les femmes de plus de 30 ans. »

Les mises en garde, de 1982 à aujourd'hui, sont insérées dans un encadré en caractères gras très visibles. En Norvège, 12 mises en garde différentes sont apposées alternativement sur les paquets de cigarettes. Trois mises en garde différentes sont utilisées en Irlande, en Grande-Bretagne et en Finlande. De plus, en Finlande, les paquets doivent porter la mention « dangereux » ou « extrêmement dangereux » selon qu'ils contiennent des cigarettes légères ou régulières.

L'état des choses au Québec

La mise en garde est demeurée inchangée depuis son introduction sur le marché. Écrite en caractère minuscule, elle figure toujours sur la partie la moins visible du paquet de cigarettes, c'est-à-dire le dessous ou le côté. Elle est insipide, indolore et risible. La voici : « Santé et Bien-être social-Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage. Éviter d'inhaler. »

La publicité en faveur du tabagisme est légale partout. Les lieux publics où il est interdit de fumer sont très rares. Par exemple, il est permis de fumer dans les autobus interurbains, même sur des circuits aussi courts que Longueuil-Saint-Bruno (20 km). Le Québec est en retard de plusieurs années sur la plupart des pays industrialisés en n'imposant pas de législation sur le tabagisme, et en laissant donc croire que fumer constitue un comportement social inoffensif et acceptable. Le prix des cigarettes, en 1982, était inférieur (en dollars constants) à ce qu'il était en 1949. La Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal fait la promotion du tabagisme par une multitude d'annonces dans les stations et les wagons de métro ainsi que sur le côté des autobus. La section non-fumeurs des avions d'Air Canada n'a pas été agrandie depuis 10 ans et demeure bloquée à 50 % des sièges. Les pharmacies sont, après les épiceries, les plus grands vendeurs de cigarettes.

Le ministère suédois de la Santé s'est donné un but : que moins de 15 % de la population adulte soit consommatrice régulière de tabac en l'an 2000. (Trente pour cent des Suédois fumaient quotidiennement en 1981). Les ministères de la Santé, au fédéral et au provincial, n'ont aucun objectif comparable. De nouvelles

Suite à la page 8

Modernisation : le crépuscule des dupes

LU

PIERRE-Y. LAURIN

★ Alf Schwarz, *Les Dupes de la modernisation*, Nouvelle Optique, Montréal, 1983, 293 pages.
★ Claude Lemieux, *La Chine : une histoire de famille*, Éditions Saint-Martin, Montréal, 1984, 177 pages.

NOUS sommes à l'heure du ressac. Les plans de modernisation du Tiers-Monde se sont généralement soldés par des échecs. Un grand *mea culpa* de l'homme blanc ne semblera pas suffisant : une dette de plusieurs milliards de dollars restera à payer. On se demande qui ramassera la note...

Selon Alf Schwarz, toutes les fautes sont imputables à l'Occident. Avec le développement sauvage inspiré par les penseurs de la modernité, ce sont tous les concepts de progrès et de transformation d'Occident qui sont rejetés en bloc. Les emprunts de Schwarz à la vulgate marxiste sont nombreux : leur emploi est haineux et amer. Peut-être n'est-ce plus maintenant que sa seule vocation...

L'auteur donne, de la masse africaine, une image ambiguë. Dans « l'épaisse pâte de la misère quotidienne », l'Occidental doit voir tous ses travers, tout un homme se croyant pur qui découvre sa laideur et sa fourberie en regardant un miroir. En voulant imposer un modèle à un con-

tinant qui n'en voulait pas, on a détruit une structure qui, somme toute, lui assurait la survie.

Mais, dans ce torrent d'accusations, où est donc l'Africain ? Ne croyait-il pas aux chimères que ses élites (bien plus que les Occidentaux...) lui ont proposées ? Où sont donc les critiques visant les caciques éduqués qui ponctionnent cyniquement les masses ? Nous les cherchons, et les quelques phrases que les dénoncent ne satisfont personne... À lire Alf Schwarz, on en vient presque à se trouver des sympathies pour le très controversé Pascal Bruckner (cf. *Le Sanglot de l'homme blanc*, Seuil, 1983).

La ferveur idéologique n'est pas, en contrepartie, le propre de Claude Lemieux : en écrivant sur la famille chinoise, elle ne voulait qu'en retracer l'histoire. Sa démarche est, selon ses propres termes, strictement « heuristique ».

Le début du livre est un peu laborieux. On tente de nous y expliquer les changements politiques consécutifs à la Révolution culturelle (la bande des Quatre, le retour au pouvoir de Deng Xiaoping, etc.). La lumière n'est pas faite : il faut cependant avouer que même les spécialistes n'arrivent qu'avec difficulté à démêler l'écheveau des luttes de pouvoir au sein du PCC (voir Alain Jacob, *Un balcon à Pékin*, Grasset, 1982, et Simon Leys, *La Forêt en feu*, Hermann, 1983).

Le livre prend toute sa force quand y on fait l'histoire de la famille chinoise, des politiques gouver-

nementales la touchant, et de sa situation actuelle. La thèse est simple : le gouvernement a tenté d'abolir la structure séculaire de la famille (fondée sur le pouvoir patriarcal, le clan et la propriété foncière) sans jamais y parvenir. Malgré les « Cents Fleurs », les « modernisations », les « révolutions », la famille est toujours restée, surtout en milieu rural, la même : l'homme omnipotent, la femme docile (aux droits presque inexistantes), les enfants obéissants.

Les propos de Claude Lemieux et d'Alf Schwarz (le livre de ce dernier, une fois éliminées les scories idéologiques, reste précieux) sont sensiblement les mêmes : les peuples acceptent difficilement les chambardements aux ordres établis et leur opposent, généralement, une invulnérable force d'inertie.

Schwarz nous montre une Afrique où les paysans, déracinés et parqués dans les villes, croient encore à la magie, au mauvais sort, à la famille élargie, à la solidarité. Claude Lemieux nous présente une Chine qui se veut moderne, mais dont le peuple profond refuse la famille nucléaire, matrice classique entre toutes du « consumérisme » moderne.

On en vient finalement à prouver qu'il existe des phénomènes qui franchissent les murs opaques de la culture : la famille, le clan, la solidarité, la quête du bonheur, etc. Tout déséquilibre touchant ces préceptes provoque la réaction des peuples et confine bientôt ces valeurs à la pérennité et l'immuable.

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Taux d'escompte

vises, il n'y a donc que notre dollar qui se soit apprécié.

La hausse du taux d'escompte de la Banque du Canada à 13,26%, porte celui-ci à son plus haut niveau depuis le mois de septembre 1982. C'était l'époque où les taux d'intérêt baissaient précipitamment au Canada, après qu'ils eurent franchi le cap des 20% à l'été 1981. En août 1981, le taux d'escompte avait atteint son niveau le plus élevé à 21,03%. Le taux d'escompte est fixé tous les jeudis après-midi à 1/4 de 1% au-dessus des rendements des bons du Trésor à 3 mois. Avant-hier, tout indiquait que le taux d'escompte franchirait le cap de 13%. La hausse d'un demi-pourcent d'hier était au-delà des attentes.

Interrogé après la hausse du taux d'escompte hier, M. Ben Gestrin, économiste en chef à la Banque de Commerce Canadienne Impériale, a affirmé que le taux préférentiel canadien pourrait atteindre 14,5% rapidement. L'économiste a reconnu que le gouvernement n'avait pas grands choix dans la conjoncture actuelle autre que de laisser tomber le dollar canadien et de hausser les taux d'intérêt. Pour la plupart des observateurs, la situation aux États-Unis, où selon les informations l'épargne est à peine suffisante pour couvrir le déficit astronomique du gouvernement central, est tenu largement responsable de ce qui se passe au Canada.

Le premier ministre Turner a aussi endossé cette opinion, puisqu'il a déclaré hier que sous la pression d'un phénomène international, le taux d'escompte de la Banque du Canada avait fait un bond d'un demi-pourcent. En outre, il a ajouté que la devise US était de nouveau à son plus haut niveau et qu'elle affectait toutes les autres devises, incluant le dollar canadien. Il s'est donc fait le défenseur des mesures prises par son gouvernement pour réduire quelque peu la tension sur la devise et sur le loyer de l'argent. « Je dirige l'économie dans le meilleur intérêt des Canadiens, qu'il y ait des élections ou non », a-t-il dit aux journalistes qui l'écoulaient à Ottawa.

Le leader du parti conservateur aux Communes, M. Brian Mulroney, s'est écarté d'une telle analyse, puisque, a-t-il dit, la dernière ronde de hausse des taux d'intérêt portera un coup fatal aux 5,000 mises en chantier et aux 12,000 emplois. Avec la hausse des taux d'intérêt de 1,5% en deux semaines, de dire le chef conservateur, il faudra ajouter un autre milliard en paiements d'intérêt à la dette du gouvernement canadien.

◆ Lalonde

des Finances, Raymond Garneau, pour le convaincre de quitter son poste de dirigeant de la Banque d'Épargne et de se joindre à l'équipe libérale.

Par ailleurs, M. Turner a longuement souligné hier qu'aucune divergence d'opinions entre lui et Mme Monique Bégin n'était à la source de la démission de cette dernière, survenue la veille. M. Turner s'est dit totalement d'accord avec l'universalité des soins de santé, tout en ajoutant qu'il était désolé « de voir partir une femme de sa stature ».

De son côté, le ministre Lalonde se refuse toujours à indiquer s'il sera candidat à la prochaine élection. Il a affirmé hier se « sentir bien dans sa peau, dans l'équipe et avec le premier ministre que nous avons ». Selon lui, il est « impertinent » de penser que l'incertitude de son avenir puisse compromettre sa crédibilité en tant que grand argentier fédéral. « Je suis le ministre des Finances, j'ai l'appui complet du premier ministre et du cabinet; que demander de plus », a-t-il lancé.

Depuis plusieurs jours, les rumeurs vont bon train voulant que M. Lalonde indique qu'il n'a pas l'intention de se présenter à nouveau comme candidat libéral dans son comté d'Outremont. Après 16 ans, toujours étroitement associé au premier ministre Trudeau, M. Lalonde a vu son pouvoir considérablement réduit dans les dernières semaines, cédant son autorité sur le Québec aux ministres Jean Chrétien, André Ouellet et Charles Lapointe.

« On a jusqu'au sept août pour se présenter, j'ai bien des choses à examiner de ce temps-là au plan de l'économie, je prendrai cette décision en temps et lieu », s'est contenté de dire hier M. Lalonde.

« Tout est possible, a-t-il lancé à la blague, je peux tomber mort demain matin ».

« Il n'y a pas de presse, présumez que je me présente entretiens », a dit M. Lalonde à la sortie de la réunion hebdomadaire du caucus libéral.

Dans l'entourage du ministre Lalonde on précise qu'il n'a toujours pas pris sa décision. Chose certaine, le fait qu'il ait accepté d'assumer la

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir prendre note que la publication des chroniques publiées sous les rubriques « A surveiller », « Week-end » ou « Aujourd'hui » est interrompue pour la saison estivale.

Il nous fera plaisir d'offrir à nouveau ces services à la communauté dès le début de septembre.

co-présidence de la campagne nationale des libéraux n'indique pas qu'il ait pour autant décidé de rester.

« Il reste ministre, il est co-président, mais il n'a pas décidé pour son avenir après les élections », a admis M. Turner.

Quant au responsable de l'organisation électorale au Québec, le ministre du Travail André Ouellet, il a rappelé hier qu'une période de changement était « le temps approprié pour plusieurs (politiciens) de songer à leur avenir ».

A l'époque où M. Lalonde espérait devenir secrétaire de l'OCDE à Paris, au printemps, des candidats potentiels avaient montré leur intérêt à succéder au ministre Lalonde comme représentant d'Outremont. L'organisation locale souhaitait notamment voir la présidente du Conseil consultatif pour le statut de la femme, Mme Lucie Pepin, porter la bannière libérale, tandis que le maire d'Outremont, l'ex-ministre québécois Jérôme Choquette, sondait le terrain pour sa propre candidature.

◆ Turner

rellement un coût aux « propositions que nous ferons aux Canadiens au cours des prochaines semaines ».

« Nous donnerons le prix de chacune de nos propositions et le public jugera », a dit M. Turner hier.

« Notre priorité, c'est l'emploi. Nous ferons tout notre possible pour nous occuper des plus démunis. Nous envisageons des mesures pour atténuer le chômage chez les jeunes et leur donner la chance de suivre des programmes de formation », a dit M. Turner.

Malgré tout, le premier ministre ne renie pas son engagement à réduire le déficit de moitié d'ici les sept prochaines années: « J'espère que la cible est toujours réaliste », a-t-il déclaré hier.

◆ Chypre

Chypre est de ces pays qui subissent encore les séquelles de la domination coloniale.

Convoitée depuis l'antiquité pour sa situation géographique stratégique au carrefour maritime de trois continents, « l'île d'Aphrodite » passe par une série de conquérants. Mais personne n'a pu altérer le caractère foncièrement grec de la culture et de la langue chypriotes.

Conquise par les Turcs (vers 1570), Chypre devient province ottomane. L'île est cédée à l'Angleterre en 1878 en échange du soutien militaire britannique contre la menace russe.

Dès 1925, alors que Chypre reçoit le statut de colonie de la couronne anglaise, se développe le nationalisme hellénique.

La politique impériale choisit de gouverner par l'entremise des structures traditionnelles ottomanes. Mais une nouvelle bourgeoisie chrétienne dépassera éventuellement la population turque.

La vague de décolonisation qui déferle sur le tiers monde après la Seconde Guerre mondiale n'épargne pas Chypre. Les exigences géopolitiques britanniques se heurtent à une conscience nationale qui revendique la fin du statut colonial et le rattachement à la Grèce (*enosis*).

À la détermination chypriote, la Grande-Bretagne oppose un refus catégorique. En 1954, le Colonial Secretary Hopkins déclare à la Chambre des communes qu'il existe certaines colonies anglaises qui, à cause de leur importance stratégique, ne seront jamais indépendantes.

À Chypre, c'est la goutte qui fait déborder le vase: le 1er avril 1955, plusieurs bombes explosent dans les principales villes.

La riposte britannique préconise un mélange de répression et de politique. Londres joue à fond sa carte maîtresse: la minorité turque. Une force policière spéciale constituée de Chypriotes turcs est chargée de traquer les combattants chypriotes grecs. Le dirigeant chypriote turc d'aujourd'hui, M. Kenktash, s'illustre alors comme procureur de la Couronne aux procès des militants grecs condamnés à mort et pendus.

L'idée de la partition de l'île, lancée d'abord par le gouvernement anglais, fait son chemin. Dans un livre publié en 1957, le Dr Fazil Kütük, leader des Chypriotes turcs, propose une Chypre séparée en deux zones.

L'ampleur de la lutte des Chypriotes grecs et l'habileté politique de l'ethnarque Makarios forcent les Anglais à miser sur le conflit entre les deux communautés. La violence éclate, ce qui permet aux Britanniques de se poser en arbitres.

Dans un climat tendu s'ouvrent les pourparlers constitutionnels de Londres, en 1959, suivis de ceux de Zurich. La Grande-Bretagne, la Turquie et la Grèce adoptent une formule d'indépendance mitigée, qui accorde aux Chypriotes turcs 40 % des effectifs de la police, 30 % de la fonction publique, et un veto pour le vice-président, obligatoirement un Chypriote turc. La constitution garantit des bases et des droits extraterritoriaux substantiels aux Anglais.

Coincé par son allié grec, Mgr Makarios doit signer. Chypre accède à l'indépendance en 1960, renonçant au rêve de l'*enosis*, formellement interdit par la constitution (tout comme la partition). Mais la constitution se révèle inapplicable. « Monstre légal », elle parvient non pas à rapprocher les deux communautés, mais à les isoler.

Trois ans plus tard, devant l'impasse, le président Makarios annonce son intention de procéder à des modifications. L'initiative est perçue par les Chypriotes turcs comme un geste hostile, et ils appliquent leur veto.

Chypre est au bord de la guerre civile. Des atrocités sont commises par les deux côtés, mais la minorité turque en écope plus durement. C'est à cette époque que le journaliste Sampson acquiert sa réputation de « boucher ».

Le jour de Noël 1963, la flotte turque arrive au large de l'île. Seules la

diplomatie américaine et une mise en garde de l'Union soviétique parviennent à bloquer une intervention.

En avril 1964, toujours sous la menace d'un débarquement turc, l'ONU établit une force de paix qui s'interposera entre les deux communautés. Le Canada y participe, et les « Casques bleus » canadiens sont chargés des secteurs les plus névralgiques, y compris la « ligne verte » qui sépare l'enclave turque de la capitale du reste de l'île. La paix revient. Mais l'île reste figée dans sa division.

L'impasse a des effets dramatiques en Grèce, qui appuie Mgr Makarios. Les tensions gréco-turques menacent l'OTAN d'éclatement, et l'adhésion de la Grèce devient, aux yeux de Washington, suspecte. La junte militaire pro-américaine prend le pouvoir en 1967; une baisse remarquable de tensions s'ensuit.

Mgr Makarios, lui, poursuit une politique résolument tiers-mondiste, ce qui lui vaut la désapprobation de Washington et d'Athènes. Traité comme le « Castro de la Méditerranée », l'ethnarque devient la cible du régime des colonels. Les jeux sont faits: Mgr Makarios doit être éliminé. Washington, Athènes et Ankara s'accordent tacitement sur le prix: la partition de Chypre.

Dix jours avant le coup, Mgr Makarios écrit au président grec. « Les derniers échelons du régime militaire d'Athènes soutiennent et dirigent les activités (d'une) organisation terroriste... J'ai souvent senti — même effleuré — cette main invisible qui s'étend depuis Athènes afin de m'écraser ».

Cette « main » qui avait contribué à la déstabilisation du président de Chypre laissa en même temps la porte ouverte à des événements qui se révélèrent dévastateurs pour le jeune pays de 14 ans, menaceront d'éclatement l'Alliance atlantique, et créeront un foyer de guerre en Méditerranée orientale.

◆ Geraldine Ferraro

cative pour les femmes dans la politique américaine. « C'est un grand choix, le bon choix et un choix historique », a déclaré le gouverneur de l'Ohio, Richard Celeste.

Le président Reagan s'est refusé pour sa part à commenter la décision de M. Mondale de choisir Mme Ferraro comme candidate démocrate à la vice-présidence.

Interrogé par les journalistes alors qu'il quittait la Maison-Blanche pour une visite-éclair dans le Kentucky, M. Reagan s'est contenté de déclarer: « J'attends avec plaisir de faire campagne contre le "ticket" démocrate ».

« Ils (les démocrates) ont pris leur décision. Je ne fais pas de commentaires sur ce qu'ils font », a ajouté le président.

Alors que les journalistes lui demandaient si le choix de M. Mondale était historique, M. Reagan a toutefois répondu: « Oui, comme la désignation de Sandra O'Connor à la Cour suprême. » Mme O'Connor, qui a été nommée en 1981 par M. Reagan, est la première femme à siéger à la Cour suprême des États-Unis.

(Deux femmes font partie du gouvernement de M. Reagan: Elisabeth Dole, secrétaire aux Transports, et Margaret Heckler, secrétaire à la Santé. Sur les 100 sénateurs américains, deux seulement sont des femmes, toutes deux républicaines: Nancy Kassebaum, du Kansas, et Paula Hawkins de Floride. La Chambre des représentants compte 22 femmes, dont Mme Ferraro, parmi ses 435 membres. Une seule femme est gouverneur d'un des 50 États américains: Martha Layne Collins, dans le Kentucky.)

De nombreux commentateurs estiment que M. Mondale a voulu, en choisissant une femme, donner à sa campagne un nouvel élan et un air de nouveauté, qu'il n'avait pas su lui insuffler jusque-là. Les femmes constituent aujourd'hui plus de la moitié de l'électorat américain et l'on estime en outre que la présence de Mme Ferraro pourrait amener plusieurs millions de femmes à s'inscrire sur les listes électorales.

Les analystes sont toutefois divisés sur les conséquences électorales de ce choix. Les indications des sondages à ce sujet sont contradictoires: les uns indiquent que le choix d'une femme sera favorable au candidat démocrate, d'autres montrent au contraire que de nombreux électeurs traditionnalistes risquent de se détourner de lui pour cette même raison.

Une enquête menée auprès d'électeurs démocrates par la chaîne de télévision ABC et le *Washington Post* reflète cette ambiguïté. Environ 15 % des personnes ont déclaré que le choix d'une femme comme co-lisitière les ferait pencher en faveur de M. Mondale, mais un pourcentage équivalent est de l'avis contraire.

L'espoir démocrate est que la présence d'une femme renforcera le « gender gap », la nouvelle loi de la politique américaine qui veut que les femmes, majoritaires dans la population et l'électorat américain, votent davantage pour le parti démocrate que pour les républicains du président Reagan. Mais l'ancien vice-président de Jimmy Carter court aussi le risque de s'aliéner les voix d'électeurs peu désireux de voir une femme éventuellement accéder à la Maison-Blanche. Les sondages sur ce point ont été ambigus, certains indiquant que la présence d'une femme sur le « ticket » démocrate avantagerait nettement les démocrates, d'autres indiquant qu'ils perdraient d'un côté ce qu'ils gagnaient de l'autre.

(Selon le sondage ABC/The *Washington Post*, l'avance du président Reagan sur son probable adversaire démocrate, M. Mondale, a diminué. Le président sortant l'emporterait avec sept points d'avance sur M. Mondale (51-44) si l'élection avait lieu aujourd'hui.)

(Un sondage Gallup rendu public fin juin crédite M. Reagan d'une avance de 19 points, et un sondage du *New York Times* et de la chaîne de télévision CBS, réalisé pendant la

Malade, le comédien-vedette doit être remplacé

Un Oedipe-Roi admirable

Oedipe-Roi, de Sophocle, dans une traduction en grec moderne et une mise en scène de Minos Volonakis. Décors de Robert Mitchell, costumes de Dionysis Fotopoulos, musique de Theodoros Antoniou. Avec Alexis Mingas (Oedipe), Katerina Helmi (Jocaste), Nikos Kavvadas (Créon), Stelios Kappatos (Tirésias), Spyros Mavdis (le Messager), Christos Biras, Christos Demertzis et Yannis Siopis (les chefs du Choeur). Une production du Théâtre National de Grèce à la salle Wilfrid-Pelletier les 12 et 13 juillet.

Nous n'étions pourtant qu'à la veille du vendredi 13, et le mauvais sort est tombé sur la production d'*Oedipe-Roi* à une demi-heure du lever de rideau hier soir. Le comédien-vedette Nikos Kourkoulos, interprète d'Oedipe, s'est effaîssé en coulisses, déjà costumé et maquillé, et à l'arrivée d'un médecin la décision fut prise de transporter Kourkoulos à l'hôpital. Décision prise aussitôt de faire jouer sa doublure, préparée en vitesse. Ainsi Alexis Mingas, l'*«under-study»* affecté à la tournée américaine du TNG, est devenu Oedipe et le spectacle a commencé sans retard.

Précisons d'abord que l'état de M. Kourkoulos, selon les médecins qui l'ont examiné hier soir, ne serait pas grave. Le directeur artistique de la Place des Arts, M. Henri Barras, était en mesure d'affirmer vers 22 heures hier que Nikos Kourkoulos jouera Oedipe ce soir pour la deuxième et dernière représentation montréalaise, sur la longue route américaine où le TNG offre *Oedipe-Roi* en trente représenta-

tions.

Dans cette mise en scène où Volonakis a su habilement dosé classicisme et modernisme, sans faire appel à aucune forme de gadgeterie, mais en collant gravement et sobrement au texte, l'oeuvre de Sophocle (l'une de ses sept pièces parmi une centaine que le temps a conservé) nous est rendue avec beaucoup de force. Sans aller vers le dépeuplement, ni vers le rajout inutile, Volonakis a fait un travail très impressionnant où le texte antique (joué en grec moderne) retrouve une justesse, une crédibilité non en surface mais au creux de l'action.

L'idée principale de cette mise en scène est celle du labyrinthe. Le décor d'ailleurs (qui est la scène circulaire du théâtre d'Epidaure reproduite dans ses dimensions) est assez génial en ce sens qu'il installe sur ce plateau rond et incliné un tracé qui reproduit les ruines d'un labyrinthe. C'est le trajet d'Oedipe qui cherche à savoir qui a commis ce crime dont on parle à Thèbes, qui fait enquête découvrant peu à peu, et c'est la tragédie, que son passé est terrible, que c'est lui l'auteur des maux qui s'abattent sur la ville qu'il a jadis délivrée du Sphinx, et que maintenant il est, au bout du labyrinthe où il s'est cogné aux murs, l'auteur de sa faute meurtrière (il a tué Laios, son père) et de sa faute incestueuse (cette Jocaste, la reine, c'est sa mère). Volonakis a admirablement suivi cette enquête avec une retenue constante.

Les costumes reflètent cet équilibre entre classique et moderne. Ils sont comme sans âge, tout en étant terriblement « sophocliens », c'est-à-dire dédiés à la puissance de

l'expression. Le Choeur, dont tous les déplacements sont admirables d'économie, est habillé d'un camaïeu de bleu nuit. Et Jocaste traîne avec elle un univers camaïeu vert, ces deux couleurs étant sans doute les plus proches de l'idée du temps.

En relevant le défi au pied levé, Alexis Mingas s'est très bien tiré d'affaire. S'il a des faiblesses dans la montée de tension que nécessite ce rôle immense, il a cependant réussi à maintenir le drame à un niveau solide tout au long des 105 minutes de la pièce. Il a eu droit à des bravos mérités. Katerina Helmi en Jocaste est d'une justesse plutôt discrète. Et en Créon Nikos Kavvadas est d'une solidité remarquable. Spyros Mavdis, qui joue la belle scène du messager donnée dans des trous de lumière, réussit un des temps forts du spectacle.

En somme, cet *Oedipe-Roi* de Volonakis ne fera sans doute pas date dans les annales du théâtre grec (où l'on parle encore de Katerina Paxinou l'idéale Jocaste et d'Emilios Béakis fantastique Oedipe), mais l'on y trouve un souffle neuf, une allure souple, un désir de se ré-approprier ce théâtre peut-être antique mais toujours vrai. Oedipe, c'est le drame du déracinement, en quelque sorte. Pour aller à la vérité, Oedipe doit affronter le pire, dont l'exil. Ce qu'il apprend sur lui le transforme en étranger parce que l'homme, tel que dépeint par Sophocle il y a plus de deux mille ans, n'accepte pas de se voir coupable. Ou il triche, ou, comme Oedipe, il se crève les yeux et va errer. C'est ce que Volonakis a très bien circonscrit, avec une exigeante sobriété, et il reste ce soir pour admirer un tel spectacle.

Le Parti nationaliste fourbit ses armes

ANDRÉ BOUTHILLIER

Petit branle-bas de combat hier soir au quartier général du Parti Nationaliste, rue Viger à Montréal, en prévision des élections fédérales du 4 septembre. Environ 200 organisateurs des 20 comtés de la région de Montréal ont écouté pendant deux heures les conseils du député péquiste de Lafontaine, M. Marcel Léger, pour l'établissement d'une stratégie efficace. Note prémonitrice? Sur un mur, on pouvait lire: « Pour les miracles, nous demandons 24 heures de délai... »

Comme il fallait s'y attendre, l'assemblée comptait surtout des membres de l'appareil du Parti québécois. Au nombre des personnes présentes, outre M. Léger, on remarquait la trésorière du PQ, Mme Lyne Marcoux; M. André Boulerice, président du PQ pour la région de Montréal; M. Alain Mongeau, conseiller juridique du PQ, et M. Denis Lauzon, président du PQ pour la région Laurentides-Lanaudière. S'ajoutent à cette liste plusieurs organisateurs du PQ.

Le chef intérimaire du Parti Nationaliste, M. Denis Monière, n'a pas caché sa satisfaction de voir une partie de l'appareil du PQ entreprendre la campagne fédérale avec ses quelque 11,000 membres. Il a révélé au DEVOIR que, sur les 50 candidats (sur 75 comtés) déjà présentés pour représenter son parti aux élections, 18 étaient des présidents de comté du Parti Québécois. « C'est là une

preuve de la collaboration du PQ pour assurer le succès de notre campagne », a expliqué M. Monière, de retour du comté de Duvernay, où il a annoncé officiellement sa candidature.

La participation du PQ dans la campagne du PN ne s'arrête pas là, a-t-il ajouté. Son parti a en effet vaincu M. Antoine Dubé, le secrétaire du ministre de l'Agriculture, M. Jean Garon, de se présenter dans le comté de Lévis; M. Michel Lepage, le spécialiste des sondages du PQ, dans le comté de Verchères; et le constitutionnaliste André Binette, dans Langlier. Ici s'arrête « pour l'instant » la liste des personnalités du PQ qui porteront la bannière du PN. Deux maires de la région de l'Abitibi et un autre de la région de Rimouski ont par ailleurs manifesté leur intention de se présenter, a précisé M. Monière, sans toutefois les identifier.

C'était aussi hier soir le lancement de la campagne de financement du PN. Le parti espère recueillir « entre \$5,000 et \$10,000 » par comté — donc au minimum \$375 000 — pour gonfler la caisse. Le PN a présentement environ \$250,000 pour commencer sa première campagne électorale.

Aux organisateurs présents, M. Monière a voulu être franc. « Le combat sera difficile. Mais il faut en finir avec la double identité de notre peuple ». Le thème électoral du Parti Nationaliste devrait être: « Le Parti Nationaliste, la seule voix pour le Québec ».

Tabagisme

Suite de la page 7

législations sur le tabagisme sont introduites à tous les ans à l'échelle mondiale. Mais la dernière législation fédérale sur le sujet remonte à 1908!

La loi canadienne sur les aliments et drogues est relativement stricte concernant tous les produits, des biscuits au whisky en passant par les bonbons et l'aspirine. Le tabac est le seul produit de consommation qu'une personne porte à la bouche et qui n'est pas réglementé par cette loi. Pourtant, la fumée de tabac contient plus de 2,000 produits potentiellement ou effectivement toxiques; elle cause annuellement au moins deux fois plus de décès que les accidents de la route.

Professeuse, avocate, catholique, mère de trois enfants, fille d'immigrants italiens, Mme Ferraro, représentée depuis 1978 une circonscription populaire dans le quartier new-yorkais de Queens.

Au sein de la Chambre des représentants, son amitié avec Tip O'Neill lui vaut d'avancer rapidement et d'entrer à la puissante Commission du budget. Elle s'y montre efficace et libérale, sans aller cependant trop loin et mécontenter son électorat populaire et plus conservateur qu'elle. Elle est politiquement favorable à l'avortement, même si, en sa conscience, elle y est opposée. « Je suis catholique, dit-elle, et j'accepte les enseignements de ma foi ».

L'une des probables critiques, qui vont lui être adressées en tant que candidate à la vice-présidence, est son inexpérience en matière de politique étrangère et de contrôle des armements. Elle s'est cependant rendue cette année en Amérique centrale et en Israël, un voyage qui a renforcé ses vues pro-israéliennes. « Je ne savais pas ce qu'était la Cisjordanie. C'est minuscule, dit-elle (...) vous me parlez des Hauteurs du Golan. Maintenant je peux vous dire qu'il serait fou pour Israël de les abandonner ».

Envoyez des cartes unicef

Pour obtenir notre catalogue gratuitement composez sans frais: 1-800-268-6362

Demandez le téléphoniste 508

13 juillet par la PC et l'AP

- 1983: décès de la romancière canadienne, Gabrielle Roy.
- 1983: trois cents soldats zairais arrivent au Tchad pour aider le président Hissène Habré dans sa lutte contre les rebelles du nord.
- 1980: quatrième semaine d'une vague de chaleur aux États-Unis: 283 morts.
- 1976: douze pays achèvent une conférence à Paris sur l'exploitation des minéraux dans l'Antarctique après 1989.
- 1971: dix officiers marocains accusés d'avoir voulu renverser le roi Hassan deux sont fusillés.
- 1942: un sous-marin allemand coule trois navires dans le Saint-Laurent.
- 1933: arrivée à Shédiac de 25 hydravions italiens sous le commandement du général Balbo.
- 1919: première traversée aller-retour de l'Atlantique par un dirigeable, le *J-34* britannique.
- 1878: fin de la guerre russo-turque.
- 1855: arrivée de la *Capricieuse*, premier navire français à mouiller dans un port du Canada après la Conquête.
- 1822: les Grecs battent les Turcs au défilé des Thermopyles.
- 1793: l'homme politique français Jean-Paul Marat est assassiné par Charlotte Corday.
- Il sont nés un 13 juillet: le chanteur québécois Donald Lautrec (1946); l'homme politique danois Anker Joergensen (1922); l'empereur Ferdinand Deux de Habsbourg (1608).

LES AFFAIRES ...EN QUELQUES LIGNES

ANDRÉ BOUTHILLIER

Trust National fusionne. . .

Trust National Co. Ltd, de Toronto, et Victoria and Grey Trust Co. Ltd, de Stafford en Ontario, ont convenu hier de fusionner leurs opérations pour créer « National Victoria and Grey Trust ». Cette compagnie deviendra la troisième plus grande société de fiducie au pays. Ses actifs atteindront presque \$8 milliards. C'est Victoria and Grey Trust qui a proposé l'offre de fusion. Les actionnaires de National Trust pourront

recevoir trois actions ordinaires de la nouvelle compagnie ou 1,45 action ordinaire de National Victoria pour chaque action de Trust National qu'ils détiennent. Le Trust National était la cinquième plus grosse compagnie de fiducie au Canada. La fusion de Trust National avec Victoria and Grey Trust Co. survient au moment où le Trust National connaît quelques difficultés. Mercredi, le vice-président et contrôleur de cette société de fiducie, M. A.P. Smibert, annonçait que des

mauvais prêts et la détérioration de l'économie en Alberta et en Colombie-Britannique avaient obligé la Trust National Co à ajouter \$21,5 millions à ses réserves pour combler les prêts déficitaires, un geste représentant un manque à gagner pour le troisième trimestre.

Les sous-marins se vendent bien

Les ventes des 53 restaurants Mikes Submarines ont progressé de 21 % au premier semestre terminé le 10 juin, passant de \$9 millions à \$10,9 millions par rapport à la période correspondante de 1983. Le bénéfice net a atteint \$300,370, en hausse de 52,3 %. Le bénéfice par action est passé de 30 cents à 21 cents.

Entreprise torontoise fondée en 1968, Mike Submarines se spécialise dans la restauration-minute de sandwiches dits

« sous-marins » et de pizzas. La plupart de ses restaurants sont situés au Québec et dans la région de Boston. Inscrite à la Bourse de Toronto, l'action Mikes vaut \$4,50.



Noranda: profits de \$19.4 millions

Le groupe minier et forestier Noranda Inc. a enregistré un profit net de \$19,4 millions au deuxième trimestre, soit \$10,2 millions de plus que durant la même période en 1983. Le bénéfice par action est de neuf cents. Pour le premier semestre, les profits s'élèvent à \$48,2 millions, ou 26 cents par action, comparativement à un bénéfice de seulement \$1,9 million au premier semestre de 1983. Malgré ces bons résultats, la direction de la compagnie n'exprime pas un grand enthousiasme. La baisse des prix des principales matières premières vendues par Noranda, fait-elle remarquer dans un communiqué, a empêché une progression plus rapide de ses bénéfices. Elle demeure toutefois optimiste pour les résultats du second semestre. Le principal actionnaire de Noranda est Brascade, dans laquelle Brascan et de la Caisse de dépôt sont associées.

Une grève coûteuse pour Volks

Volkswagen roule décidément très mal depuis quelque temps. La grève de sept semaines des sidérurgistes ouest-allemands lui aura causé une perte brute de 500 millions de marks (\$235 millions environ). Cette grève, qui a paralysé une grande partie du pays, a coûté à Volkswagen et à sa filiale Audi la production de 160,000 automobiles d'une valeur totale de 2,8 milliards de marks. La compagnie va donc enregistrer une perte nette pour la première moitié de l'année 1984 et risque de ne pas faire de profit cette année. En 1983, elle a déjà perdu 215 millions de marks et, en 1982, 300 millions de marks. Pourtant, l'année 1984 avait bien commencé pour Volks: au premier trimestre, elle avait inscrit un profit de 51 millions de marks. Comme en 1982 et en 1983, elle pourrait ne pas distribuer de dividendes en 1984.

Offre de \$114 millions à Conrail

Trois compagnies canadiennes viennent de former le holding « Trans-Ontario Rail » pour acheter Canada Southern Railroad Properties, une filiale de la société ferroviaire américaine Conrail qu'aimeraient aussi acquérir le Canadien National (CN) et le Canadien Pacifique (CP). Ce sont: Stroh Group of Companies Inc, Penfund Management du Canada et Crown Life Insurance du Canada. Ensemble, elles veulent offrir \$114,1 millions US. Le groupe Stroh est présentement devant la Commission canadienne des transports afin d'empêcher le CP et le CN d'acheter la filiale de Conrail à 71 %. Le CN et le CP ont fait une offre de \$67,2 millions US.

Des associés pour Domtar

Le groupe des emballages de Domtar Inc., la compagnie torontoise MacMillan Bathurst et la société américaine Schiffenhaus, du New Jersey, projettent de constituer une entreprise en participation, laquelle s'appellera Schiffenhaus Canada Inc. Cette nouvelle compagnie installera et mettra en service une imprimerie flexographique à bobine dans une usine qui sera construite en Ontario. L'imprimerie desservira l'industrie canadienne et américaine des emballages d'expédition en carton ondulé. Mercredi, Macmillan Bathurst, une compagnie née de la fusion des divisions de cartonnerie de Macmillan Bloedel et de Consolidated-Bathurst, annonçait la fermeture de sa vieille usine de Montréal-Est et l'agrandissement au coût de \$3 millions de ses installations de Ville Mont-Royal. Il n'y aurait aucune relation entre l'association annoncée hier et les projets de Macmillan Bathurst à Montréal.

Canada Trustco hausse ses profits

La société torontoise de fiducie et de prêts Canada Trustco a inscrit un profit net de \$17,7 millions au deuxième trimestre, soit \$3,2 millions de plus que durant la période correspondante de 1983. Pour les six premiers mois terminés le 30 juin 1984, le bénéfice net a augmenté de 21 % passant de \$28,3 millions à \$34,3 millions. Au 30 juin, les actifs sous gestion s'élevaient à \$22,9 milliards, en hausse de \$3,2 milliards par rapport au 30 juin 1983.

Émission privée de Cambridge

La compagnie Les Centres commerciaux Cambridge Limitée, de Toronto, émettra deux millions d'actions ordinaires à titre de placement privé, à l'intention de trois investisseurs institutionnels non identifiés. L'émission servira à financer l'achat de trois centres commerciaux régionaux en Alberta, propriétés de Daon Development Corporation, de Vancouver. L'émission est conditionnelle à la signature d'une entente avec Daon pour l'achat de ces centres. Le produit de cette émission atteindra \$28,5 millions. Une fois l'achat conclu, Cambridge détiendra une participation de 50 %, dans les trois centres, tandis que le Trust Royal et d'autres investisseurs institutionnels détiendront l'autre moitié. Cambridge possède plusieurs centres commerciaux régionaux au Québec et ses actions sont cotées à la Bourse de Montréal.

Bonne année pour Toshiba

Le manufacturier d'appareils électroniques japonais Toshiba Corporation a enregistré un profit record de 59 milliards de yens (environ \$255 millions US) au cours de son exercice financier terminé le 31 mars. Au cours de l'exercice précédent, son bénéfice avait atteint \$38,44 milliards de yens. Les ventes ont progressé de 13 %, passant à un niveau record de 2,7 billions de yens, ou \$11,2 milliards US, contre 2,4 billions l'année précédente.

Contrat de \$75 millions avec Gaz Métropolitain

Péto-Canada utilisera du gaz naturel comme combustible

CLAUDE TURCOTTE

Péto-Canada achètera du gaz naturel de Gaz Métropolitain pour une valeur totale de \$75 millions au cours des trois prochaines années.

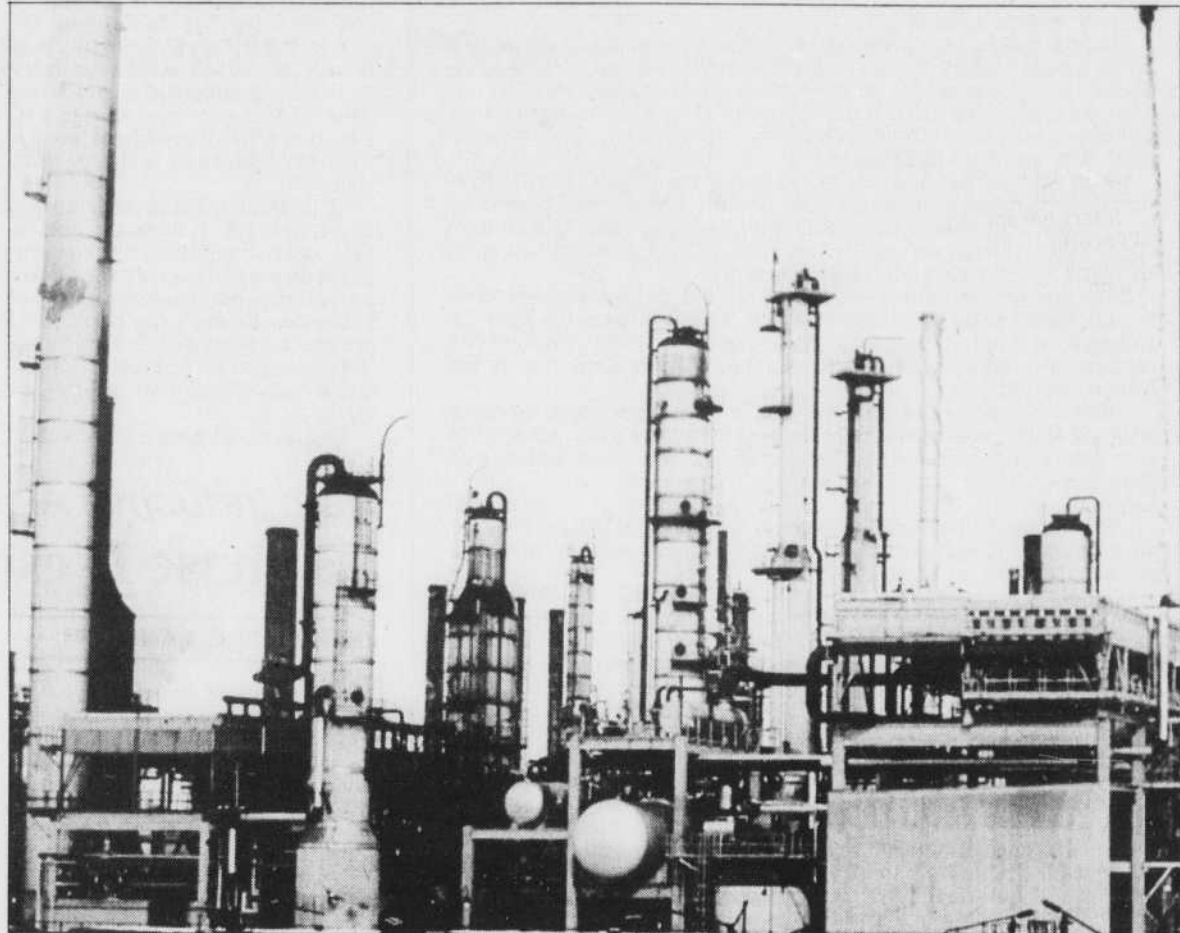
Un contrat « d'une durée initiale de trois ans » a été signé à cet effet hier matin par M. Pierre Dupuis, vice-président principal, région de l'Est, de Péto-Canada et par M. Jean Gaulin, président et chef de la direction de Gaz Métropolitain, pour qui cette transaction équivaut à au moins 4 % de son chiffre d'affaires annuel qui est de \$750 millions.

Péto-Canada entend utiliser pour \$25 millions de gaz naturel annuellement ce qui remplacera le tiers du mazout lourd, qui est le combustible actuellement employé pour faire fonctionner sa raffinerie de Montréal-Est.

Il peut paraître paradoxal à première vue qu'une compagnie de pétrole utilise une source d'énergie concurrente dans sa propre raffinerie, mais ce sont des motifs tout à fait rationnels qui ont conduit à cette décision. M. Dupuis a expliqué que le gaz naturel coûte moins cher que le mazout lourd, qui est un sous-produit du raffinage du pétrole brut. On profitera également des escomptes des gouvernements canadien et albertain pour inciter à la consommation de gaz naturel, lequel permettra des économies de 15 % ou \$3 millions par année en frais d'énergie à la raffinerie.

De plus, le gaz naturel est préférable sur le plan de la protection de l'environnement. « Combustible d'appoint ne contenant aucun soufre, le gaz naturel permettra à la raffinerie, explique-t-on, de mieux satisfaire aux normes environnementales prescrites par la Communauté urbaine de Montréal, sans oublier que la conversion améliorera l'opération des fours et en réduira l'entretien général ».

M. Dupuis a fait valoir en outre que le mazout lourd pourra être utilisé avec plus de profit dans d'autres produits, comme l'asphalte. Bref, le gaz naturel rendra véritablement



Les dirigeants de la raffinerie de Péto-Canada à Pointe-Aux-Trembles expliquent leur décision d'avoir recours au gaz naturel comme combustible en soulignant qu'il est plus économique et plus propre que le mazout lourd qu'il remplacera.

Péto-Canada plus concurrentiel. La raffinerie de Montréal-Est dépense annuellement entre \$70 et \$100 millions en frais d'énergie. Le recours au gaz naturel et la baisse du coût de l'énergie aura un effet à long terme sur le prix de l'essence, a indiqué le vice-président.

Dans l'immédiat cependant, les lois de la concurrence qui est très vive continueront de s'appliquer. D'ailleurs, les raffineries de Gulf et de Shell ont déjà un contrat d'appro-

visionnement en gaz naturel avec Gaz Métro.

Ce contrat d'approvisionnement pour les trois prochaines années n'est qu'une première étape. Péto-Canada et Gaz Métro ont déjà amorcé des négociations en vue de l'extension de ce contrat au-delà de cette période de trois ans.

Par ailleurs, Péto-Canada poursuit son programme de modernisation de \$250 millions. L'unité de dé-

monstration d'hydrocraquage Canmet et l'unité de craquage catalytique entreront en opérations au cours du troisième trimestre de 1985.

Pour sa part, Gaz Métro continue de solliciter les plus gros clients potentiels de la région de Montréal, où elle possède environ 12 % du marché énergétique. Son objectif d'augmenter sa part du marché entre 16 et 20 % du marché en 1990 tient toujours.

Les Jeux olympiques de Los Angeles se dirige vers un succès financier

GERARD MARCOUT

LOS ANGELES (AFP) — Les Jeux olympiques de Los Angeles, les premiers confiés à une société privée en raison du refus de la ville de les prendre en charge, seront finalement une bonne affaire financière pour les organisateurs, malgré les absences de l'URSS et des pays du bloc soviétique.

Association à but non lucratif, née officiellement en mars 1979, après l'accord signé entre la mairie de L.A. et le Comité international olympique, le Los Angeles Olympic Organizing Committee (LAOOC), le Comité d'organisation des Jeux, a en fait fonctionné depuis cinq ans comme une véritable entreprise indépendante, sans aucune aide de la ville, ni de l'Etat fédéral.

Sous la direction de Peter Ueberroth, un homme d'affaires avisé de 46 ans, le LAOOC, contrôlé par un Directoire de 61 membres, a su parfaitement maîtriser la situation sur le plan financier, même après l'annonce du forfait soviétique qui avait fait naître quelques inquiétudes.

Son budget, estimé début juillet à \$552,36 millions, soit \$39,18 millions de plus que celui prévu initialement, devrait en effet lui permettre de dégager un surplus d'une quinzaine de millions, destinés aux sportifs américains et aux organismes internationaux.

La piscine hamburger

Avec \$225 millions de droits de télévision vendus à la chaîne ABC, \$55 millions de droits cédés aux télévisions étrangères, \$130 à \$140 millions venant des 29 commanditaires offi-

ciels, des 47 fournisseurs, dont de nombreux Européens et Japonais, et des 57 licenciés autorisés à utiliser son sigle et sa mascotte, près de \$120 millions de vente des billets, et une trentaine de millions de recettes diverses, le LAOOC peut envisager l'avenir avec sérénité. D'autant que les royalties sur la vente des mille et un produits à ses couleurs devraient lui rapporter près de \$100 millions, chiffre qui n'est pas pris en compte dans le budget général.

Le supportable local, qui n'aura pas à supporter le poids des Jeux, peut donc être satisfait lui aussi, les dépenses municipales (\$27,1 millions) liées aux J.O., étant remboursées par le LAOOC. Grâce à l'habileté de Peter Ueberroth et de ses amis, la région bénéficiera d'autre

part, sans avoir déboursé un cent, des nouveaux équipements construits pour l'occasion, comme la piscine olympique de USC, payée \$7 millions par un spécialiste du hamburger, ou le vélodrome de Dominguez Hills qui a coûté \$4 millions à une chaîne de magasins.

Ce sens développé du business qui avait, par exemple, amené les dirigeants du LAOOC à prévoir dès le départ une réserve financière en cas de boycottage, les a malheureusement contraint à une certaine politique du secret en matière financière, peu appréciée par le Californien moyen. Ce dernier aurait, par exemple, bien aimé connaître le chiffre exact de certaines dépenses, notamment celles concernant la sécurité. Pour le savoir, il devra probablement attendre la fin des Jeux...

Le prix des Jeux

Budget (estimation début juillet) : \$552,36 millions

Dépenses principales

(Derniers chiffres officiels datant de décembre 1983, probablement en hausse).

Finances et administration:	\$98 millions
Hébergement et soins médicaux:	\$70 millions
Communication et technologie:	\$45 millions
Nouveaux équipements et installations temporaires:	\$95 millions
Organisation des compétitions sportives:	\$72 millions
Protocole et affaires culturelles:	\$37 millions
Relations publiques:	\$27 millions
Transports:	\$26 millions
Billetterie:	\$27 millions

Équipements

Piscine de l'Université de Californie du Sud: \$7 millions (payés par McDonald's Corporation)
Vélodrome de l'Université de Californie à Dominguez Hills: \$4 millions (payés par Southland Corporation)
Location et aménagements du Memorial Coliseum: \$10 millions

Villages olympiques

Location et aménagements de UCLA (University of California Los Angeles): \$10-\$12 millions
Location et aménagements de USC (University of Southern California): \$8-\$9 millions

Location et aménagements de UCSB (University of California Santa Barbara): \$3,5 millions

Recettes principales

Droits de télévision vendus à ABC:	\$225 millions
Droits de télévision des pays étrangers:	\$55 millions
Commanditaires, fournisseurs, licenciés:	\$130-\$140 millions
Vente des billets:	\$120 millions
Royalties des ventes d'objets portant le sigle du Comité d'organisation, environ:	\$100 millions
Divers:	\$33 millions

Surplus estimé

\$15 millions environ
Remboursements par le Comité d'organisation des dépenses de la ville de Los Angeles: \$27,1 millions (dont \$9,5 pour la sécurité)

Répercussions économiques

Bénéfices pour la Californie du Sud: \$3,3 milliards
Impôts versés à l'Etat fédéral: \$231 millions
Revenus pour l'Etat de Californie et la ville de Los Angeles: \$179 millions
Revenus pour les Comités de Santa Barbara et de Ventura: \$103 millions
Création d'emplois temporaires: 68,000

Le dollar US établit à nouveau des records en Europe

PARIS (AFP) — Le dollar a amélioré ses précédents records sur la plupart des marchés de changes, notamment face au mark, au franc français et au franc suisse. A Tokyo toutefois il n'a connu qu'une légère progression.

Les perspectives de hausse des taux d'intérêt américains continuent de soutenir la devise américaine et l'annonce par le Trésor d'augmenter sa prochaine adjudication hebdomadaire de bons a encore accru les

craintes de tensions sur les taux.

A Francfort, le billet vert a passé pour la première fois depuis dix ans la barre des 2,85 dm à 2,8540 dm contre 2,8447 mercredi. Son cours n'a pas été aussi élevé depuis le 23 janvier 1974. La Bundesbank a essayé d'enrayer cette hausse en vendant \$32,1 millions sur le marché officiel et en intervenant également hors-marché.

Nouveau record également à Paris, où la devise américaine a crevé

son plafond pour la troisième fois en une semaine, à 8,760 ff contre 8,7325 ff la veille. A Bruxelles le dollar s'est changé à 57,90 fb contre 57,7625 mercredi.

A Londres également, la livre a reculé jeudi à 1,3065 pour un dollar contre 1,3160 en clôture mercredi. Le billet vert cote 2,8485 dm contre 2,8390 mercredi en clôture, 8,7425 ff contre 8,7125, 2,410 fs contre 2,399, 57,815 fb contre 57,615 et 242,45 yen contre 242. A Tokyo, la monnaie américaine a

clôturé en légère hausse à 242,73 yen contre 242,40 yen mercredi en clôture.

A New York, elle atteignait de nouveaux sommets jeudi à l'ouverture des cotations, ce qui n'augure pas d'un repli: le dollar a ouvert à 2,8530 marks contre 2,8442 mercredi en clôture, à 8,7550 francs français contre 8,7375, à 2,4120 francs suisses contre 2,452 et à 0,7654 livre sterling contre 0,7630.

Les placements immobiliers demeurent intéressants

LA PRESSE CANADIENNE

L'IMMOBILIER

Un investissement sur le marché de l'immobilier ne constitue peut-être plus le placement infallible qu'il a déjà représenté, mais c'est encore un secteur rentable.

Les prix sont habituellement stables ou à la hausse après les baisses subies dans la plupart des secteurs au cours de la récente période de récession et on prévoit que la conjoncture ira en s'améliorant.

De plus, les investisseurs peuvent profiter d'une lacune de la loi sur les impôts qui a pour effet de réduire sensiblement le coût du financement d'un achat immobilier.

Même s'il n'est pas possible de soustraire aux impôts l'intérêt payé sur une hypothèque destinée à l'achat de votre maison, vous pouvez cependant déduire l'intérêt sur un emprunt effectué en vue d'investir dans l'immobilier, en vous servant de votre maison déjà payée en tout ou en partie comme garantie complémentaire.

Dans son ouvrage intitulé *Comment profiter de l'essor prochain du marché canadien de l'immobilier*, (« How To Profit From the Next Canadian Real Estate Boom », aux éditions Hurtig), Henry Zimmer fait remarquer qu'un tel arrangement peut réduire substantiellement vos frais d'emprunts.

« Même si vous devez emprunter à un taux de 15 pour cent, rappelez-vous que si vos revenus vous placent dans la tranche d'imposition de 50 pour cent, cela représente un débours, après impôt, de seulement sept pour cent », écrit-il.

Gagnant

« Si la valeur de votre investissement augmente de 10 pour cent par année, ajoute-t-il, vous sortez gagnant, même après avoir défrayé l'impôt sur les gains de capital. »

L'auteur souligne que l'important est de déterminer la valeur nette de votre propriété avant d'emprunter en vue d'investir, quoiqu'il ne soit pas nécessaire d'avoir entièrement payé votre maison.

Par exemple, si votre demeure vaut \$120,000 mais que votre hypothèque se monte à \$40,000, vous pourriez la refinancer pour \$80,000. Vous aurez besoin de la moitié de ce montant pour renouveler l'hypothèque et l'intérêt sur cette somme ne sera pas déductible d'impôts. Mais si ce qui reste de l'emprunt est employé à des fins d'investissement, dans ce cas l'intérêt est déductible.

Par contre, si vous ne voulez pas emprunter sur votre maison, alors détendez-vous et profitez de tout ce revenu supplémentaire qui n'a pas à être affecté au paiement de l'hypothèque.

Cependant, note M. Zimmer, « si vous désirez développer votre capital, c'est probablement votre meilleure occasion de mettre la main sur une importante somme d'argent vous permettant de développer vos avoirs immobiliers. »

Suggestions

A titre d'exemple, selon M. Zimmer, avec un emprunt de \$50,000 sur la valeur nette de votre maison, vous pouvez « effectuer d'importants investissements, jusqu'à \$150,000 même en biens immobiliers », en vous servant du \$50,000 comme d'un versement initial et en prenant une hypothèque de \$100,000.

M. Zimmer estime que le coût de l'hypothèque de \$100,000 doit être couvert par les revenus de location de la propriété.

Tout en consultant aux novices en la matière d'obtenir l'aide de conseillers professionnels comme des comptables, des avocats ou des courtiers, M. Zimmer a plusieurs suggestions à faire aux acheteurs.

Localisation

Ces conseils varient entre la nécessité de surveiller les changements de règlements de zonage qui peuvent rendre un investissement dans certains secteurs plus avantageux que dans d'autres et le soin que vous mettez à examiner chaque partie de la propriété avant de l'acheter.

Mais, de loin, l'aspect le plus important est la localisation. Les acheteurs devraient absolument évaluer les facilités de transport, l'accès au lieu de travail et aux centres commerciaux.

Les investisseurs potentiels devraient également surveiller les quartiers où des programmes de rénovation sont en cours. Ces programmes ont entraîné une transformation complète de quartiers des centres-villes et une augmentation correspondante de la valeur des propriétés avoisinantes.

En achetant une propriété dans un tel quartier et en la revendant, un investisseur peut souvent en retirer un profit substantiel.

Dans la même veine, M. Zimmer suggère aux acheteurs de surveiller les résidences déshabitées du voisinage.

« Autrement dit, si vous avez le choix entre la pire propriété du voisinage et la meilleure, prenez la pire, si le prix est raisonnable, affirme-t-il. Rappelez-vous que la valeur des propriétés ordinaires est gonflée par celle des plus belles et la valeur de ces dernières est diminuée par la proximité des propriétés moins attrayantes. »

S'accumuler un capital

Selon leur propre jugement ou avec l'aide de conseillers, les investisseurs peuvent réaliser leur principal objectif, soit celui de « s'accumuler un capital d'appréciation. »

« Cela est particulièrement avantageux parce que seulement la moitié de votre gain de capital est imposable sur une vente éventuelle. »

Pourquoi M. Zimmer est-il si confiant de voir la valeur des propriétés s'accroître après deux ans, pendant lesquels les prix n'ont augmenté que partiellement et, dans certains cas, diminué?

Parce qu'il est convaincu que le gouvernement canadien sera forcé d'imprimer de l'argent pour résoudre ses problèmes de dette.

« Selon moi, un retour à une inflation galopante au cours des deux ou trois prochaines années est inévitable », avance-t-il.

« Présentement, toutes les conditions sont bonnes pour investir dans l'immobilier. Une nouvelle poussée inflationniste incitera les gens à acheter, non à économiser, et quelqu'un qui investit maintenant profitera certainement du prochain boom immobilier. »

La poursuite contre Bordelais ne change rien au sort de Sodecom

LAURENT PÉPIN

La poursuite intentée contre le président-directeur général de Sodecom ne remet pas en question la proposition concordataire visant à éviter la faillite à cette entreprise.

Dans sa dernière édition, le *Bulletin hebdomadaire* de la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) révèle que M. René Bordelais est l'objet d'une poursuite de la part du substitut du procureur général de la province. L'acte d'accusation a été déposé le 20 juin à la Cour des sessions de la paix de Montréal.

M. Bordelais est accusé, en vertu de l'article 358 (1) a) du Code criminel, « d'avoir publié et mis en circulation un prospectus qu'il savait faux, en quelques points essentiels, avec l'intention d'induire des personnes à devenir actionnaires de la société ». Cette accusation fait suite à une enquête de la CVMQ et de la Sûreté du Québec.

Rejoint au téléphone mercredi, M.

Bordelais, un comptable agréé, a déclaré qu'il n'avait rien à se reprocher. « Je suis convaincu qu'il n'y a rien là-dedans. Je ne vois pas à quoi on veut en venir, a dit M. Bordelais. Je trouve ridicule que ce soit uniquement contre moi qu'il y ait poursuite. Des conseillers légaux, un courtier et les autres membres du conseil d'administration savaient ce que contenait le prospectus. Mon impression, c'est que l'on voulait viser quelqu'un. »

Selon le syndic Cramer, Lécuyer, la poursuite ne change rien à la proposition concordataire qu'ont acceptée les créanciers de Sodecom, car celle-ci, comme entité juridique, n'est pas mise en cause par cette démarche judiciaire. Le syndic Cramer, Lécuyer est chargé du dossier de Sodecom, une Société de développement de l'entreprise québécoise (Sodeq) qui est en difficulté financière depuis le début de 1983.

Le prospectus dont il est question dans la poursuite a été publié en 1982. Ce prospectus a donné lieu à une

émission d'actions ayant rapporté à Sodecom \$1.7 million sur un objectif de \$4.5 millions. C'est la maison Geoffrion, Leclerc Inc. qui a procédé à cette émission.

Peu de temps après avoir déposé le produit de son émission, Sodecom s'est vue demander par la Banque Nationale du Canada le remboursement intégral de toutes les avances qui lui avaient été consenties. Le 20 janvier 1983, la Caisse populaire Place Desjardins a emboîté le pas en saisissant les comptes de banque de Sodecom, dont le titre est l'objet d'un interdit de transactions depuis plus d'un an de la part de la CVMQ.

Au début de 1984, la CVMQ a refusé d'autoriser Sodecom à émettre des actions dans le cadre d'un plan de refinancement de l'entreprise. En vertu de ce plan, les créanciers auraient reçu une action par deux dollars prêtés. La CVMQ a estimé que cette mesure aurait entraîné une trop grande dilution de l'avoir des 2,500 actionnaires.

Les créanciers se sont alors retournés vers la deuxième option du concordat, c'est-à-dire le paiement comptant par Sodecom de sept cents par dollar de dettes. Mise à part une créance litigieuse de \$175,000 appartenant à la Caisse populaire, les créanciers garantis et privilégiés ont tous reçu leurs paiements.

Il reste maintenant à régler avec les créanciers ordinaires, qui réclament environ \$930,000 à Sodecom. Selon M. Bordelais, le montant de \$65,000 nécessaire au règlement de cette créance est déjà recueilli et Sodecom aura effacé toutes ses dettes sous peu. L'homme d'affaires s'affaire présentement à préparer des états financiers, qu'il espère pouvoir rendre publics prochainement.

Les actifs actuels de Sodecom se composent de participations dans les entreprises suivantes: Fordia Ltée, un fabricant de produits diamantés servant au forage minier et pétrolier, Source St-Hilaire, une filiale de Ressources Aiguebelle, et Service d'Informatique Professionnel C.D., qui développe et commercialise différents programmes informatiques pour la P.M.E.

La valeur de ces actifs se situerait entre \$100,000 et \$500,000, tandis que le capital-actions souscrit atteint \$6.2 millions. Toutefois, M. Bordelais estime que les actionnaires de Sodecom ont pu récupérer une grande partie de leur mise grâce au crédit d'impôt associé à l'investissement dans une Sodeq et aux autres avertissements fiscaux. Les pertes en capital ont également permis de compenser pour la baisse de la valeur boursière.

M. Bordelais est actuellement le seul employé de Sodecom. L'entreprise n'a plus qu'un casier postal et le président administre Sodecom de chez lui.

Parc industriel Alexis Nihon à Lachine La phase II est presque terminée

JEAN-PIERRE LANGLOIS

La compagnie de développement immobilier Alexis Nihon Corporation a annoncé hier que la Phase II du Parc Industriel Alexis Nihon, à Lachine, était en plein essor et que l'occupation des nouveaux locaux devrait débuter vers la mi-été.

Cette phase, qui est la deuxième d'un méga-projet de six à huit phases ayant débuté en 1982, comporte quatre édifices totalisant 300,000 pieds carrés. Ce sont des entreprises qui occuperont les édifices de la phase II

comme celles se consacrant à la haute technologie, des compagnies pharmaceutiques, etc.

Selon M. Gordon Rodin, vice-président de la compagnie, le Parc Industriel Alexis Nihon, situé sur la 32^{ème} ave à Lachine, est sans aucun doute le plus vaste projet de développement industriel et commercial privé de sa catégorie. Plus de 7.5 millions de pieds carrés de terrain seront construits, ce qui nécessitera des investissements de plus de \$175 millions.

Par ailleurs, LE DEVOIR a appris que la compagnie devrait annoncer à

la mi-septembre un important programme de modernisation de la plaza Alexis Nihon à Montréal, qui possède la compagnie depuis un an. Le programme de modernisation devrait comporter l'expansion de l'immeuble actuel rue Atwater et Ste-Catherine à Montréal.

Alexis Nihon Corporation est une compagnie de développement entièrement intégrée, active dans les domaines du design, du développement, de la construction, de la location, le financement et l'administration de projets immobiliers.

Selon le Conseil du patronat

Ottawa ne doit pas profiter de l'élection pour oublier Pétromont et la pétrochimie au Québec

CLAUDE TURCOTTE

Selon le vice-président exécutif du Conseil du patronat du Québec, M. Ghislain Dufour, le gouvernement fédéral doit absolument nommer un porte-parole le plus tôt possible pour discuter de l'avenir de Pétromont et de la pétrochimie à Montréal et ne doit en aucune façon prendre prétexte des élections générales pour repousser une décision à l'automne.

« Nous sommes déjà allés à Ottawa l'été pour d'autres domaines qui étaient peut-être moins importants que ça », a ajouté M. Dufour au cours d'une conférence de presse. Le temps presse, notamment parce que Union Carbide a l'intention de cesser la production de polyéthylène à Montréal-Est en septembre, si aucune mesure n'est annoncée pour inciter la compagnie à renverser sa décision. Une telle fermeture entraînerait assurément la fermeture à Varennes de l'usine de Pétromont, qui est le fournisseur de Union Carbide. C'est 350 emplois directs qui sont ainsi en jeu et leur disparition aurait un effet très rapide sur 1,000 autres emplois, sans compter les effets en cascades sur d'autres entreprises en périphérie.

M. Dufour a rappelé que c'est depuis le 19 juin dernier que divers groupes, soit le Conseil du patronat, la Chambre de commerce du Québec, la Chambre de commerce de Montréal et le Bureau de commerce de Montréal, ont eu des dis-

cussions avec M. Rodrigue Biron et les représentants du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Les quatre organismes endossaient ensuite une proposition de M. Bi-

ron pour une subvention additionnelle dans Pétromont de \$15 millions de la part de Québec, à la condition qu'Ottawa en fasse autant. Le gouvernement fédéral n'a pas répondu à cette in-

itation. Puis, après la convention libérale les trois mêmes organismes envoyaient un télégramme au nouveau premier ministre, M. Turner et réclamaient une « réunion immé-

diante » avec lui pour discuter de l'avenir de l'industrie pétrochimique au Québec.

« L'industrie pétrochimique au Québec et à Montréal plus spécifiquement est agonisante

en vertu de ce que nous croyons imputable à un traitement extrêmement défavorable de l'énergie à l'égard du Québec et de la région de Montréal », disaient-ils dans ce télégramme.

En vacances, au Québec, on respire, on relaxe, on découvre, on déguste, on fête...



On vous attend en Estrie!

L'Estrie la région qui plaît!

PLEIN SOLEIL ET GASTRONOMIE DANS UN DÉCOR D'AUTREFOIS

VACANCES SOLEIL

- Piscine
- Accès au lac
- Plancher à voile
- Canot
- Pedalo
- avec suppl.
- Tennis, golf
- équitation

Auberge Hatley

LE CHARME D'UNE VIEILLE DEMEURE

- Construite en 1903
- 20 chambres
- Meubles antiques
- Foyers
- Poutres massives
- Papier peint
- Courtepointes

FORAITS WEEK-END 117.50\$/pers
FORAITS SEMAINE 240\$/pers

UN RELAIS POUR LES GOURMETS GOURMANDS

POUR RENS.: (819) 842-2325
C.P. 330 NORTH HATLEY
QUÉBEC J0B 2C0

Les Cantons de l'Est

Les Auberges du Lac Massawippi

MANOIR HOVEY

Une auberge historique sur le lac
Ambiance fleurie et romantique

forfaits par personne — tout compris
dim. vend. — à partir de 250 \$
8 jours/7 nuits — à partir de 365 \$
"weekend" — à partir de 110 \$

Appelez (819) 842-7421
C.P. 60 D. North Hatley, Québec, J0B 2C0

AUBERGE RIPPLECOVE

Un relais gastronomique sur les rives du lac.
Centre de voile et de planche à voile.

forfaits par personne — tout compris
dim. vend. — à partir de 199 \$
(avec voile et planche à voile) — à partir de 249 \$
8 jours/7 nuits — à partir de 294 \$
"weekend" — à partir de 105 \$

Appelez (819) 838-4296
C.P. 246 D. Avers's Cliff, Québec J0B 1C0

Pour informations au sujet des possibilités de vacances qui vous sont offertes au Québec, téléphonez sans frais au:

873-2015 (région de Montréal) **1-800-361-5405** (ailleurs au Québec)
ou écrivez à: **TOURISME QUÉBEC**, Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme
C.P. 20 000, Québec (Québec) G1K 7X2

Québec

Diminution de 11 % des bénéfices dans l'industrie pétrolière au Canada

OTTAWA (AFP) — L'industrie pétrolière au Canada a enregistré en 1983 une hausse de 5 pc de ses recettes, qui ont atteint 56.5 milliards de dollars canadiens, et une baisse de 11 pc de ses bénéfices à 1.5 milliard de dollars, selon le rapport annuel de l'Agence de surveillance du secteur pétrolier (ASSP), publié mercredi à Ottawa.

Les ressources d'autofinancement ont pour leur part augmenté de 16 pc à 8.5 milliards de dollars. Cette hausse est due, selon l'ASSP, notamment à une majoration du prix du pé-

trole brut dans le secteur amont et à une augmentation de la production.

Par ailleurs, les sociétés sous contrôle étranger ont réalisé des bénéfices nets de 2.1 milliards de dollars, soit une progression de 35 pc par rapport à 1982. Les sociétés sous contrôle canadien ont subi pour leur part une perte totale de 580 millions de dollars l'année dernière après des bénéfices de 135 millions en 1982.

Enfin, les dépenses d'exploration au Canada se sont accrues de 17 pc par rapport à 1982 pour atteindre 4.2 milliards de dollars.

Celanese vendra son usine de Coaticook à la municipalité pour \$1

COATICOOK (PC) — Le conseil d'administration de Celanese Canada a accepté hier de vendre son usine de Coaticook à la municipalité pour la somme nominale de \$1. La nouvelle a été confirmée par M. François Sanchez, directeur de la fabrication chez Celanese, qui a précisé qu'une confirmation écrite serait acheminée aux autorités municipales « dans les prochains jours ».

Immédiatement après avoir été informé de la décision de Celanese, les membres d'un comité spécial chargé de trouver une solution de rechange ont contacté la compagnie Les Produits cellulaires de Waterville, qui s'est déjà montrée intéressée à acheter l'usine de Coaticook, afin d'organiser une première séance intensive de négociations en vue de l'implantation d'une nouvelle entreprise.

Selon M. Sanchez, en se départissant de ses installations pour une somme symbolique, la compagnie renonce à récupérer un montant frisant les trois millions de dollars.

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS ASSOCIATES

Fondée en 1982

Conseils en propriété intellectuelle

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

1514, Docteur Penfield Montréal, Canada, H3G 1X5

Tél.: (514) 934-0272. Téléc.: 05-268656, Cable: MARION

Jacques Paquin remplace Daniel Perlstein à la tête de la SNA

ANDRÉ BOUTHILLIER

Le président de la Société nationale de l'amiante (SNA), M. Daniel Perlstein, a démissionné de son poste et a été remplacé par M. Jacques Paquin, un ingénieur âgé de 54 ans.

C'est ce qu'a annoncé hier par voie de communiqué le ministre de l'Energie et des Ressources, M. Yves Duhaime.

Administrateur et directeur de plusieurs entreprises privées et publiques, M. Paquin est entré dans ses nouvelles fonctions hier. Il a également été nommé membre du conseil d'administration de la société d'Etat.

Cette nouvelle a pris le monde de la finance un peu par surprise. Normalement, le mandat de M. Perlstein devait prendre fin en juin 1985.

Rejoint par LE DEVOIR à son domicile de Magog, M. Perlstein a précisé qu'il avait fait part de son intention de démissionner au gouvernement dès le mois d'avril dernier.



« J'avais demandé à mon conseil d'administration de trouver un successeur avant la fin de mon mandat. M. Paquin a pris

mon siège hier. Quant à moi, je prends des vacances jusqu'à la mi-août », a-t-il dit, apparemment soulagé de quitter la SNA.

« Cinq ans à la tête de cette société, ça me suffisait. Je n'ai jamais resté aussi longtemps dans une entreprise », de dire celui qui cumulait les fonctions de sous-ministre adjoint des Mines et Ressources, avant d'accepter la présidence de la SNA, en 1979.

M. Perlstein a cependant déclaré qu'il ne quittait pas la SNA à cause de divergences d'opinions avec son conseil d'administration ou avec le gouvernement québécois. Mais il a refusé de commenter son expérience, préférant laisser les autres s'en charger.

Il laisse à M. Jacques Paquin une entreprise publique qui a coupé son déficit de moitié en 1983-1984. Celui-ci est passé de \$16,8 millions à environ \$8 millions. Toutefois, dans une entrevue accordée au DEVOIR au début de mai, M. Perlstein avait déclaré qu'il n'entrevoit aucune amélioration financière de la SNA en raison de l'état du marché de l'amiante.

Fondée en 1977 par le premier gouvernement

Lévesque, la SNA a depuis vécu quelques dossiers mouvementés dont les nationalisations des actifs de Bell Asbestos et ceux de la Société Asbestos ont été sûrement les points culminants. Au cours de la présidence de M. Perlstein, la SNA a subi les effets négatifs de la récession et de la campagne inter-

naionale menée contre les effets toxiques de l'amiante. Un centre de recherche a d'ailleurs été créé pour trouver de nouveaux produits provenant de ce minerai industriel.

Selon un porte-parole du gouvernement, M. Paquin a toutes les qualités nécessaires pour remplacer M. Perlstein.

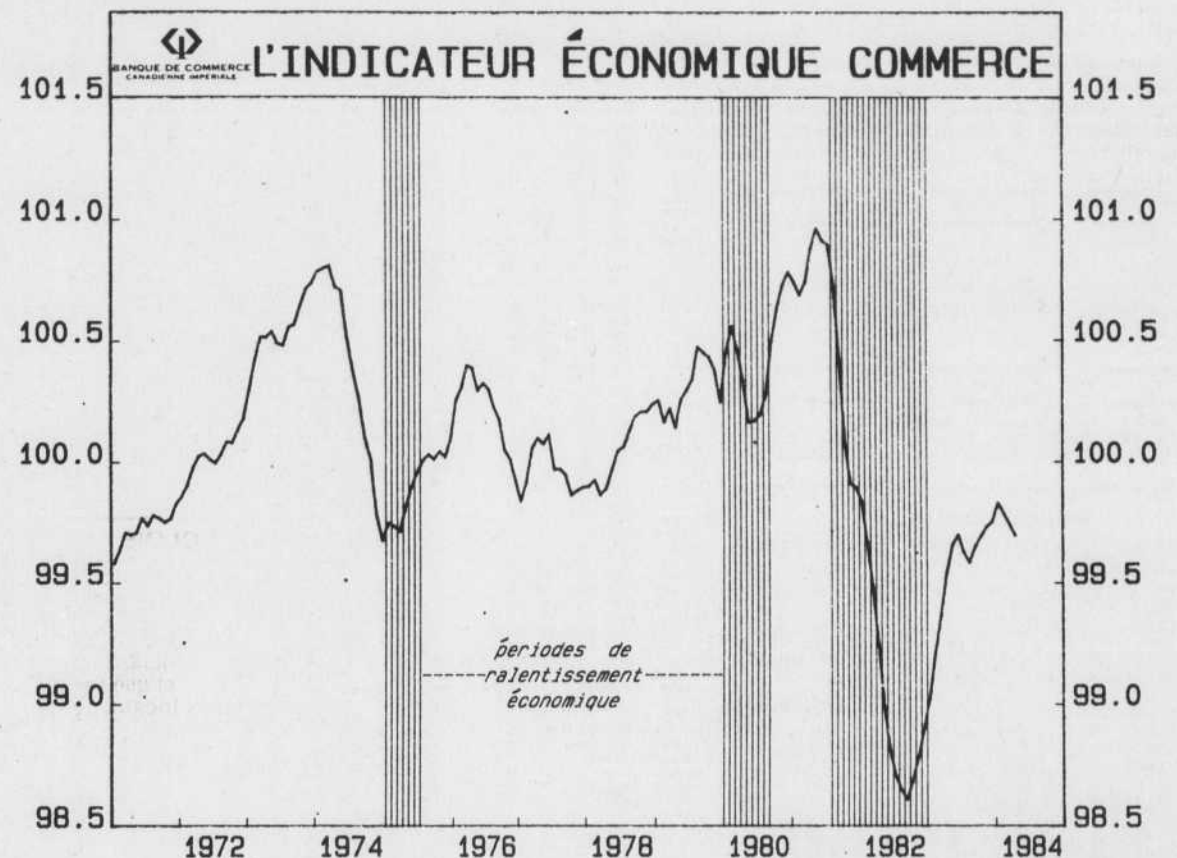
M. Paquin présente un curriculum vitae assez long. Jusqu'à sa nomination, il était président de Cogesfonds, une société montréalaise de services-conseils et de gestion de portefeuilles, ainsi que conseil spécial pour la firme comptable Raymond Chabot Martin Paré et Associés. Il était aussi membre du

conseil de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.

Auparavant, il avait cumulé les fonctions de vice-président principal de la Société général de financement, de président du conseil de Sogefor, une filiale de MacLaren et de la SGF, de président du conseil de Forano, président du

conseil de Artopex, un fabricant de mobiliers de bureau, et membre de l'exécutif de Marine Industrie, filiale de la SGF. Il a déjà été vice-président placements du Groupe Prêt et Revenu et président directeur général de l'Office du crédit industriel du Québec.

L'indicateur Commerce à la baisse



L'indicateur économique Commerce a baissé de 0,05% en avril dernier, a annoncé hier la banque de Commerce Canadienne Impériale. C'est la troisième fois consécutive que l'indicateur est en baisse, après avoir régressé de 0,04% et 0,16% en février et en mars respectivement. Les derniers reculs de l'indicateur économique Commerce, ainsi que la tendance à la hausse des taux d'intérêt laissent entrevoir que la croissance économique continuera à être relativement faible pendant le reste de l'année. Des huit composantes de l'indicateur, quatre ont fléchi en avril. L'indicateur économique Commerce se compose de huit variables dont l'évolution tend à prévoir les variations qu'enregistre l'activité économique en général.

Les agences de publicité demandent à Québec de respecter les règles du jeu

CLAUDE TURCOTTE

Le Conseil des agences de publicité du Québec, qui représente 22 agences détenant 75% du volume publicitaire au Québec, s'inquiète d'un précédent éré récemment et prie le ministre des Communications de « respecter les procédures généralement utilisées par son ministère dans le choix des agences de publicité devant travailler pour le gouvernement ».

C'est ce que le Conseil dit dans une lettre envoyée mercredi dernier à M. Jean-François Bertrand, à la suite du refus par un comité de sélection formé de fonctionnaires de retenir l'une des trois agences pré-sélectionnées pour la préparation d'une campagne de promotion de l'essor économique du Québec. Le budget prévu pour cette campagne est de l'ordre de \$1,35 million.

Contrairement à la pratique en vigueur depuis 1977, soutient le Conseil des agences, « le comité de sélection aurait rempli son mandat en établissant un ordre au mérite mais aurait finalement recommandé l'audition de trois nouvelles agences, se disant insatisfait tant des analyses théoriques que des propositions de création ».

Les trois agences pré-sélectionnées pour ce concours, selon le processus habituel, c'est-à-dire par le truchement de l'ordinateur « Rosalie », ont été Dialogue Communication, McCann-Erickson Publicité du Canada Ltée et Publicité McKim Ltée, qui ont chacune dépensé environ \$25,000 pour préparer une présentation, selon les critères habituellement retenus pour le choix d'une agence.

C'est la première fois que le comité de sélection rejette les trois agences pré-sélectionnées, qui dans le cas présent, ont toutes reçues la même réponse de « cinq lignes et deux-tiers », sans explications sur les raisons du refus et surtout sur la décision de demander à trois nouvelles agences l'élaboration d'une nouvelle présentation.

M. Gaétan Bouchard, le président du Conseil des agences de publicité du Québec, ainsi que des représentants des trois agences concernées spécifiquement, insistent sur l'aspect très onéreux de ces pré-

sentations, qui nécessitent souvent l'embauche d'artistes. La compensation pour les agences participantes qui n'obtiennent pas un contrat varie de \$1,000 à \$2,500, ce qui serait bien loin de couvrir les frais généralement encourus pour une telle présentation, qui détermine en définitive le choix final d'une agence.

Le système de la pré-sélection avec l'aide de « Rosalie », comme on le fait du reste pour de nombreux autres soumissionnaires, est en vigueur depuis 1977. L'objectif du gouvernement en l'appliquant en 1977 était d'être juste pour toutes les agences et de faire des choix non partisans. Selon le Conseil, cet objectif a été atteint, mais le système est beaucoup trop coûteux et il a l'inconvénient de ne pas assurer de permanence dans la dispensation des services de publicité.

Le Conseil a l'intention de soumettre éventuellement un mémoire dans lequel il fera valoir que le gouvernement devrait choisir une agence en fonction de sa compétence, son expérience et de son aptitude à bien remplir un service particulier sur une certaine période de temps (deux ans par exemple). Présentement, le choix d'une agence se fait pour un programme spécifique, comme OSE ou « On s'attache au Québec », etc...

Pour ce qui est du précédent dénoncé par les agences, le Conseil soupçonne que le mandat donné au sous-ministre adjoint des Communications, M. Jean-Claude Picard, de centraliser les structures et les budgets de communications du gouvernement, y est peut-être pour quelque chose dans la décision du comité de sélection. Toutefois, le Conseil préfère attendre une réponse officielle du gouvernement avant de s'engager plus avant dans le débat.

Les rapports des agences de publicité avec le gouvernement fédéral sont établis sur un tout autre système. Selon le Conseil, les agences sont tout simplement nommées par le gouvernement fédéral, en tenant compte de considérations partisans dans une certaine mesure, avec le résultat que certaines agences n'ont jamais de contrats du gouvernement canadien, alors que d'autres sont assurées d'une continuité qui peut s'étendre sur plusieurs années.

Cette fois avec des billets gratuits en prime

Air Canada et CP Air se lancent à la conquête des voyageurs

Nouvel épisode dans la guerre des tarifs aériens: les sociétés aériennes canadiennes ont décidé de récompenser leurs passagers assidus en leur offrant des billets ou des voyages gratuits.

Mercredi, la société CP Air passait à l'attaque en dévoilant son « programme bonis » offert aux passagers de ses vols réguliers intérieurs, longs courriers et intercontinentaux. Par exemple, un voyageur ayant accumulé 27,000 milles pour les vols de moins de 1,500 milles (vols intérieurs) aura droit à un billet gratuit.

Hier, Air Canada a riposté en présentant son programme « Aéroplan ». Comme pour CP AIR, les primes sont fonction du kilométrage accumulé sur

tous les vols réguliers, à l'exception de certains tarifs réduits. Ainsi, les clients voyageant en première auront droit à une surprime de 50%.

Cette nouvelle épisode est une conséquence de la déréglementation mise en vigueur par le gouvernement fédéral, le mois dernier. Cette déréglementation a déclenché une guerre des prix sans merci. Quelques jours après la décision d'Ottawa, Québecair annonçait des réductions allant de 25 à 50% après l'achat d'un certain nombre de billets pour le vol Québec-Montréal-Toronto. Depuis le lancement de ce programme, la société aérienne québécoise a augmenté son taux d'occupation de 40%, selon un porte-parole de la compagnie, Mme Lise Bisson.

Chute des bénéfices

NEW YORK (AFP) — La Manufacturers Hanover, 4ème banque américaine, a enregistré une diminution de 8,5 pc de ses bénéfices au cours du second trimestre 1984 en raison de problèmes présentés par ses prêts à l'Argentine, a-t-on appris officiellement jeudi.

Sa maison mère, la Manufacturers Hanover Corp., a en effet annoncé que ses bénéfices nets au cours de ce trimestre étaient tombés à \$73,7 millions, contre \$80,5 millions pour la période correspondante de 1983.

Elle attribue ce recul au fait qu'elle a dû classer

comme non performants au 30 juin dernier environ \$639 millions de crédits à l'Argentine. Les intérêts de ces prêts n'avaient été que partiellement payés depuis 90 jours par Buenos Aires, ce qui a entraîné indirectement une diminution de \$21,4 millions des bénéfices nets de la banque.

La Manufacturers Hanover, rappelle-t-on, avait fait l'objet de rumeurs négatives, vite démenties, concernant sa situation financière il y a quelques semaines, peu après que la Continental Bank eut été sauvée en extrême de la faillite.

BERGER
LE PASTIS À SON MEILLEUR
035881

MONTRÉAL-PARIS-MONTRÉAL
GRAND SPÉCIAL
PARIS-WARDAIR \$489 Can
SPÉCIAL AIR-AUTO SUR DEMANDE
TOURING CLUB DE FRANCE
2050 rue Mansfield, Mezzanine B
Métro Peel — Tél.: 281-1040 Permis du Québec

LE RÉSEAU DESJARDINS

UN POINT C'EST TOUT.

UN POINT DE SERVICES, C'EST L'ACCÈS À TOUT LE RÉSEAU DESJARDINS!

- Inter-Caisses, dans 1 475 points de services;
- les Guichets Automatiques Desjardins, plus de 85, accessibles 18 heures par jour, même le dimanche!
- Visa Desjardins, acceptée dans 140 pays et territoires* à travers le monde;
- des transferts de fonds vers tous les continents;
- des chèques de voyage, des traites, du numéraire et des mandats étrangers;
- et plus de 20 000 employes(es) dans les 1 643 caisses Desjardins: partout un accueil chaleureux!

desjardins

FINANCE

Fermeture à la baisse

TORONTO (PC) — Les cours se sont tassés dans un marché animé, jeudi, à la Bourse de Toronto. L'indice composé a fini la journée en recul de 21,25 points, à 2175,88.

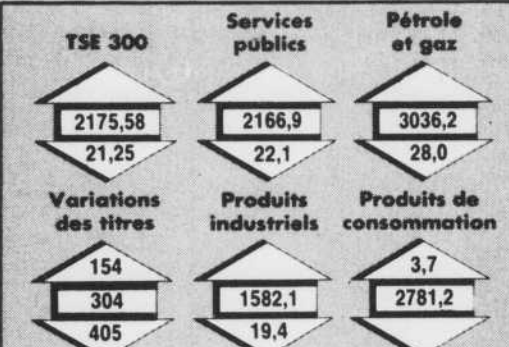
Environ 7,63 millions d'actions ont été échangées, au lieu de 7,18 millions la veille.

Dans les valeurs industrielles, Noranda a perdu 7-8 à \$18 1/4, Alcan 1-2 à \$35 1/4, Bell Enterprises 1-4 à \$31 3/4. Dome Petroleum a gagné 1/4 à \$22 1/4 et Northern Telecom 3-8 à \$44 7/8. Trimac a gagné 1-8 à \$5 1/8. Vulcan Industrial Packaging cinq cents à \$1,65, Cambridge 1-8 à \$13 3/4, Mikes Submarines 35 cents à \$4,75 et Omnibus Computer 20 cents à \$2,20.

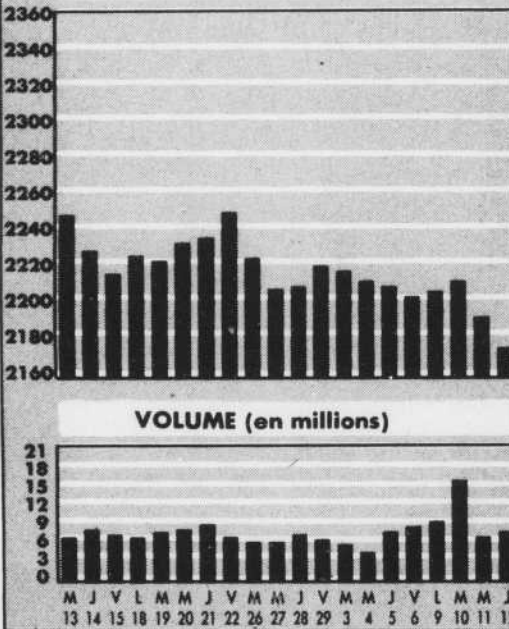
Dans le secteur des mines, Placer Development a cédé 1/4 à \$17 3/4, Aiguille Resources 5-8 à \$6 3/8 et Breakwater Resources 1-2 à \$6. Campbell Red Lake a gagné 1-8 à \$26 3/4 et Scintille 10 cents à \$1,10.

Du côté des pétroles, Cheffman Development abandonne 3-8 à \$15 3/8, Asamera Inc. 1-4 à \$12 5/8 et Pan-Canadian Petroleum 1-4 à \$26 1/2. Westmin Resources monte de 1-8 à \$12 3/8 et Sceptre Resources de 1-8 à \$6 1/4.

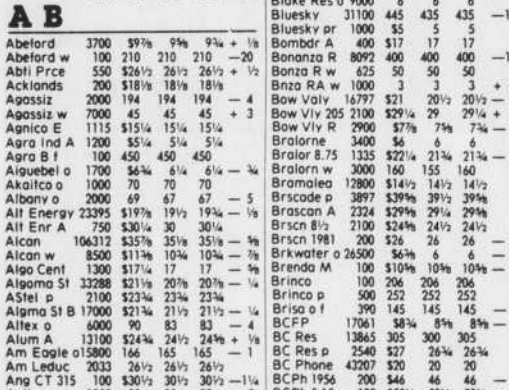
Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE



INDICE GÉNÉRAL



VOLUME (en millions)



AB

Abelard	3700	99%	99%	99%	99%
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210
Abelard	100	210	210	210	210

CD

CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210
CD	100	210	210	210	210

EF

EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210
EF	100	210	210	210	210

GH

GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210
GH	100	210	210	210	210

OP

OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210
OP	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

QF

QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210
QF	100	210	210	210	210

C Comp	300	115	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15

C Comp	300	115	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15

C Comp	300	115	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15

C Comp	300	115	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15
C Comp	1475	119%	14%	15

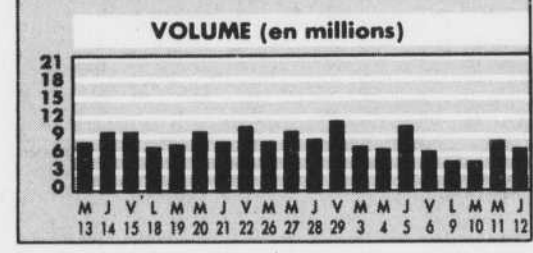
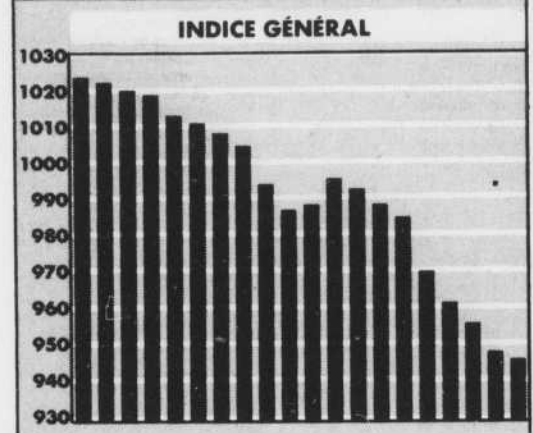
VANCOUVER

Séance à la baisse

VANCOUVER (PC) — Les cours étaient en baisse dans un marché léger, hier, à la Bourse de Vancouver. En tout, 6,612,506 actions ont changé de main. On dénombra 162 titres en hausse, 213 en baisse et 392 stables.

L'indice général a terminé la séance à 945,69, en recul de 4,22 points par rapport à la veille.

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE



A B

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Abstar	2500	90	90	
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25
Abstar	2500	90	90	+25

C D

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5
Cal dnr	1500	305	305	+5

E F

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2
Eagle	5700	23	20	-2

G H

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1
Galactic	1700	17	17	-1

I J

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	
Icon	1000	211	210	

K L

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2
Kab	18500	49	48	+2

M N

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

O P

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1
Opt	1700	17	17	-1

Q R

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	
Q	4500	85	85	

ST

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	
S	12500	23	23	

T

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	
T	12500	23	23	

U V

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	
U	1000	80	80	

W X

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8
W	3500	67	67	-8

Y Z

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	
Y	1000	80	80	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

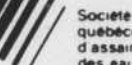
Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	

MACINTOSH

Ventes	Haute	Bas	Ferm.	O.
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	56	56	
Mac	1100	5		

AVIS PUBLICS

Province de Québec, District de Montréal, COUR PROVINCIALE, No: 500-02-02338-845, G. GREWAL, demandeur -vs- G. GILS, défendeur. Le 25 juillet 1984 à 14 h 00 heures à la place d'affaires de la défenderesse au No 665, rue Darlington en la cité et district de Montréal, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de la défenderesse 8624 (CANADA LTEE, saisis en cette cause, consistant en: 2 casiers enregistrés National, etc., Conditions: ARGENT COMPTANT, SERGE O. ENCU, huissier 866-3375, Montréal, ce 11 juillet 1984.



SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Appel d'offres no: 013-3-02-41-04
Pour 15h00
Le mardi, 28 août 1984

La Société québécoise d'assainissement des eaux requiert des offres pour la construction d'environ 1,085 mètres linéaires de conduite d'égout de diamètre de 915 mm, de 75 mètres linéaires de conduite de 455 mm, d'une traverse de rivière consistant en la pose d'une conduite de 356 mm de diamètre, ainsi que la réfection de la voirie du secteur concerné, dans la ville de Châteauguay.

DOCUMENTS DISPONIBLES

Lieu de vente: Société québécoise d'assainissement des eaux, Service de l'approvisionnement, 1055, boul. Dorchester est, 10e étage, Montréal (Québec) H2L 4S5. Tél: (514) 873-7411.

Prix: 75,00\$ non remboursable par chèque visé ou mandat payable à la Société québécoise d'assainissement des eaux.

Lieux de consultation: Hôtel de ville de Châteauguay; Association de la Construction de Montréal et de Québec; Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec; Bureaux de la Société à Montréal.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS:

Lieu: Hôtel de ville de Châteauguay, a/s M. Fernand Gendron, Ingénieur, 5, boulevard Youville, Châteauguay (Québec) J6J 2P8.

Date et heure: Le mardi, 28 août, 1984 à 15h00.

DÉPÔT DE SOUMISSION
Montant: 86 000,00\$

Forme: Chèque officiel ou visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire ou un cautionnement de soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société québécoise d'assainissement des eaux sont admises à soumissionner.

La Société québécoise d'assainissement des eaux ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francine Constantineau, ing.
Directeur, approvisionnement et contrats.



SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Appel d'offres no: 110-3-02-41-01
Pour 13h50
Le vendredi, 3 août 1984

La Société québécoise d'assainissement des eaux, la ville d'Amqui et la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre requièrent des offres pour:

- PARTIE "A"**
- la fourniture et la pose d'environ:
 - 6000 mètres linéaires d'égout domestique de diamètre variant de 250 à 1200 mm.
 - 260 mètres linéaires d'égout combiné de diamètre variant de 250 à 375 mm.
 - 1300 mètres linéaires de conduite d'eau de diamètre variant de 150 à 200 mm.
 - 380 mètres linéaires de conduite de refoulement de diamètre variant de 100 à 200 mm.

Ces travaux comprennent également plusieurs regards d'égout, raccordements et branchements.

PARTIE "B"

la fourniture et la pose d'environ 53 mètres linéaires de conduite d'eau ainsi que la reconstruction de la chaussée.

Tous ces travaux sont effectués dans la ville d'Amqui et la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre.

DOCUMENTS DISPONIBLES

Lieu de vente: Société québécoise d'assainissement des eaux, Service de l'approvisionnement, 1055, boul. Dorchester est, 10e étage, Montréal (Québec) H2L 4S5. Tél: (514) 873-7411.

Prix: 75,00\$ non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la Société québécoise d'assainissement des eaux.

Lieu de consultation: Hôtel de ville d'Amqui; Hôtel de ville de Saint-Benoît-Joseph-Labre; Association de la Construction de Montréal et de Québec; Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec; Association de la construction du Bas St-Laurent, Rimouski; Bureaux de la Société à Montréal et à Québec.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS:

Lieu: Hôtel de ville d'Amqui, a/s M. François Duranleau, Greffier, 20, avenue du Parc, C.P. 784 Amqui (Québec) G0J 1B0.

Date et heure: Le vendredi, 3 août 1984 à 13h50.

DÉPÔT DE SOUMISSION
Montant: 3 000\$ Partie A
Travaux d'assainissement
Montant: 220 000\$ Partie B
Travaux municipaux

Forme: Chèque officiel ou visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire ou un cautionnement de soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société québécoise d'assainissement des eaux sont admises à soumissionner.

La Société québécoise d'assainissement des eaux la ville d'Amqui et la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre ne s'engagent à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francine Constantineau, ing.
Directeur, approvisionnement et contrats.

Soyez avisés que les actionnaires de MAISON DES TISSUS D'ÉLEGANCE (CANADA) LTEE — SHEER ELEGANCE ENTERPRISES (CANADA) LTD. à une assemblée spéciale des actionnaires du 9 avril 1983, ont adopté une résolution spéciale pour liquider volontairement la compagnie en vertu de la L.S.C.C., et un certificat d'intention de dissolution fut émis le 31 mai 1984. Si vous avez une réclamation contre la compagnie, elle doit être envoyée en dehors de 2 mois de la date de cet avis, après que les biens de la compagnie seront distribués au pro rata des réclamations reçues.

MONTREAL, ce 9 avril 1984
MAISON DES TISSUS D'ÉLEGANCE (CANADA) LTEE — SHEER ELEGANCE ENTERPRISES (CANADA) LTD.
WILLIAM J. CAMERON
4810 ouest, rue Jean Talon
Suite 401
Montréal (Québec) H4P 2N5

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

NO: 500-12-107134-813
PAULINE BÉLANGER, Requérente

-vs- RICHARD FILION, Intimé

AVIS PUBLIC

A: Richard Filion
Adresse inconnue
PRENEZ AVIS qu'une requête en annulation des droits de sortie sera présentée par la requérante pour adjudication devant l'Un des Honorables Juges de la Cour Supérieure au Palais de Justice de Montréal, au 1^{er} étage, rue Notre-Dame en salle 217, le 21 septembre 1984, à 9 h 15 heures de l'avant-midi, ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Une copie de ladite requête a été laissée à votre intention au greffe de cette Cour.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

MONTREAL, ce 6 juin 1984
(S) DOMINIQUE DI BERNARDO
Protonotaire-adjoint

Magloire, Bissonnette, Ahern
Mes Magloire, Bissonnette, Ahern
Avocats
12335, boul. Rolland, suite 10
Montréal-Nord, Québec
H1G 6A6

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

NO: 500-04-002657-840
MARIE-JOSÉE JEAN-CHARLES, Requérente

-vs- KEN DORNEVAL, Intimé

AVIS PUBLIC

A: Ken Dorneval
Adresse inconnue
PRENEZ AVIS qu'une requête pour garde d'enfant sera présentée par la requérante pour adjudication devant l'Un des Honorables Juges de la Cour Supérieure au Palais de Justice de Montréal, au 1^{er} étage, rue Notre-Dame en salle 217, le 14 septembre 1984 à 9 h 15 heures de l'avant-midi, ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Une copie de ladite requête a été laissée à votre intention au Greffe de cette Cour.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

MONTREAL, ce 25 juin 1984
(S) MARCELLE AUBRY
Protonotaire-adjoint

(s) Magloire, Bissonnette, Ahern
Mes Magloire, Bissonnette, Ahern
Avocats
12335, boul. Rolland, suite 10
Montréal-Nord, Québec
H1G 6A6

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

(Division des Divorces)

NO: 500-12-135221-848
MARIE-JOSETTE CHARLES, Partie requérante

-vs- PIERRE-VOLTAIRE LEBLANC, Partie intimé

PAR ORDRE DE LA COUR
La partie intimée PIERRE-VOLTAIRE LEBLANC est par les présentes requise de comparaître dans un délai de 60 jours de la présente publication. Copie de la requête en divorce a été laissée à la division des divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution dans les délais susdits, la partie requérante procédera à obtenir contre vous, par défaut, un jugement de divorce accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires que la partie requérante sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Marcel Aubry, P.A.
Registraire & BROTT

BORENSTEIN, DUQUETTE & BROTT
5311, ave du Parc
Montréal, H2V 4G9

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

NO: 500-05-007071-846
GAUTHIER & FRÈRES INC., demanderesse

-vs- GEORGES GAGNON & ALS, défenderesses

PAR ORDRE DE LA COUR
A: GEORGES GAGNON
défendeur

Le défendeur est par les présentes requis de comparaître dans un délai de trente (30) jours de la présente publication. Une copie de la DÉCLARATION et BREF D'ASSIGNATION a été laissée à la Cour à votre intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution dans les délais susdits, la demanderesse procédera à obtenir un jugement par défaut contre vous.

MONTREAL, le 4 juillet 1984
DOMINIQUE DI BERNARDO

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

NO: 500-04-002542-844
PIERRILIA LUCIEN, Requérente

-vs- BALTHAZAR AUGUSTE, Intimé

AVIS PUBLIC

A: BALTHAZAR AUGUSTE
Adresse inconnue
L'intimé est par la présente requis de comparaître devant le protonotaire de cette Honorable Cour, dans un délai de trente (30) jours, à compter de la publication de cet avis. Une copie de l'action en séparation de corps a été laissée à son intention au greffe de la Cour Supérieure au Palais de Justice de Montréal. Prenez de plus avis, qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution dans les délais susdits, la requérante procédera à obtenir contre vous, par défaut, jugement dans cette cause.

MONTREAL, ce 26 juin 1984
(S) MARCELLE AUBRY
Protonotaire-adjoint

Magloire, Bissonnette, Ahern
Mes Magloire, Bissonnette, Ahern
Avocats
12335, boul. Rolland, suite 10
Montréal-Nord, Québec
H1G 6A6

Allied Van Lines, Inc., Chicago, Illinois, U.S.A. a déposée auprès de la Commission des Transports du Québec une demande pour modification aux articles 25, 30, 31 et 57, entrant en vigueur le 15 août 1984, au Tarif du contrat ALLV 16 pour le compte de Compugraphic Corporation. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter les modifications déposées auprès de la Commission.

Tout intéressé peut faire intervention ou opposition à la demande dans les cinq (5) jours qui suivent la deuxième parution dans les journaux.

Première parution: 12 juillet 1984
Deuxième parution: 13 juillet 1984
W. David McConnell,
Officier des Tarifs
222 Dixon Road, Suite 304
Weston, Ontario
M9P 3S5

NO: 500-12-135390-841
SAMIR YOUSSEF BASMA, Requérent

-vs- BETTY BASMA née NANCE, Intimée

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimée BETTY BASMA née NANCE est par les présentes, requise de comparaître dans un délai de soixante jours de la dernière publication. Une copie du jugement conditionnel a été laissée à la Division des Divorces à son intention. Prenez de plus avis qu'à défaut par vous de signer et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requêteurante procédera à obtenir contre vous, par défaut un jugement de divorce absolue accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous.

MONTREAL, le 9 juillet 1984
Me Gerald W. Postelnik
(s) Protonotaire-Adjoint

AVIS LEGAL

AVIS est par les présentes donné en vertu de l'article 3

SPORTS

Un circuit et trois points produits pour le no 8

Une victoire signée Carter

GUY ROBILLARD

MONTREAL (PC) — Gary Carter a entrepris la deuxième moitié du calendrier comme il a complété la première et comme il a joué au match des étoiles.

Il a produit tous les points de son équipe à l'aide de son 16e circuit et d'un simple de deux points pour mener les Expos à une victoire de 3-1 sur les Reds de Cincinnati. Son circuit était son troisième en autant de matches, incluant celui des étoiles et il domine la Ligue nationale avec 63 points produits.

Bryn Smith (7-7) a de nouveau lancé de façon superbe, limitant les Reds à cinq coups sûrs en sept manches et un tiers, pour mériter la victoire, sa première de la saison à Montréal.

« C'est certes plaisant, a-t-il admis après la rencontre. Je ne lançais pas mal à domicile pourtant et je devais frustré. Cette victoire va m'enlever de la pression ».

Il a semblé à un certain moment que Smith allait continuer à jouer de malchance. Les deux premiers coups sûrs qu'il a accordés ont été des doubles à l'entre-champ, des coups mal frappés. Il s'en est tiré à chaque reprise, mais il a été victime de la première erreur de la saison (et en 92 rencontres) de Gary Carter quand les Reds ont réussi leur seul point à

la cinquième manche. Le receveur des Expos a tenté de surprendre Skeeter Barnes au troisième but, mais son lancer, pas si vilain, a abouti au champ gauche.

« J'aurais bien aimé disputer toute une saison sans commettre d'erreur, a reconnu Carter, mais j'ai un style agressif. Ce n'était pas un mauvais lancer; il était sur le coussin mais il a touché le coureur à l'épaule quand il retraisait au but ». Yogi Berra détient le record de la plus longue séquence sans commettre d'erreur avec 148 matches.

Carter venait tout juste de donner l'avance aux Expos grâce à son circuit à la quatrième manche. Il a claqué son simple avec les buts remplis à la sixième manche, après un triple de Tim Raines et des buts sur balles à Pete Rose et Andre Dawson. Le receveur Brad Gulden a échappé une balle du lanceur perdant Joe Price (3-6) qui aurait permis de retirer Dawson sur une troisième prise.

Et heureusement que Carter a tonné, car les Expos ont été limités à cinq coups sûrs par Price, Brad Lesley et Ted Power.

Viridon n'a pas été patient avec Smith, qu'il a retiré après un simple de Dan Driessen à la huitième manche.

« J'avais décidé qu'un gaucher affronterait Parker s'il y avait un coureur sur les sentiers », a confié Viridon, qui n'a jamais hésité à remplacer Smith.

Gary Lucas a accordé un but sur balles à Parker, mais Jeff Reardon est venu retirer les frappeurs de relève Cesar Cedeno et Tony Perez au bâton, pour se diriger vers une 13e victoire protégée. Celle-ci a été arrachée de justesse quand Eric Davis, avec un compte complet, a forcé Tim Raines à reculer jusqu'à la clôture pour capter une balle frappée avec deux coureurs sur les buts à la dernière manche.

Il rend crédit à l'instructeur des frappeurs Billy DeMars, en ajoutant aussitôt: « mais la grosse différence, c'est que je suis en santé. L'an dernier, mon coude blessé m'a nui, ce qui n'est pas le cas cette année ».

En produisant les trois points des Expos dans une victoire de 3-1 contre les Reds de Cincinnati hier, Carter a

porté sa moyenne au-dessus de .300; il domine la Ligue nationale avec 63 points produits et il vient au deuxième rang pour les circuits, avec 16.

« C'est bien beau ces succès personnels, mais ce serait tellement mieux si nous étions en tête. J'ai un rêve dans la vie, c'est de participer à la Série mondiale », a-t-il déclaré.

« Je pense vraiment que nous pouvons venir de l'arrière, a soutenu Carter. J'ai toujours été un éternel optimiste: nous ne sommes pas si loin et tout peut arriver. Avec Dawson et Steve Rogers qui se retrouvent, Terry Francona qui reviendra au jeu dans quelques semaines, Charlie Lea qui connaît sa meilleure saison, Gullickson et Smith qui lancent bien aussi, nous avons une bonne équipe ».

« C'est bon d'entreprendre la deuxième partie du calendrier avec une victoire et je crois sincèrement que l'équipe qui parviendra à demeurer près de la tête et enregistrer une série de victoires en septembre gagnera le championnat, comme les Phillies l'an dernier », a ajouté Carter.

Celui-ci a dû répondre à plusieurs questions au sujet de la partie d'étoiles et il a répété toute l'excitation que lui ont procurée sa participation et le fait d'avoir été choisi le joueur du match.

CINCINNATI	1	MONTREAL	3
ab pc cs p		ab pc cs p	
EDavis cc	5 0 0 0	Raines cc	4 1 1 0
Foley ac	4 0 0 0	Rose 1b	3 1 0 0
Driessen 1b	4 0 2 0	Dawson cff	3 0 0 0
Parker cd	3 0 0 0	GCarter r	4 1 2 3
Walker cg	2 0 0 0	Wallach 3b	3 0 0 0
Cedeno cg	1 0 0 0	Wohlford cg	3 0 0 0
Barnes 3b	2 1 0 0	ASalazar ac	3 0 0 0
Lesley l	0 0 0 0	Thomas ac	3 0 0 0
APerez fs	1 0 0 0	Flynn 2b	2 0 2 0
Power l	0 0 0 0	BSmith l	2 0 0 0
Oester 2b	2 0 2 0	Lucas l	0 0 0 0
Cncap ac	2 0 0 0	Reardon l	0 0 0 0
Gulden r	4 0 2 0		
Price l	2 0 0 0		
Kruch 3b	1 0 0 0		
Totaux	33 16 0	Totaux	27 3 5 3

Cincinnati: 10, Montreal: 4. 2B—Oester, Driessen, Gulden. 3B—Raines. HR—GCarter (16). SB—Foley (3). S—BSmith.

Cincinnati	ML	CS	PP	BB	RB
Price L, 3-6	5	4	3	3	2
Lesley	2	1	0	0	0
Power	1	0	0	0	0
Montreal					
BSmith W, 7-7	7	1	3	4	3
Lucas	0	0	0	1	0
Reardon S, 1-3	1	2	1	0	1

Price pitched to 4 batters in 6th, Lucas pitched to 1 batter in 8th.

T—2:37. A—20,370. CP 2159D 12-07-84.

Ueberroth ignore Vancouver

VANCOUVER (PC) — La délégation de Vancouver, qui désire doter cette ville d'une concession des ligues majeures, n'a reçu aucun encouragement de la part du commissaire Peter Ueberroth lors du match des étoiles.

Les Canadiens de Vancouver de la ligue du Pacifique possèdent déjà les droits territoriaux d'une concession des ligues majeures et attendent une nouvelle expansion.

BASEBALL

Ligue Nationale

Mercredi

Aucun match

Hier

Los Angeles à Chicago

Cincinnati à Montréal

San Francisco à Pittsburgh

New York à Atlanta

San Diego à St. Louis

Philadelphie à Houston

Aujourd'hui

Los Angeles, Welch (6-9)

Chicago, Sutcliffe (4-1), 16 h 05

San Francisco, Ham-

maker (1-0) et Krukow

(5-7) à Pittsburgh,

Rhoden (6-7) et Mc-

Williams (4-8), 2,

18 h 05

Cincinnati, Rogers (9-2)

à Montréal, Soto (3-8), 19 h 35

New York, Terrell (6-7)

à Atlanta, Perez (9-3),

19 h 40

San Diego, Lollar (6-7) à

San Diego, 35.

Lanceurs (7 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota

Points produits: Carter,

Montréal, 60; Davis, Chi-

cago, 59; Schmidt, Phi-

ladelphie, 58.

Buts volés: Samuel,

Philadelphie 40; Wiggins,

San Diego, 35.

Lanceurs (8 déci-)

sions): Soto, Cincinnati,

9-2, 2.98; Darling, New

York, 10-3, 3.34; Lea,

Montréal, 13-4, 2.98.

Ligue Américaine

Mercredi

Aucun match

Hier

Montréal à Saskatchewan

C-Britannique à Toronto

Detroit au Minnesota